

**M. Marcel Boussac
est mort**
LIRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2 dir.; Tunisie, 2 m.;
Allemagne, 1,30 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique,
17 f.; Canada, 5 \$; Danemark, 220 f.; Espagne,
100 pes.; France, 2,20 F; Grèce, 35 dr.; Italie, 125 l.;
Japon, 220 ¥; Liban, 275 p.; Luxembourg, 17 f.;
Norvège, 2,20 kr.; Pays-Bas, 1,25 f.; Portugal,
30 esc.; Roumanie, 100 F; Royaume-Uni, 3,50 sh.;
Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 10 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 27
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 6871-25 PARIS
Tél. Paris 85 60 72
Tél. : 246-72-23

Les élections régionales en Espagne

Les nationalistes modérés dominent le Parlement catalan

Souci à Madrid

Les élections régionales se suivent et se ressemblent en Espagne. Les nationalistes catalans ont triomphé, le 28 mars, lors du choix de leur Assemblée, comme les nationalistes et les indépendants basques onze jours plus tôt. Le 28 février, les autonomistes andalousiens avaient, eux aussi, marqué des points, ne perdant un référendum qu'en raison d'une procédure constitutionnelle vivement contestée. Trois succès du nationalisme régional en trois semaines, c'est beaucoup pour le gouvernement centriste de M. Adolfo Suárez, qui commence à s'inquiéter des effets du mécanisme mis en marche avec le retour à la démocratie.

La victoire de M. Jordi Pujol et de la Convergence démocratique à Barcelone est, malgré tout, moins redoutable pour Madrid que celle du parti nationaliste basque et des partisans de ETA. En Euzkadi, M. Carlos Gascón Pacheco s'apprête à former un gouvernement homogène avec un parti, le P.N.V., qui a appris depuis longtemps à se défendre du pouvoir central, et qui est donc parvenu à la lutte frontale contre lui.

Bien tel avec la Catalogne. Cette région a connu les violences de la guerre civile. Elle a subi, du reste, les effets d'une répression pragmatique, ainsi que le secondaire appétit de dialogue, pour offrir l'image d'un pays à la fois sûr de lui et pacifique. Des partisans de M. Pujol sont convaincus que ce n'est pas en s'opposant à M. Suárez, mais en négociant avec lui, qu'ils pourront traduire dans les faits l'identité nationale que leur reconnaît le statut d'autonomie.

Le chef du gouvernement espagnol peut trouver une sérieuse consolation au sein de ses partisans : la gauche perd le legs régional de la région la plus industrialisée de l'Espagne. Si elle l'avait conservée, le futur gouvernement autonome des Catalans risquait, après celui des Basques, d'ouvrir un second front de contestation au pouvoir madrilène. On peut se demander quelle aurait été, en ce cas, la réaction de ce que les Espagnols continuent d'appeler pudiquement les « pouvoirs de fait » — c'est-à-dire l'armée. Certes, une Généralité socialiste-communiste aurait été, en principe, assimilable par le régime : le parti communiste catalan n'a pas inscrit la révolution dans son programme, et Madrid reste maître du jeu pendant la longue période de transition des pouvoirs. Mais certains fantasmes ont la vie dure en Espagne : l'idée d'une Catalogne « rouge » y fait encore l'effet de la cape du matador agitée devant le taureau.

Une telle perspective avait considérablement miné ces dernières semaines le parti centriste et l'autorité de son chef, M. Suárez, qui s'était déjà vu reprocher son excès de sollicitude du pouvoir, à été critiqué pour son incapacité à concevoir les structures de l'Espagne de demain. Après avoir plaidé en faveur des autonomies, M. Suárez, en effet, a fait volte-face en Andalousie, puis il a tenté de ruser avec les Basques et les Catalans, dont les revendications l'inquiétaient.

Ainsi qu'il a fait preuve d'une réelle habileté à démanteler le franquisme, M. Suárez se montre peu capable de mener une véritable démocratisation. Le nouvel échec électoral de son parti est, en un sens, le prix de ses tergiversations.

**LE JAPON
S'ENGAGE À ACCROÎTRE
« DE FAÇON RÉGULIÈRE »
SON BUDGET MILITAIRE**
(Lire page 23)

La sidérurgie américaine et la C.E.E.

Bruxelles étudie des mesures de rétorsion pour répondre à la menace des États-Unis de ne plus acheter d'acier européen

La « guerre de l'acier » entre les États-Unis et l'Europe est pratiquement commencée. Non seulement le « géant » U.S. Steel a attaqué pour dumping diverses firmes sidérurgiques françaises et allemandes, mais encore d'autres entreprises américaines productrices d'acier s'apprêtent à faire de même, ce qui aura probablement pour effet d'arrêter toute commande américaine de métal aux forges du Vieux Continent.

Les services de M. Carter n'ont rien fait pour empêcher cette action ; ils ont même annoncé leur intention de suspendre le système des prix-planchers d'intervention, dont le protectionnisme modéré était excepté par les Nauf, dans la mesure où il leur était un dispositif plus restrictif.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission de Bruxelles éprouve une vive irritation devant les initiatives américaines. En dépit des consultations intensives entre la C.E.E. et les États-Unis (M. Davignon, le commissaire européen chargé de la politique industrielle, était encore la semaine passée à Washington), le gouvernement de M. Carter n'a rien fait, constate-t-elle, pour empêcher que l'envergure protectionniste ne se déchaîne.

Il n'a rien fait, malgré ses promesses, pour que soit respecté l'engagement pris collectivement en 1977 au sein de l'O.C.D.E. de s'efforcer de maintenir les courants d'échanges traditionnels. La Commission européenne, comme première réaction, a déjà fait savoir à Washington qu'elle considérait cette attitude comme très regrettable. Que s'est-il passé ? L'administration américaine vient de faire savoir à la Commission qu'elle supprimerait le mécanisme du « prix de déclenchement » (Trigger Price, T.P.M.), communément connu sous le nom de « prix-gâchette », dans le cas où des entreprises sidérurgiques américaines déposeraient des plaintes pour dumping contre les exportateurs de la Communauté. Le prix de déclenchement joue comme un prix minimum à l'importation aux États-Unis au-dessous duquel les fournisseurs étrangers d'acier n'ont pas le droit de livrer. Or, indique-t-on de bonne source à Bruxelles, on a appris dans le même temps que non seulement U.S. Steel Corporation (dont une demande dans ce sens était alléguée et finalement acceptée dans la C.E.E. à condition qu'elle reste isolée) mais aussi d'autres groupes sidérurgiques américains s'apprêtaient à déposer ce virement 21 mars des plaintes pour dumping contre des industriels de la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 39.)

Pour une communication à double sens

par PIERRE DROUIN

Transpac, Vidéotex, Télétel, Euroretel, Antiope, Prestel, etc. Les vocables nouveaux nés du mariage de l'ordinateur et des réseaux de communications dansent dans la tête des citoyens et les éblouissent au point qu'il leur est difficile, malgré des livres ou des colloques à succès, de discerner les enjeux de cette mutation de la société. Qu'ils se rassurent : les pouvoirs publics ne sont guère plus avancés. Ils ne savent encore pas où vont vraiment mener les nouveaux services télématiques. Comme il arrive souvent dans cette phase d'accélération des découvertes, l'outil se présente avant même que soit né le besoin de s'en servir. Une étrange et double course est engagée. Dans certains domaines, les appétits croissent plus vite que les moyens de les satisfaire. Dans d'autres, c'est l'offre qui attend que les clients soient mûrs par de nouveaux désirs.

Tous ceux qui ont flâné un énorme marché et ont investi en conséquence vont maintenant

s'ingénier à susciter ou à développer ces attentes avec l'aide des pouvoirs publics, soucieux de favoriser les industries de pointe et leurs exportations. A cet égard, le lancement en vraie grandeur du Vidéotex est très significatif. Cette technologie, on le sait (1), permet de se servir d'un poste de télévision comme d'un terminal d'ordinateur. On peut ainsi avoir accès à des bases d'informations soit en utilisant le réseau téléphonique — ce qui permet de « dialoguer » avec la machine qui fournit les renseignements administratifs, les horaires d'arrivée, l'état de son compte en banque, etc. — soit par l'antenne de télévision grâce à laquelle on obtient, mais cette fois passivement, les informations de toute nature : aussi bien des programmes de spectacles que des renseignements météorologiques, que des nouvelles d'intérêt national ou local.

1980 sera une année très importante pour le lancement de cette opération, puisque à l'au-

tomme deux villes vont être équipées pour offrir aux consommateurs toutes les possibilités de ces nouvelles techniques : Vitry à l'initiative du gouvernement, et Nantes, à la demande de son maire, M. Alain Chenard.

Dans le premier cas, c'est essentiellement au domicile des particuliers qu'on installera les terminaux du Vidéotex (2500 à 3000 foyers seront équipés). A Nantes, seuls les lieux publics seront pourvus : mairie et ses annexes, centres sociaux, Bourse du travail, halls des H.L.M. (2).

(Lire la suite page 16.)

CINQ SCULPTEURS A LA GALERIE DE FRANCE

Les voies du silence

De tous les arts, la sculpture est celui qui parle le plus et que l'on entend le moins ; l'art qui enseigne, commémore, résume l'histoire, et qui, pourtant, échappe à peu près complètement au regard quotidien. Le buste survit à la cité, survivait Théophile Gautier, et l'on évoque aujourd'hui la statue-mannequin de la III^e République, l'Anglais victorien, la Russie tsariste ou soviétique l'emportant d'ailleurs largement dans ce domaine sur la République de nos pères : à Londres, en particulier, pas une place où l'on ne voie un homme à cheval, un orateur, un philanthrope, une muse.

Mais qui les regarde ? Et qui pourrait identifier au pied levé les statues du Luxembourg ou du Cours la Reine ? Les grands hommes et les grosses bêtes de nos jardins ne semblent plus intéresser que les touristes japonais, et si Maffiol trouve aux Tuileries son juste écho, il suffit de constater le volume des publications ou de parcourir les salles de l'import-export quel grand musée pour voir que la sculpture est la mal-aimée de l'art contemporain.

On n'en verra qu'avec plus d'in-

térêt l'exposition qu'a organisée la Galerie de France, avec autant de courage que d'audace, et de volonté de surprendre les sens. Cinq artistes contemporains, représentés par un ensemble superbe et en partie inédit. Un sculpteur américain, mort en 1965, David Smith, que nous connaissons mal en France, mais qui est placé à-bas sur le même plan que Pollock dans l'ère des ruptures. Deux Anglais : Anthony Caro, Tim Scott. Un Américain encore : Michael Steiner. Caro a cinquante-deux ans ; Scott, quarante-trois ; Steiner est né en 1945.

Si l'on pense, non bien entendu, à Brancusi, Archipenko ou Canova, mais à la production moyenne (Chaillet, par exemple), au commencement étaient la masse et la synchrone, la rétroscène, l'occupation forcée de l'espace, l'index pointé vers l'infini et le hennissement du blanc cheval aurore. Et le marbre et le bronze et le socle et le poêle qui part à l'assaut.

ANDRÉ FERMIGIER.
(Lire la suite page 30.)

Maurice BARDECHE

Balzac



"Biographie monumentale, et qui fera date."

LUCIEN GUISSARD "LA CROIX"

Biographie / Julliard

AU JOUR LE JOUR

La faute à Belzébuth

Quand la gauche perd une élection cantonale, c'est la faute à Mitterrand.

Quand les « verts » sont battus à Saint-Stienne, c'est la faute à Mitterrand, qui était dans les tribunes.

Quand la presse fouille dans le passé de M. Marchais, c'est la faute à Mitterrand, qui Pétain a décoré par contumace de l'Ordre de la Francisque.

Quand le ciel se couvre, c'est la faute à Mitterrand, qui chantait la veille et se rasait ; et quand un pétrolier coule, on jure bien de vérifier l'âge de Mitterrand.

Dés lors, n'en doutons plus : quand Giscard battra Rocard aux présidentielles, ce sera la faute à Mitterrand, qui, M. Marchais l'a toujours dit, aurait fait le meilleur candidat d'union de la gauche.

ARTHUR.

Demain
LE MONDE DIMANCHE
Visages de l'ENA

Par ANDRÉ HARRIS et ALAIN DE SÉDOUY

GRASSET

LA VISITE DU MINISTRE JAPONAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A WASHINGTON Tokyo s'engage à accroître de « façon régulière » son budget militaire

De notre correspondant

M. Okita, ministre japonais des affaires étrangères, a rencontré jeudi 20 mars, M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense. La question du réajustement de la coopération militaire entre Washington et Tokyo après l'intervention soviétique en Afghanistan a été au centre de l'entretien. M. Okita a promis que son pays allait accroître « de façon régulière » son budget militaire et faire un plus grand effort pour assurer sa propre défense, a indiqué le département d'Etat.

Tokyo. — Le Japon est-il en train de dépasser son grand « interdiction » de la guerre en 1945 : réarmer ? A-t-il dans le décennie qui s'ouvre une force militaire à la mesure de sa capacité économique et tend-il à devenir, comme le suggère la récente participation, pour la première fois, de sa marine à des grandes manœuvres dans le Pacifique (Rimpac), une puissance militaire régionale ? Posséderait-il enfin une arme nucléaire, comme le prévoit dans son dernier livre le président philippin, M. Marcos, et comme l'affirment, péremptoirement, certaines personnalités occidentales ?

Tant à l'étranger, par des articles de presse prompts à exploiter la facile épouvantille du « militarisme japonais », qu'à Tokyo même, le débat sur la politique de défense de la seconde puissance du monde occidental est à l'ordre du jour. La question de l'accroissement du potentiel militaire japonais est d'ailleurs au centre des entretiens

que mène à Washington M. Okita, ministre des affaires étrangères, depuis le mercredi 19 mars. C'est là, en effet, un sujet de différend devenu sérieux entre Japonais et Américains. Ceux-ci estiment que leur principal allié en Asie a un peu trop tendance à tirer parti du « parapluie » nucléaire des Etats-Unis pour éluder ses responsabilités et à bénéficier d'une sorte de « ticket d'entrée gratuit » dans le système de défense de l'Occident. Le budget militaire de Tokyo était inférieur à 1 % de son P.N.B. La situation ne manque pas de se révéler à l'occasion d'un tel entretien. On se souvient qu'il y a trente ans ces mêmes Américains imposèrent au vaincu du Pacifique une Constitution excluant le recours à la guerre « comme moyen de résoudre les différends internationaux » et lui interdisant même d'entretenir une armée sur son territoire (art. 9). Aujourd'hui, les Etats-Unis demandent aux Japonais, en des termes beaucoup plus fermes que par le passé, d'accroître leur effort militaire « au regard de l'évolution de la situation mondiale ».

Le débat militaire au Japon n'est plus une question de droit : depuis 1945, année de la création des forces d'autodéfense, déjà sous la pression américaine, le Japon possède « violation » de la Constitution, accomplie et entérinée par la pratique gouvernementale, l'armée japonaise est devenue aujourd'hui le deuxième du monde par son budget (9,3 milliards de dollars en 1979, soit environ 43 milliards de FF) et compte 180 000 hommes.

Un dilemme « dramatique »

Toutes les controverses tournent autour de quelques milliards du P.N.B., la grande question revenant à savoir si le budget militaire, qui représente actuellement 0,8 % du P.N.B., va franchir le cap du 1 % dans les années 80. Un dilemme dont le profane peut ne pas saisir d'emblée la portée « dramatique ».

La barrière du 1 % a été instituée par une déclaration du Conseil de défense, en décembre 1976, en réponse à l'inquiétude de l'opposition, qui constatait une augmentation régulière et importante des dépenses militaires au cours de la période de forte croissance dont les dernières années ont été envahies sous le cabinet Tanaka. Ce n'est donc rien de nouveau à caractère légal. Au demeurant, à la fin des années 50 et au début de la décennie suivante, les dépenses militaires ont excédé 1 % du P.N.B. C'est, en revanche, un seuil psychologique à partir du moment où ce 1 % est devenu moins une limite qu'un objectif, comme c'est le cas actuellement. Le Japon aurait en effet oscillé entre deux logiques : celle fondée sur la thèse de la « police territoriale » d'un pays « neutre », à laquelle il s'accroche quelle que soit par ailleurs la pratique qui l'informe, et celle, plus en accord avec les faits, reconnaissant l'existence d'une armée, ce qui suppose quelle soit à la mesure d'un pays pesant du poids que l'on sait dans la vie économique internationale. Le Japon penchait désormais plutôt vers cette dernière conception, la question est de savoir jusqu'où et à quelle vitesse il compte aller dans cette direction.

La révélation de la politique de défense du Japon dans le sens d'un accroissement de l'effort militaire

déclenche de circonstances favorables. Comme c'est souvent le cas, le débat est parti de Washington. Les critiques que les Etats-Unis adressent aux Japonais ne sont pas nouvelles : elles ont d'ailleurs abouti dans le passé à des achats d'armes supplémentaires (chasseurs F-15 et appareils de lutte anti-sous-marine P-3C) et à une participation plus grande aux dépenses de fonctionnement des bases américaines sur l'archipel (où sont stationnées 46 000 hommes et 180 appareils).

Les pressions américaines ont pris cependant un tour nouveau ces derniers mois en raison des frustrations ressenties par Washington devant le peu d'empressement manifesté par ses alliés pour appuyer sa politique après les événements d'Iran et d'Afghanistan. Elles ne peuvent en outre être détachées du fait qu'existe entre les deux pays un déséquilibre commercial considérable en faveur du Japon. Les demandes de Washington en matière de défense, dit-on à Tokyo, sont des injures pour nous faire céder sur d'autres points.

Au Japon même, une évolution de l'opinion publique constitue d'autre part un climat favorable à une révision de la politique militaire japonaise. Depuis la fin de la guerre du Vietnam (1975), les Japonais ne sont plus tout à fait certains que les Etats-Unis honorent pleinement les engagements du traité de sécurité nippo-américain. L'hypothèse d'un renforcement du système de défense américain en Europe aux dépens de l'Asie n'a fait récemment que renforcer cette appréhension. A cela s'ajoute l'instabilité régionale, d'autre part, liée non seulement à un accroissement constant de la flotte russe dans le Pacifique, mais aussi à un renfor-

cement de la présence soviétique à quelques kilomètres des côtes nippones, sur ces « petites Cuba » que sont les quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, occupées par l'U.R.S.S. depuis 1945, et comportant aujourd'hui des bases militaires. Autant d'éléments qui font réfléchir les Japonais sur la question de leur sécurité nationale.

D'une manière symptomatique, les sondages d'opinion récents (mars) indiquent une augmentation régulière du nombre de ceux qui sont favorables au maintien des forces d'autodéfense (55 %), mais aussi de ceux (25 %) qui souhaitent leur renforcement. La position des partis d'opposition reflète ces évolutions. Avec des nuances, aucun d'eux n'est plus opposé à l'existence d'une armée : l'éventualité des positions va du « neutralisme armé » du P.C., avec cependant une réorganisation « démocratique » des forces d'autodéfense, aux ultras sociaux-démocrates qui militent en faveur de leur développement, en passant par l'attentisme des bouddhistes du Komeito. Le parti socialiste, première formation d'opposition tréfilée par des forces centrifuges, fait des propositions de subtilités pour pencher vers le maintien dans l'état actuel des forces militaires, revenant ainsi sur la politique qui fut le sien depuis 1951. Du côté de la majorité, enfin, des « colombes » comme M. Komeito, ancien ministre du commerce et de l'industrie, qui passe pour le prochain premier ministre, ayant rejoint les rangs de ceux qui préconisent un accroissement des dépenses militaires, les avocats du neutralisme semblent de plus en plus isolés.

A cette évolution intérieure favorable s'ajoutent d'autres éléments. D'abord, les pressions de la Chine qui a renoncé aujourd'hui à dénoncer le « militarisme japonais » qui passait, il y a dix ans, pour l'un des « quatre ennemis du peuple chinois ». D'autre part, Pékin presse régulièrement les japonais de collaborer avec la Chine dans le domaine militaire : le 13 mars, M. Su Yu, vice-ministre de la défense, recevant le directeur de l'institut national de défense nippon, lui a demandé d'organiser un échange entre enseignants et étudiants des académies militaires des deux pays. Ensuite, les pressions des milieux d'affaires : selon le quotidien économique *Nihon Keizai*, une entreprise sur sept coïncide en bout de produit des équipements pour l'Agence de défense (chiffre d'affaires total 510 milliards de yens). Le patronat dans sa majorité est favorable à une augmentation des dépenses militaires, no-

tamment dans le domaine de la recherche. Devant le chapitre de commerce nippon, son président, M. Nagano, a récemment souligné cette nécessité comme stimulation de l'innovation technologique. Il s'emploie avec nombre d'autres dirigeants de l'industrie à parvenir à un assouplissement des règlements sur l'exportation des armes par le Japon ; la Chine serait, en particulier, un marché où le Japon pourrait avoir une place privilégiée, mais où il se voit distancé par ses concurrents.

Si l'on exclut les « super-patriotes », très minoritaires, révoltés des grandes puissances, la principale divergence entre les partisans d'une augmentation des dépenses militaires est la question de la rapidité du processus. Actuellement, le courant favorable à une évolution graduelle et plutôt lente paraît l'emporter. C'est cette conception que M. Okita a fait valoir à ses interlocuteurs américains. Le Japon est prêt à consacrer jusqu'à 1 % de son P.N.B. à la défense d'ici, un an, environ. Mais il n'entend pas dépasser cette limite dans l'immédiat. D'une part, les dépenses militaires atteignent déjà 1,5 % du P.N.B. et, comme c'est le cas dans les pays de l'OTAN, on tient compte des pensions versées aux anciens combattants. D'autre part, le Japon contribue à la stabilité de l'Asie par son aide économique et serait disposé à faire de même au Proche-Orient. Enfin, il met déjà à la disposition des Américains des bases d'opération en Extrême-Orient et participe ainsi, de manière, à la mise en œuvre de la stratégie américaine, ce qui ne le rend pas moins conscient de la nécessité de ne pas se laisser dépasser par les troupes américaines, qui pourraient partir directement du Japon pour une zone de tension ou de conflit où le Japon d'est pas impliqué : l'océan Indien actuellement.

Les Japonais ont tendance à penser que Washington n'a toujours pas une politique arrêtée à leur égard en matière de défense. Certains Américains souhaitent une prise de responsabilités régionales plus grande, mais d'autres insistent sur les risques à long terme de voir un Japon trop puissant militairement qui tendrait à se dégarer du contrôle de Washington.

Lorsque le président de l'association patronale d'Osaka, M. Hyuga, a suggéré le rétablissement de la conscription — pour économiser, une partie des dépenses militaires dont 72 % sont consacrées à payer cette armée de métier que sont les forces d'autodéfense — il a souligné un fait : l'un des craintes des idées les plus avancées en matière de défense, les dépenses militaires devraient sous peu atteindre 1,2 % du P.N.B.

Compte tenu du fait que l'archipel nippon paraît « indéfendable » par des moyens conventionnels, en raison de sa situation géographique et des concentrations urbaines qui créent des cibles évidentes, se pose aux stratèges japonais la question de l'armement nucléaire — sujet tabou entre tous étant donné ce qu'il est convenu d'appeler l'« allergie nucléaire » du premier peuple atomisé du monde. En privé, car secrets n'accusent pas la possibilité de stationnement d'armes nucléaires tactiques dans les détroits, ce qui comporte le risque que leur utilisation appelle, de la part de l'adversaire, une riposte du même type qui serait beaucoup plus coûteuse en vies humaines au Japon. Officiellement, bien que des doutes sérieux existent en ce qui concerne les bases américaines, il n'y a pas d'armes atomiques au Japon.

Prie entre les blocages politiques et psychologiques de la nation et les pressions des Etats-Unis, le gouvernement japonais ne paraît pas disposé, pour l'instant, à effectuer un revirement radical de sa politique de défense. Il devrait, sauf hypothèse d'une menace importante sur le pays, poursuivre ses « petites pas » vers une amélioration de son système de défense dans le cadre de l'alliance américaine, mais en développant peu à peu ses industries d'armement pour répondre aux demandes des milieux d'affaires.

PHILIPPE FONS.

Chine

ANCIEN ADVERSAIRE DE MAO TSE-TOUNG

Li Lisan a été réhabilité

Deux nouvelles personnalités politiques chinoises, mortes en 1967, pendant la révolution culturelle, ont été réhabilitées à titre posthume jeudi 20 mars : il s'agit de Li Lisan, ancien dirigeant du P.C.C. entre 1928 et 1930, et de Ye Tzuofu, ancien vice-président de la commission du plan, ancien ministre de l'industrie légère, limogé en 1964 pour « opportunistes de droite ». Tous deux avaient été victimes de persécutions de la part des gardes rouges. M. Deng Xiaoping a assisté à une cérémonie commémorative à leur égard ; M. Hua Guofeng n'était pas « assez jeune pour s'acquiescer de responsabilité au sein du régime ».

Kang Sheng (1903-1975), avait été l'un des principaux hauts fonctionnaires de Mao Tse-toung. Entré au bureau politique du P.C.C. en 1945, il prit une part active dans le différend entre Pékin et Moscou et s'opposa, dès les années 60, à la ligne ordonnée par M. Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, en particulier en ce qui concerne le développement de l'agriculture. Il fut l'un des principales personnalités de la révolution culturelle.

P. de B.

Taiwan

Amnesty International dénonce le recours à la torture

Amnesty International confirme qu'elle a mandaté M. Michael Sander, avocat australien, pour assister au procès de sept hommes accusés d'être impliqués dans des tortures politiques. Arrêtés en décembre dernier en cours d'une tournée de rassemblement pour les droits de l'homme, (Le Monde du 19 mars).

Amnesty International a également annoncé qu'une mission composée de deux membres s'est rendue à Taiwan en février pour rencontrer les autorités et rendre visite aux prisonniers, à leurs familles et à leurs avocats. La délégation a été autorisée à visiter Green Island et à parler à des prisonniers politiques purgés de lourdes peines.

Amnesty International affirme que des opposants politiques sont encore emprisonnés à Taiwan en vertu des dispositions de la loi martiale en vigueur depuis l'installation du gouvernement nationaliste chinois il y a plus de trente ans.

Dans son rapport de 16 pages sur Taiwan, l'organisation internationale affirme que des prisonniers sont détenus au secret, qu'on leur extorque des aveux par la torture et qu'ils sont ensuite jugés par des tribunaux militaires lors de procès qui se tiennent généralement à huis clos.

Dans son rapport, Amnesty International indique que divers moyens de pression psychologique et physique sont utilisés pour obtenir des aveux : détention au secret, interrogatoires vingt-quatre heures sur vingt-quatre, privation de sommeil et tortures (cables électriques, électrochocs, passages à tabac).

Le document est un court résumé des informations d'Amnesty International sur l'emprisonnement politique.

sonnement politique, la torture et la peine de mort dans l'île. Amnesty International estime que plusieurs centaines de personnes sont détenues pour raisons politiques, bien que les chiffres donnés auparavant par les exilés soient bien supérieurs. D'après le rapport d'Amnesty International, l'un des principaux facteurs de l'emprisonnement politique est dû au fait que la population originaire de Taiwan (environ 86 % de la population totale de l'île) a été écartée des affaires politiques.

Les libertés constitutionnelles fondamentales sont suspendues en raison de l'état de siège qui doit durer, assure l'organisme, « la révolution communiste » se poursuivra sur le continent. Il n'y a pas eu d'élections générales depuis l'année 1948.

Le rapport note que l'état de siège interne, les répressions politiques, les pétitions, la propagation de rumeurs et les appels à la grève figurent parmi les délits qui peuvent entraîner la peine de mort. Après de nombreuses exécutions de prisonniers politiques dans les années 1950 et 1960, les exécutions ont diminué à la fin des années 1970.

En mai 1979, cependant, un prétendu « agent communiste » fut exécuté après avoir été inculpé de « subversion ».

Le rapport présente les cas de plusieurs prisonniers politiques, parmi lesquels Pai-Ye-tsan, un Taiwanais d'origine, candidat lors des élections partielles de 1975 et condamné à la détention à perpétuité après avoir posé des questions sur la police gouvernementale et demandé l'abrogation de la loi martiale et la libération des prisonniers politiques.

A TRAVERS LE MONDE

Éthiopie

● LE GOUVERNEMENT ÉTHIOPIEN, dans un communiqué diffusé jeudi 20 mars par son ambassade à Londres, a formellement démenti que son armée ait bombardé le week-end dernier des villages somaliens, comme l'en avait accusé Mogadiscio (Le Monde du 20 mars). — (Reuters)

Namibie

● M. KELWYN SOLE, administrateur du conseil des Eglises de Namibie, a reçu, vendredi 21 mars, un arrêté d'expulsion pour détention de publication et pamphlets inter-

dités. D'autre part, dix-neuf guérilleros de l'Organisation du peuple sud-ouest africain (SWAPO) ont été tués la semaine dernière dans le nord de la Namibie, a annoncé jeudi 20 mars un porte-parole militaire, à Windhoek. — (A.F.P.)

Pologne

● DIX-HUIT DISSIDENTS POLONAIS ont été interpellés mercredi soir 19 mars à Varsovie, à Gdansk et à Wrocław, a annoncé un porte-parole du KOR (Comité ouvrier d'autodéfense). Parmi les personnes interpellées figure M. Jacek Kuron, dirigeant de l'organ-

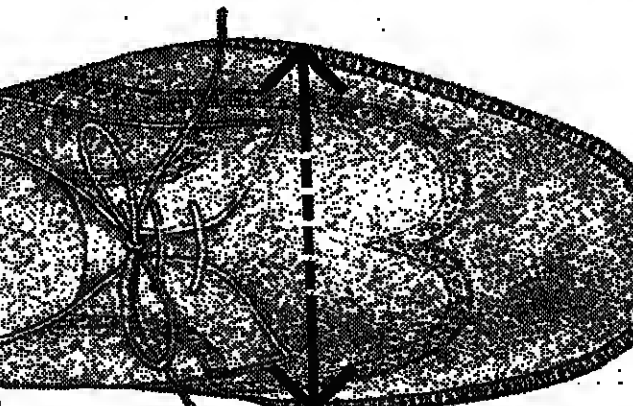
sation, qui tenait une conférence de presse dans son appartement. — (Reuters)

République Sud-Africaine

● UNE MANIFESTATION pour la libération de James Mangos (Le Monde du 21 mars) a eu lieu à Paris, jeudi 20 mars, du Quai d'Orsay à l'ambassade de la République sud-africaine. Selon la préfecture de police, deux cent cinquante personnes ont défilé à l'appel du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique et du Mouvement anti-apartheid.

GRAND CHAUSSANT

Une collection pour homme, spécialement étudiée pour les pieds larges.



Une collection très élégante réalisée dans les peausses les plus nobles. Chaque modèle existe en plusieurs largeurs.

BALLY

En vente dans les principales succursales et chez les dépositaires.

ASIE

Cambodge

L'armée thaïlandaise intervient dans un camp de Khmers Serei

Bangkok — L'armée thaïlandaise a mobilisé, jeudi 20 mars, des blindés pour rétablir l'ordre dans le camp de Ban-Nong-Makmoon, situé au Cambodge, à quelques kilomètres de la frontière. — ravagé par deux jours de combats d'incendies et de pillages. La démonstration de force a aussi permis d'empêcher le maintien sur le territoire du royaume de plusieurs milliers de civils khmers qui avaient fui ces nouveaux affrontements. Ils ont regagné leurs palloles détruites, qu'ils ont, une fois de plus, entrepris de réparer. Les organisations internationales, le C.I.C.R. et l'UNICEF, ont repris leurs livraisons d'aide alimentaire, interrompues depuis le début de la semaine.

Rivalités entre factions

Ces combats — plusieurs dizaines de civils auraient été tués — ont mis au jour une rivalité entre factions de Khmers Serei (groupes armés anticomunistes) se disputant le contrôle, ainsi que les profits de la contrebande et autres trafics illicites, dont le « camp 204 » est, en outre, l'un des centres depuis plus de six mois. Dernièrement, cependant, l'armée thaïlandaise et des représentants des organisations internationales ont dénoncé ces pratiques et le manque de coopération, l'indiscipline et les actes de violence des miliciens de M. Van Saroen, un ancien officier du régime Lon Nol. Le chef du « camp 204 », a été accusé de gonfler considérablement ses effectifs, de détourner une grande partie de l'aide internationale au détriment des réfugiés, et de la revendre aux Khmers de l'intérieur, et même aux Vietnamiens. Les interventions extérieures

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

pour mettre fin à cette situation sont rendues difficiles du fait que ce camp est situé en territoire cambodgien. Plusieurs tentatives ont été faites pour renverser l'équipe dirigeante : elles ont, chaque fois, coûté la vie à des réfugiés et des baraquements ont été détruits. Néanmoins, les divers responsables ont permis que cette situation se perpétue et que des groupes armés prolifèrent. En février, à la suite d'un affrontement armé, M. André Okthai, bras droit de M. Van Saroen, qui s'attribuait abusivement le titre de prince Sourjavong — avait disparu. Certains le disent mort, d'autres pensent qu'il a fui à l'intérieur ou a trouvé asile dans un temple en Thaïlande.

À Ban-Nong-Makmoon, comme il y a quelques mois à Ban-Nong-Samet (camp 007), les querelles intestines interfèrent lorsque l'armée thaïlandaise, l'UNICEF et le C.I.C.R. s'efforcent de mettre de l'ordre et d'imposer leur politique le long de la frontière. De surcroît, il est ouvertement question d'un programme de « rapatriement volontaire » des réfugiés et personnes déplacées du Cambodge vers le sud du Laos. Plus de cent cinquante mille Cambodgiens sont temporairement hébergés en Thaïlande et assistés par les organi-

sations internationales dans les camps de Sateo (où l'influence des cadres khmers rouges se perpétue) et de Khao-I-Dang. Plusieurs centaines de milliers d'autres restent agglutinés le long de la frontière. Ils bénéficient de l'assistance mais non de la protection internationale.

Au sujet du rapatriement volontaire, le Bangkok Post, citant des sources militaires, écrivait jeudi : « La première tentative pour mettre ce plan en action est prévue aujourd'hui. Un groupe de plusieurs centaines de volontaires du camp de Khao-I-Dang doit partir pour une zone (cambodgienne) contrôlée par les forces du Front populaire libérateur du peuple (F.L.P.P.) face au district thaïlandais de Trakhang, à 350 kilomètres à l'est de Bangkok. Cette révélation ne fait que confirmer l'existence d'un projet qui fonctionnait depuis plusieurs semaines, indiquent des sources informées. Des recruteurs du F.L.P.P. sont à pied d'œuvre dans ce camp pour convaincre les réfugiés de regagner leur « zone libérée ». Plusieurs milliers de personnes auraient déjà accepté. Enfin, un journaliste qui s'est rendu jeudi au camp de Ban-Nong-Makmoon rapporte que des dizaines de personnes ont été anglophones très mutiles ont été retrouvés dans une cache aménagée sous les palloles servant de quartier général à M. Van Saroen.

R.-P. PARINGAUX.

Afghanistan

M. Babrak Karmal critique l'attitude de certains pays non alignés et musulmans

Le chef de l'Etat afghan, M. Babrak Karmal, a critiqué, dans une interview à la revue *Problèmes de la paix et du communisme*, certains pays musulmans et non alignés, pour la « campagne de calomnie » à laquelle ils se livrent contre son gouvernement. Cette « attitude fautive » ne peut s'expliquer, selon lui, que par « une information insuffisante et par la domination des médias par les impérialistes ». « Les faits montrent que nous autres, Afghans, sommes étonnés par l'attitude qu'ont choisie d'autres pays dans l'ère internationale », a-t-il déclaré. « Les faits montrent que nous autres, Afghans, sommes étonnés par l'attitude qu'ont choisie d'autres pays dans l'ère internationale », a-t-il déclaré.

Il ne faut pas s'accommoder de l'équidistance entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, estime le chef de l'Etat afghan. « La position d'un observateur impartial » dans la lutte entre les forces de la révolution et de la réaction et celles de la réaction et de l'impérialisme ne fait qu'ajouter les impérialistes à détourner l'attention des pays islamiques du vrai danger qui les menace.

Sur le terrain, en Afghanistan, où les combats se poursuivent, les Soviétiques seraient en train de former des milliers de Baloutches une ethnique qui se trouve à cheval sur le territoire de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan, dans la province de Kandahar, indiquent les services de renseignements indiens. Si ces Baloutches étaient envoyés au Pakistan ou en Iran, cela risquerait d'accroître la tension et l'instabilité dans ces pays.

D'autre part, à Moscou, selon notre correspondant, le journal *Russkie sovetskies* a publié jeudi, un véritable réquisitoire contre le gouvernement pakistanais : « Les faits montrent que le régime d'islamabad continue de jouer un rôle négatif en Asie, qu'il supprime les droits des pays de la région pour instaurer un climat de paix, d'amitié et de bon voisinage ». Islamabad donne une « interprétation non objective » des événements en Afghanistan, permet le transit d'armes vers les « bandes de contre-révolutionnaires » et « participe directement à la guerre non déclarée contre le peuple afghan ». Le Pakistan « est monopolisé aujourd'hui par les Américains et les Chinois » et « est devenu la place forte servant aux ingérences dans les affaires intérieures afghanes ».

Enfin, M. Mohamed Ghulam Babek, vice-ministre de l'industrie afghan, est arrivé mardi 18 mars à Paris. De source française, on indique qu'il sera reçu par le ministre de l'Industrie pendant son séjour. M. Babek se trouve en France pour discuter avec la société Babcock Wilcox la construction d'une raffinerie de sucre à Bagram, au nord du pays, dont les travaux sont en suspens en raison de la situation actuelle. — (A.F.P., U.P.I., Reuters)

Inde

LE RAPPORT SUR LES ABUS COMMIS PAR MME GANDHI PENDANT L'ÉTAT D'URGENCE EST RETIRÉ DE LA VENTE.

Le gouvernement de Mme Gandhi a décidé de retirer de la vente le rapport de la commission qu'avait présidée M. Shah sur les abus commis par le premier ministre pendant l'état d'urgence, par elle imposé de 1975 à 1977. Le ministre de l'Intérieur a arrêté la distribution de ce rapport et envoyé une circulaire à tous les distributeurs, libraires et marchands de journaux du pays, leur enjoignant de renvoyer immédiatement tous les exemplaires en leur possession aux autorités. Ce texte avait été publié par le gouvernement précédent de M. Desai.

Dans une interview au bimensuel *India Today*, citée par le *Times* de Londres, le ministre de l'Intérieur, M. Giani Zail Singh, a reconnu que Mme Indira Gandhi et son fils Sanjay étaient des « patrons », ajoutant : « Si on veut survivre en politique, il faut avoir des patrons (Godfathers). Il n'y a aucun doute que je suis très proche de la famille Gandhi », a-t-il dit franchement, je suis lié à la politique d'Indira et de Sanjay Gandhi.

D'autre part, la police a ouvert le feu contre une manifestation de producteurs d'algues qui bloquaient une route au nord de Bombay, tuant deux personnes et en blessant six autres. Les manifestants demandaient une hausse du prix d'achat de leur production. — (U.P.I.)

AFRIQUE

Rhodésie

LA LOI MARTIALE EST LEVÉE PAR LE GOUVERNEUR BRITANNIQUE

La loi martiale a été levée en Rhodésie, vendredi 21 mars, par le gouverneur britannique, Lord Soames, qui a également décrété une amnistie pour les crimes politiques commis avant le 1^{er} mars 1980, mesure qui affecte plusieurs centaines de prisonniers. Lord Soames, qui vient de regagner Salisbury après un séjour de quarante-huit heures à Londres, doit se rendre lundi à Maputo, pour y rencontrer le président Machel du Mozambique. D'autre part, Londres a annoncé qu'une aide d'un montant de 7 millions de livres sera fournie à Salisbury pour la remise en état des infrastructures endommagées pendant les hostilités. Le gouvernement britannique a également lancé un appel aux autres pays occidentaux pour que ces derniers contribuent à l'effort de reconstruction du Zimbabwe. M. Claude Cheysson, commissaire européen au développement, doit se rendre fin mars en Rhodésie. — (A.F.P., Reuters)

Mozambique

Le président Machel cherche à rétablir l'ordre dans le secteur public

Le président Machel du Mozambique a démis de leurs fonctions, jeudi 20 mars, MM. Dos Santos, ministre du commerce extérieur, et Joao Coomes, ministre des

travaux publics. Un communiqué officiel indique également que M. Martins, ministre mozambicain de la santé, a présenté sa démission, qui a été acceptée. Ces

mesures sont intervenues à la suite d'un violent discours du chef de l'Etat mozambicain, dont rend compte ci-dessous notre correspondant en Afrique orientale.

De notre correspondant en Afrique orientale

de leurs départements la corruption et le parasitisme. Critiquant les responsables qui se gargarisent, selon lui, de rapports « faux et triomphants », il a condamné leur inefficacité et l'absence de leadership. Le chef de l'Etat a annoncé la création de « brigades spéciales » qui auront pour mission de démasquer les fonctionnaires parasites. Un « bureau spécial » enquêtera les griefs des administrés à l'encontre des services publics. Sur le plan économique, le président Machel a décidé la « dénationalisation » d'une chaîne de magasins d'Etat fondée en 1975. Reconnaissant que l'étatisation du commerce de détail, dans ce cas, constitue une erreur, il a préconisé la reprise en main de ce secteur par des

intérêts privés ou des coopératives de consommateurs. Afin d'assurer une distribution équitable des produits de première nécessité, le président Machel a annoncé le prochain lancement d'opérations de rationnement dans plusieurs grandes villes : Maputo, Beira et Nampula. « Personne ne pourra plus être servi en priorité », a-t-il lancé, soulignant les obligations de la foule. Ni les soldats, ni les policiers, ni les militaires. Des « ceintures vertes », a-t-il ajouté, seront créées autour des villes en vue d'employer les chômeurs à des travaux agricoles.

Les actions de sabotage et la chute générale de la production incombent, selon M. Machel, aux ennemis de l'extérieur et à leurs laquais de l'intérieur, occupants qui se gardent au demeurant d'identifier. En réalité, il semble surtout préoccupé des déficiences de l'économie qui résultent d'implémentation des politiques de système politique. « Nous sommes responsables des actes de sabotage, et non l'impérialisme », remarquait-il en janvier dernier. « L'appareil d'Etat, a-t-il dit, il y a quelques semaines plus tard, n'applique pas efficacement les décisions du parti. La bureaucratie est un mode de vie, une valeur à préserver. On a promu l'impérialisme. L'alcoolisme, le vol, l'indiscipline sont devenus la norme. » M. Machel s'en prend aussi régulièrement au maintien des « pratiques et des mentalités héritées de l'époque coloniale ».

Il est vrai que nombre de cadres et de techniciens, ayant conservé les postes de responsabilité qu'ils occupaient avant l'indépendance, appliquent sans empressement les directives du Frelimo.

Appel à la discipline

Désireux de mettre au jour les malversations de tous ordres, le chef de l'Etat a multiplié, au cours des derniers mois, les visites-surprises sur les lieux de travail : usines, entrepôts, docks, hôpitaux, écoles, « magasins du peuple ». Cette méthode d'enquête s'est révélée fructueuse. Elle a entraîné plusieurs châtiements exemplaires. Des dizaines de responsables, souvent de haut rang, ont été limogés et arrêtés sur-le-champ. Quelques exemples parmi d'autres : le directeur d'une usine « a fait preuve de sa totale incompetence en se montrant incapable d'expliquer comment fonctionnait son entreprise et quels problèmes elle affrontait ». Dans un entrepôt du ministère de la santé, le président a découvert « des stocks de médicaments, dans des pays amis », qui manquaient cruellement dans les hôpitaux. Dans un bâtiment d'une agence gouvernementale, M. Machel a trouvé

des quantités de meubles amassés depuis plusieurs années et dont certains étaient alimentés par le parc mobilier de quelques discrètes maisons closes. Des caisses de lait en poudre compressées dans le port de Maputo, etc. Ces dernières semaines, des produits manquants ont fait une répartition miraculeuse tandis que, devant les magasins, les queues se raréfiaient.

Dans l'esprit du président Machel, le rétablissement de la discipline administrative va de pair avec une restauration de l'autorité hiérarchique. Dans un récent discours, il critiquait le principe « gauchiste », selon lui, de « l'égalitarisme absolu », source de « désorganisation du pouvoir ». La pratique consistant à appeler tout le monde « camarade » doit cesser immédiatement, a-t-il dit. Pourtant, le chef de l'Etat réclame, en mettant l'accent sur le prestige hiérarchique, de renforcer les privilèges des « appareils » du Frelimo, au sein d'un parti qui se distingue déjà par un formalisme étranger à la plupart des mouvements révolutionnaires du tiers-monde. Entre le besoin d'un pouvoir centralisé et le respect des décisions collectives prises par les organisations de travailleurs, la marge de manœuvre des dirigeants mozambicains apparaît fort étroite.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.


Côte-d'Ivoire

M. JACQUES FAUVET A ÉTÉ REÇU PAR LE PRÉSIDENT HOUPHOUËT-BOIGNY

En visite en Côte-d'Ivoire, M. Jacques Fauvet, directeur du Monde, a été reçu jeudi 20 mars par M. Houphouët-Boigny, président de la République.

Tchad

DES COMBATS ont opposé, pendant quatre jours au moins, des éléments des forces armées du nord (les FAN de M. Elisé Habbé, ministre tchadien de la défense) à des membres du Front d'action commune (le FAC du ministre de l'Intérieur, M. Mahamat Abba Saleh) à Bokoro, une localité située à 300 kilomètres à l'est de N'Djaména. On ignorait encore mercredi 19 mars, dans la capitale tchadienne, l'importance des forces engagées et le bilan des combats. Selon les FAN, le FAC a été chassé de Bokoro. — (A.F.P., A.P.)



AIR FRANCE VACANCES

DES PRIX CHARTERS SUR VOLS RÉGULIERS.			
CORSE.....	A.R. 800 F	ATHÈNES.....	A.R. 1300 F
NICE.....	A.R. 680 F	LONDRES.....	A.R. 450 F
GUADELOUPE.....	A.R. 2670 F	TEL-AVIV.....	A.R. 1900 F
MARTINIQUE.....	A.R. 2670 F	PALMA.....	A.R. 790 F
GUYANE.....	A.R. 3380 F	NEW YORK.....	A.R. 2250 F
RÉUNION.....	A.R. 4140 F	MONTREAL.....	A.R. 2250 F

Ces bas tarifs proposés malgré la hausse du prix du carburant s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié : remise de coffret-repas avant l'embarquement. Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France, votre Agent de voyages ou téléphonez au (1) 320.15.55.

Prix de base au départ de Paris. Supplément à certaines périodes de l'année. Vente et transport soumis à des conditions particulières. Sous réserve d'approbation gouvernementale.

Les experts du développement

Le Comité de développement de l'Organisation des Nations Unies (C.D.D.) a tenu, à New York, du 17 au 21 mars, sa 10^{ème} session. Cette réunion a été présidée par le représentant de la France, M. Jacques Fauvet. Les experts du développement ont discuté de la situation économique mondiale et des perspectives de développement pour l'année 1980. Ils ont également examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action adopté à la session précédente. Les experts ont souligné l'importance de la coopération internationale pour le développement et ont appelé à une action plus coordonnée des Nations Unies et de ses membres.

L'AIDE

Des apparences

Le Comité de développement de l'Organisation des Nations Unies (C.D.D.) a tenu, à New York, du 17 au 21 mars, sa 10^{ème} session. Cette réunion a été présidée par le représentant de la France, M. Jacques Fauvet. Les experts du développement ont discuté de la situation économique mondiale et des perspectives de développement pour l'année 1980. Ils ont également examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action adopté à la session précédente. Les experts ont souligné l'importance de la coopération internationale pour le développement et ont appelé à une action plus coordonnée des Nations Unies et de ses membres.

Passez c avant le



Anticipez le chez Fiat. Pour toute livraison, trois mois, l'ancien. Votre concessionnaire.

مكتبة من الأصل

RÉUNIS A NEW-DELHI SOUS LES AUSPICES DES NATIONS UNIES

Des experts du développement ont remis en cause la stratégie économique suivie par les pays non communistes d'Asie

New-Delhi. — Un colloque sur les « Stratégies alternatives de développement et le futur de l'Asie » s'est tenu du 11 au 17 février dans la capitale indienne. Cette rencontre mettait en présence, sous l'égide de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR), des universitaires, chercheurs, économistes, sociologues, journalistes, représentants d'organismes engagés dans des actions de développement — des pays occidentaux, de l'Est et du tiers-monde, — n'aurait eu aucun caractère extraordinaire, si les Asiatiques n'avaient été, à l'exception des Chinois et des Vietnamiens, des personnalités ou militants appartenant à différents courants progressistes, nationalistes, marxistes ou même libéraux — comme les Japonais dont certains proches du P.S. nippon — très critiques à l'égard des régimes en place, du Pakistan à la Corée du Sud. Tel était le cas du dirigeant philippin d'opposition Renato Constantino, des Pakistais Iqbal Ahmed et Ferroz Ahmed, des préteurs sud-coréens en exil Harold Sun Oo et Chung Kyung Mo. L'un des invités, le Malaisien Syed Hussein Ali, n'avait eu venir : il est emprisonné. Voulu sans doute marquer sa révolte à l'égard d'une réunion aussi contestataire, qui a d'ailleurs mis en lumière certains échecs des régimes progressistes antérieurs, le gouvernement de Mme Gandhi a tenu à l'ignorer. Sans doute était-il difficile d'appeler des officiers à débattre sur des politiques susceptibles de remplacer celles suivies jusqu'à maintenant. Devait-on, en revanche, faire l'impossible sur les « expériences » socialistes afghanes

— et l'intervention soviétique — et sur celles des Khmers rouges, exemple extrême s'il en est de « stratégie alternative », afin de ne pas mettre en accusation l'U.R.S.S. allié, parce qu'elle soutient par ailleurs certaines causes du tiers-monde et que cela pouvait à la fois souligner les affrontements entre pays communistes et conduire à un débat passionné sur le contenu du « socialisme » ? En fait, les débats, de haut niveau, de Pékin et de Hanoï — ces derniers seuls porte-parole de l'Indochine — se sont livrés à quelques passages d'armes, mais ont surtout montré l'intérêt qu'ils portaient à la conférence.

Lutter contre l'immobilisme conceptuel

Plus de trois cents personnes ont analysé les politiques de développement, suivies généralement à grand renfort d'assistance étrangère, en particulier occidentale, par les différents gouvernements de l'Asie non communiste. Ces politiques et les modèles encouragés, parfois imposés, par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, voire les organisations spécialisées de l'ONU, comme le FAO ou le PNUI (Programme des Nations unies pour le développement), le rôle des multinationales occidentales et japonaises, etc., ont été placés sur le sellette. Les organisateurs — MM. Philippe de Seynes, directeur du projet sur le futur à l'UNITAR, et Ngo Manh Lan, directeur de recherche — ont voulu sortir des sentiers

batteurs par les Institutions Internationales « frappées d'immobilisme conceptuel » et par les centres de recherche asiatiques, parfois créés avec l'aide et recevant encore le soutien financier des « fondations américaines, allemandes ou japonaises » et qui, par la force des choses, ne fondent pas leurs programmes sur une analyse critique des systèmes socio-économiques, des structures de pouvoir et des relations de dépendance des pays de la région. Aussi bien la conférence a-t-elle, à partir d'une approche multidisciplinaire, tenté de définir les obstacles à une lutte efficace contre la pauvreté et les voies possibles de politiques économico-sociales, relevant ce qui méritait de l'être des cas de pays socialistes.

Les participants ont critiqué le processus d'industrialisation adopté par certains pays — Corée du Sud, Malaisie, Singapour, Hongkong, notamment — où la production est orientée vers les marchés extérieurs, s'appuie sur des sociétés multinationales, des technologies étrangères, n'a pas d'effet bénéfique sur l'agriculture et accroît les inégalités. Mais ils ont estimé que les mesures protectionnistes prises en Occident à l'égard de certaines denrées asiatiques limiteraient l'expansion de ces industries. Ils ont convenus d'étudier les moyens de renforcer le secteur public, les industries de substitution aux importations, les contributions sur les compagnies étrangères et d'encourager les échanges sud-sud (entre pays asiatiques) avec ou sans l'aide financière des producteurs de pétrole.

Examinant la situation dans le monde rural, où vit la majorité de la population asiatique, les congressistes ont fait le constat que les relations agraires y demeuraient toujours très inégalitaires, en dépit de réformes effectuées dans quelques cas, et que ce qui est convenu d'appeler la « révolution rurale » n'avait pu réduire, jusqu'à maintenant, l'oppression économique et sociale, la paupérisation et le nombre de sans-travail. Ils ont aussi souligné que les traditions culturelles étaient souvent utilisées pour contraindre les mouvements d'émancipation sociaux ou politiques.

La conférence a enfin étudié les problèmes qui soulevaient la « transition » vers des « sociétés auto-suffisantes et égalitaires » et la nature de la crise du nouvel ordre économique international. A cet égard, l'insécurité des pays capitalistes à répondre aux demandes des élites dirigeantes du tiers-monde a été mise en relief, tandis qu'était réclamé un renforcement du mouvement des non-alignés pour négocier avec les pays développés, ainsi qu'une réelle solidarité entre travailleurs du Nord et du Sud, de façon à donner une dimension nouvelle à la lutte pour un nouvel ordre mondial.

Un vent de contestation

Les schémas marxistes n'ont pas pour autant été considérés comme seuls susceptibles d'offrir des solutions à des problèmes aussi complexes, mais comme des éléments d'analyse parmi d'autres. Le fait qu'il ait été apparemment plus facile de faire la procès de la situation dans l'Asie non communiste que de définir avec précision des « stratégies alternatives » a sans doute montré l'ambition du projet et la chemin restant à parcourir. Du moins, cette conférence aura-t-elle souligné qu'il n'existe guère de situation pré-révolutionnaire dans les pays asiatiques, en raison généralement de la puissance des bourgeoisies nationales au pouvoir, mais que les élites progressistes n'en dénoncent pas moins de la façon la plus vive la rôle de ces classes dirigeantes et les alliances qu'elles entretiennent avec l'étranger, notamment les Etats-Unis et le Japon, et les conséquences que cela pouvait avoir sur le plan militaire et sur l'indépendance nationale.

Non seulement des chercheurs ou des militants ont eu l'occasion, exceptionnelle, étant donnée les cloisonnements existants entre pays ou régions asiatiques, pour des raisons culturelles ou politiques, de se rencontrer, mais ils ont pu aussi s'entretendre avec des universitaires ayant

un grand rayonnement dans le tiers-monde, tels que MM. Samir Amin (Egypte) ; André Gunder Frank (Allemagne fédérale) ; L.S. Adamovich (Yougoslavie) ; De Barnia (France) ; G.A. Arrighi (Italie) ; O. Pino Santos (Cuba) ; G. Martner (Chili), etc.

En marge de la conférence, il a été décidé de créer une association de chercheurs asiatiques comprenant des représentants de tous les pays et dont le champ d'action pourrait être par le suite étendu au Proche-Orient. Les communications, souvent d'un grand intérêt, faites à la conférence seront publiées en trois langues. Un centre d'échanges, de recherche et d'études pourrait être installé à Bangkok. Si elle s'est tenue sous la bannière d'un organisme spécialisé des Nations Unies, la conférence de

New-Delhi n'a pu avoir lieu que grâce à des contributions d'une organisation suédoise et du gouvernement néerlandais. Une telle initiative témoigne à la fois du vent de contestation soufflant dans plusieurs institutions de l'ONU et du désir de les voir mieux utilisées qu'expriment un nombre de plus en plus grand de leurs agents. Ceux-ci en arrivent à la conclusion que, devant l'impasse des discussions sur la nouvelle ordre mondial, le désarroi et la démission du tiers-monde, l'approfondissement du fossé entre riches et pauvres, il ne fallait pas craindre de heurter de front les conservatismes et d'écouter des opinions peu orthodoxes qui ont cours en Asie et pourraient bien représenter les aspirations de la partie la plus peuplée du monde.

GERARD VIRATTE.

L'AIDE FRANÇAISE

Des apparences aux réalités

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques, vient de recommander aux autorités françaises « de mettre en œuvre une programmation pluriannuelle », tenant compte de l'objectif des pays de l'O.C.D.E. qui est de porter le montant des crédits publics consacrés au tiers-monde à 0,7 % du produit national brut. Serait-ce pour faciliter au gouvernement français la mise en harmonie de ses intentions et de ses actes ? Paris ne cesse de proclamer sa volonté de réaliser cet objectif, alors que, pour la dernière année connue, l'aide publique au développement consentie par la France a fléchi en pourcentage du P.N.B. : 0,57 % en 1978, contre 0,60 % en 1977 (0,66 % en 1970).

Même si le CAD note qu'en 1979 cette aide « a très probablement augmenté » pour revenir pratiquement au pourcentage de 1977, ce qui est imputable à « l'acquisition très marquée des versements [français] aux organisations multilatérales, qui étaient restés à un niveau relativement modeste », il n'en reste pas moins qu'il est aussi les autorités françaises se mènent une politique d'apparences. Les réalités sont autres, d'autant que l'aide publique française comprend la part, « considérable », souligne le CAD, fournie aux départements et territoires d'outre-mer (44 % du total en 1978).

Le comité — les examinateurs de ces français étaient le Royaume-Uni — a donc souhaité qu'un accord

particulier soit mis [per Paris] sur un meilleur équilibre de la répartition géographique de l'aide. Notant que l'assistance française apportée aux Etats indépendants s'est « fortement concentrée » sur l'Afrique francophone et la Méditerranée, le CAD exprime le souhait que l'aide aux pays les moins avancés — bien que supérieure à la moyenne de l'O.C.D.E., en pourcentage du P.N.B. — « connaisse une progression plus marquée et prenne une plus grande place dans l'ensemble ». Cependant, le comité s'est félicité de la « diversification croissante » des conditions financières des prêts français — les dons de Paris représentent 90 % du total — en fonction du niveau de revenu des pays bénéficiaires.

L'aide multilatérale française n'a représenté que 13 % du total en 1978. L'aide bilatérale, quant à elle, se dirige surtout vers les secteurs sociaux, notamment l'enseignement et l'assistance technique, qui tiennent une place importante. Les trois catégories de bénéficiaires de cette aide bilatérale sont, dans l'ordre, les DOM-TOM (51 %), l'Afrique du sud du Sahara (30 %) et les pays du Maghreb (10 %).

En 1978, l'aide publique française au développement représentait 2,7 milliards de dollars. Les autres apports ont atteint 5,2 milliards, soit 1,1 % du P.N.B. français. Leurs principales composantes ont été les prêts du secteur bancaire (2,05 milliards de dollars), en forte augmentation par rapport à 1977, et les crédits à l'exportation (1,99 milliard). — M. B.

LA SEMAINE FANTASTIQUE

JUSQU'AU 29 MARS

Passez commande avant le 31 Mars.



Anticipez le prochain changement de tarif chez Fiat. Pour toute livraison convenue dans un délai de trois mois, l'ancien tarif est garanti. Votre concessionnaire Fiat.

DES PRIX FANTASTIQUES DANS TOUS LES RAYONS CREDIT GRATUIT 9 MOIS SUR TOUT LE MAGASIN

à partir de 1000 F d'achats, à l'exception des articles marqués d'un point rouge. Dès acceptation du dossier après versement comptant 20%. Les frais de crédit Cetelem sont pris en charge par les Galeries Lafayette sauf assurance facultative (teg variable suivant le montant du crédit).

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle-Epine - Entrepôt Ile St-Denis

EUROPE

Passez commande avant le 31 Mars.



Anticipez le prochain changement de tarif chez Fiat.
Pour toute livraison convenue dans un délai de trois mois, l'ancien tarif est garanti.
Votre concessionnaire Fiat.

Le référendum nucléaire en Suède

II. - L'arrière-plan politique

De notre correspondant ALAIN DEBOVE

Dans son premier article (« Le Monde » du 21 mars), Alain Debove a montré à quel point la campagne pour le référendum du 23 mars sur l'avenir de l'énergie nucléaire en Suède a suscité des passions. L'accident de la centrale américaine de Three-Mile-Island, l'inquiétude croissante des Suédois à l'égard de l'atome ont amené les partis à accepter le principe d'une consultation. Mais les Suédois et les quelques trois cent mille étrangers ayant résidé plus de trois ans dans le pays ne se berneront pas à accepter ou à rejeter l'énergie nucléaire. Ils devront choisir entre trois options correspondant à trois orientations différentes de la politique énergétique. Il sera ensuite à interpréter les résultats de la consultation et à observer les répercussions qu'ils pourront avoir sur la vie politique.

Stockholm. — Le programme électronucléaire suédois est déjà

bien avancé. Six réacteurs sont en activité et produisent 23 % des besoins en électricité. Quatre autres sont prêts à être chargés en combustible et couplés au réseau, ce qui ne saurait tarder, si le « oui » l'emporte le 23 mars. La fin des travaux de construction des numéros onze et douze est prévue pour 1983.

L'objectif de la mise en service de ces installations est d'assurer 40 % de la production d'électricité totale vers 1988, et par là-même de réduire les importations de pétrole d'un pays qui dépend à 70 % de l'or noir et dont la consommation d'énergie par habitant est la troisième du monde, après les Etats-Unis et le Canada. Selon le rapport de la commission chargée de l'évaluation des conséquences d'un abandon du nucléaire, une renonciation étalée sur dix ans coûterait directement à la collectivité entre 70 milliards et 75 milliards de couronnes, soit autant de francs français. Ce

chiffre est contesté pour des raisons différentes à la fois par les écologistes et les milieux industriels, qui ne doutent pas, eux, que ce serait une catastrophe nationale. Ils évaluent la perte de capitaux à 250 milliards.

Les trois options soumises au vote ont été définies à la suite de discussions entre les dirigeants des cinq partis siégeant au Parlement, qui s'engagent de plus en plus nettement dans la campagne et donnent leurs recommandations de vote.

La « ligne 1 » soutenue par les conservateurs est favorable à l'exploitation des deux réacteurs, pour le maintien du bien-être et de l'emploi. « Ce serait du papillonnage », nous a déclaré M. Per Uvel, responsable de la campagne de la « ligne 1 », que de ne pas utiliser ces centrales. Nous devons absolument réduire notre dépendance pétrolière. Un démantèlement en dix ans entraînerait une pénurie d'électricité, une instabilité politique, des troubles sociaux et une baisse sensible du niveau de vie des travailleurs. Il est probable aussi que nos technologies nucléaires très qualifiées s'exporteraient immédiatement.

Les tenants de cette option, comme il est écrit sur leurs bulletins de vote, ne veulent pas construire d'autres réacteurs en plus des deux prévus. Mais certaines déclarations montrent qu'ils laissent une porte ouverte à une éventuelle extension. « Une crise énergétique dans les années 90 pourrait ébranler la prochaine génération de dirigeants politiques à réviser les décisions que nous prenons aujourd'hui », dit un député conservateur. Nous ne pouvons pas anticiper l'avenir. Le 23 mars, nous dirons simplement si oui ou non les deux réacteurs programmés doivent être utilisés.

La « ligne 2 » est, du moins sur le papier, très proche de la précédente. Elle est défendue par les sociaux-démocrates, les libéraux

et la Confédération générale du travail L.O., réunis autour de slogans tels que « Retenir le nucléaire ? Oui, mais avec sagesse et bon sens », ou « Les années 80 seront difficiles, ne les rendons pas encore plus difficiles ». Les conservateurs n'ont pu se joindre à cette option officiellement parce que M. Palme et ses amis ont exigé que soient mentionnées au dos du bulletin de vote une série de propositions portant notamment sur la nationalisation du secteur énergétique.

Ce doublement du camp du « oui » semble arranger les uns et les autres, en particulier les sociaux-démocrates, qui préfèrent ne pas se voir accusés de faire cause commune avec la droite. En revanche, sur cette question précise, ils font bon ménage avec les libéraux, pourtant membres de la coalition bourgeoise au pouvoir. Pour pouvoir abandonner les centrales vers 2010, la « ligne 2 » a présenté un programme détaillé indiquant comment, successivement, l'énergie solaire, éolienne, la biomasse, les déchets forestiers et la tourbe pourraient remplacer le nucléaire tout en réduisant la dépendance pétrolière du pays.

« Nous promettons ce qu'il est possible de promettre », déclarait un ancien ministre : une renonciation suppose une planification sur vingt-cinq ou trente ans, des économies considérables et des mesures qui ne seront certainement pas toutes agréables. Mais, en dix ans, c'est totalement impossible.

Ce n'est pas l'avis des tenants de la « ligne 3 », car, disent-ils, il faut bien commencer un jour. Chiffres et rapports à l'appui, ils s'emploient à démontrer avec sérieux et enthousiasme que le nucléaire est sûr, inutile et dangereux et que les énergies douces peuvent rapidement prendre la relève. Mais ils ne disent pas un véritable « non » puisqu'ils veulent utiliser les six réacteurs en service jusqu'en 1990, au plus tard. La « campagne populaire pour le non » est en fait un mouvement hétérogène qui regroupe les écologistes, les communistes, les socialistes, qui ont peu de points communs, sinon l'opposition aux centrales.

Des interprétations difficiles

Ce débat passionné est aussi confus, d'autant plus que l'incertitude règne quant à l'interprétation du résultat du référendum. Faut-il additionner les suffrages des options 1 et 2, ce qui paraît logique, ou considérer que la ligne qui obtiendra le plus grand nombre de voix l'aura emporté ? Certaines personnalités appellent à voter blanc le 23 mars. Faut-il, en outre, tenir compte des discussions, elles estiment que la question est trop compliquée pour être soumise au peuple et que le gouvernement et les députés doivent trancher.

L'issue du scrutin ne manquera pas d'avoir des répercussions politiques. Les trois partis de la coalition soutiennent trois options différentes. Jusqu'à présent, cela n'a pas posé trop de problèmes, bien que le dirigeant conservateur et ministre de l'économie, M. Gösta Bohman, ait reproché à son collègue centriste des affaires sociales d'avoir adressé aux électeurs une lettre signée leur demandant de réfléchir à l'avenir de leurs enfants lorsqu'ils se rendront aux urnes. « Les centrales, a-t-il dit, schématiquement, n'ont pas le monopole de la responsabilité envers les futures générations. » Les trois formations parviendront-elles à s'entendre sur une politique énergétique commune et à mettre fin à une dispute qui met continuellement en péril leur collaboration au gouvernement depuis 1976 ? C'est aussi une des grandes questions du scrutin de dimanche.

De leur côté, les sociaux-démocrates savent que l'énergie nucléaire divise profondément leurs rangs. Mme Inga Thorsson, ancienne chef de la délégation suédoise à la conférence de Genève sur le désarmement, votera par exemple pour l'option 3, pour enrayer la prolifération des armes nucléaires. Un mauvais résultat de la ligne 2 en référendum pourrait accentuer les divisions parmi les socialistes, et ce n'est certainement pas un hasard si M. Erlander, premier ministre entre 1946 et 1969, est venu à la dernière minute défendre le programme nucléaire et tenter de rassurer les inquiètes.

« Ce n'est pas parce que nous fermerons les deux installations nucléaires en Suède que les autres pays, comme on a tendance à le croire ici, s'autoriseront notre exemple. Quant à la question de la prolifération des armements, que je juge préoccupante, il est trop tard pour l'enrayer, nous aurons dû commencer il y a trente ans. »

FIN

PARIS-LONDRES-PARIS LE NOUVEAU SERVICE AIR FRANCE.

Pour vous proposer les tarifs les plus bas possible, malgré la hausse constante du prix du carburant, Air France met en place un nouveau service sur la ligne Paris-Londres-Paris à partir du 1^{er} avril. Sur les 7 vols quotidiens, tous assurés en Airbus, il existe 2 classes et 4 tarifs valables sur au moins deux vols par jour.

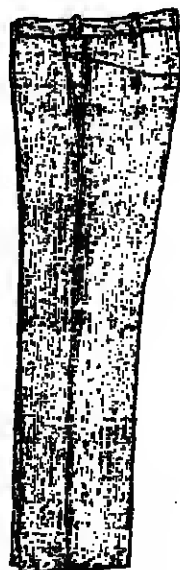
LA CLASSE AFFAIRES. Elle remplace la première classe. Elle offre les avantages suivants : au sol, entière liberté de réservation, d'annulation et de modification. Enregistrement et embarquement distincts de celui de la classe économique. En vol, service de haut niveau avec prestations gratuites de qualité et distribution de journaux.

LA CLASSE ECONOMIQUE. Les bas tarifs de cette classe, proposés malgré l'augmentation du prix du carburant, s'expliquent par la diminution de l'espace réservé à chaque passager et l'absence, à bord, de tout service de repas et de boissons.

LES TARIFS.

TARIFS	CONDITIONS
Classe affaires	
Aller-retour 1100 F	Aucune
Aller simple 550 F	
Classe économique	
Tarif normal	Aucune
Aller-retour 850 F	
Aller simple 425 F	
Tarif "Visite"	
Aller-retour 650 F	• Valable sur 5 vols quotidiens désignés. • Réservation, émission et règlement du billet simultanés. • Impossibilité de rentrer avant le dimanche suivant le départ • Retenue sur le prix du billet en cas d'annulation ou de modification.
Tarif Air France-Vacances	
Aller-retour uniquement ... 450 F	• Valable sur 2 vols quotidiens désignés. • Réservation, émission et règlement du billet simultanés. • Retenue sur le prix du billet en cas d'annulation ou de modification. • Durée de séjour de 2 nuits minimum à 3 mois maximum.

Pour tous renseignements supplémentaires sur les conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre Agent de voyages.



En toile de jean.

Un vrai pantalon, coupé comme mes autres pantalons en velours ou en flanelle, droit, confortable, mais cette fois-ci en toile de jean à 225 F. En jean également mon fameux gilet à 18 poches : 250 F, et une veste à manches raglan : 395 F. Toujours au même endroit : 9 rue Racine, Paris 6^e.

Union soviétique LA MYSTÉRIEUSE

Moscou domine
qualifiées de « plan

La mystérieuse Union soviétique a été qualifiée de « plan » par les médias occidentaux. Cette expression fait référence à la manière dont le régime soviétique gère son économie et sa politique étrangère, souvent de manière opaque et centralisée.

Le régime soviétique a été qualifié de « plan » par les médias occidentaux. Cette expression fait référence à la manière dont le régime soviétique gère son économie et sa politique étrangère, souvent de manière opaque et centralisée.

Le régime soviétique a été qualifié de « plan » par les médias occidentaux. Cette expression fait référence à la manière dont le régime soviétique gère son économie et sa politique étrangère, souvent de manière opaque et centralisée.

Tchécoslovaquie UN PORTE-PAROLE DE LA CHARTE EST ARRÊTÉ

Prague (A.F.P.). — Un porte-parole de la Charte 77, un philosophe tchèque, a été arrêté par la police tchécoslovaque. Il est accusé d'avoir participé à une manifestation illégale.

Un porte-parole de la Charte 77, un philosophe tchèque, a été arrêté par la police tchécoslovaque. Il est accusé d'avoir participé à une manifestation illégale.

Prêt à porter et les costaux

Chemises et chaussures ju

Nous n'avons ALFA

ALFA ROMEO logo and text.

هكذا من الأصل

EUROPE

Union soviétique

LA MYSTÉRIEUSE ÉPIDÉMIE DANS L'URAL

Moscou donne des explications qualifiées de « plausibles » à Washington

Le ministère soviétique des affaires étrangères a confirmé auprès des autorités américaines l'existence d'une épidémie à Sverdlovsk, dans l'Oural, en avril 1979, mais a affirmé qu'elle n'a pas été provoquée par un produit biologique fabriqué à des fins militaires comme on l'avait laissé entendre dans les milieux officiels américains (le Monde du 21 mars).

Un département d'Etat, on a déclaré, jeudi 21 mars, que l'explication soviétique, transmise par le canal de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, paraissait « sérieuse et plausible » et qu'elle allait être étudiée attentivement. Dans leur explication, les Soviétiques avancent que l'épidémie s'est déclarée à la suite d'erreurs dans le stockage de la nourriture, probablement de la viande. A Moscou, après un premier démenti mercredi, le ministère soviétique des affaires étrangères a publié jeudi une déclaration démentant « les tentatives du gouvernement américain de jeter le discrédit sur l'efficacité » de la convention internationale qui interdit la mise au point, la production et le stockage des armes biologiques. Cette convention est entrée en application en 1975. « Nous rejetons résolument toute tentative visant à introduire le doute sur la bonne foi de l'Union soviétique à propos du respect des articles de ladite convention », a précisé un porte-parole.

L'agence Tass a noté, de son côté, que « s'il fallait parler d'incidents à chaque fois qu'apparaissent des épidémies de choléra ou autres maladies dans les régions du monde qui peuvent servir à des essais bactériologiques, on risquerait de fausser la balance de la guerre bactériologique ». Pour Tass, cette affaire, montée

par le Pentagone, lui permet de demander « l'arrêt de la fabrication d'armes bactériologiques ».

Enfin, contrairement à mercredi où l'on affirmait à Moscou ne pas être au courant d'une demande d'explication déposée par les Etats-Unis, le ministère des affaires étrangères a admis que des consultations ont bien eu lieu. Un entretien se serait notamment déroulé entre l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Thomas Watson, et le premier vice-ministre des affaires étrangères, M. Kornilenko. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

M. ANDRÉ SAKHAROV REFUSE DE SE FAIRE ENREGISTRER A GORKI

M. André Sakharov a annoncé, dans un télégramme parvenu jeudi 20 mars à sa femme à Moscou, que les autorités soviétiques cherchaient par tous les moyens, y compris par la force, à l'amener à se faire enregistrer comme exilé à Gorki, où il a été assigné à résidence.

« L'académicien précède dans le télégramme qu'il a « catégoriquement refusé » et qu'il avait écrit à M. Andropov, responsable de la sécurité d'Etat (K.G.B.), pour lui faire obtenir des explications juridiques sur sa situation.

A Paris, près d'une centaine de physiciens français ont signé un appel pour « protester auprès du gouvernement de l'U.R.S.S. contre les violations quotidiennes des accords d'Helsinki », qu'il a pourtant signés, et pour manifester leur soutien à M. André Sakharov. Les signataires, qui travaillent notamment au Laboratoire de chimie des solides et à l'Institut de recherches sur la catalyse au C.N.R.S., s'engagent à ne pas participer au colloque franco-soviétique sur la catalyse qui doit se tenir à Lille du 24 au 28 mars, où il soutient ceux qui n'y participeront pas.

Enfin, un comité de soutien au peintre non conformiste Vladimir Makarenko, regroupant un certain nombre d'artistes, écrivains et intellectuels, s'est constitué à Paris autour de la revue *Esprit*. Il demande que soient appliqués dans le cas de ce peintre les accords d'Helsinki. Après un nouveau refus de visa de sortie pour la France (le Monde du 30 décembre 1979), Vladimir Makarenko, soumis à une surveillance constante, se trouve dans une situation précaire en U.R.S.S., tandis qu'il participe à la première exposition collective de peintures ukrainiennes aux Etats-Unis. (Adressez toutes correspondances et signaux à la revue *Esprit*, 19, rue Jacob, 75006 Paris.)

(Publié)

(A paraître en mai 1980)

Guide français de l'Enseignement International

Le développement des échanges diplomatiques et commerciaux, du multilinguisme et de l'enseignement international, concrétisés par la diffusion universelle du baccalauréat international et des examens internationaux, ont incité de nombreux pays, dont la France, à créer un véritable service pédagogique en pleine expansion sur lequel il convenait de faire le point. C'est ce que propose, entre autres,

(Suite de la première page.)

Même satisfaction chez les patrons, qui avaient fait une vigoureuse campagne anti-marxiste. Leur syndicat, Fomento Nacional, voit garantis par le scrutin du 20 mars les « principes libéraux » dont se réclament ses adhérents.

Selon les résultats annoncés par le ministère de l'Intérieur, les nationalistes de Convergencia et Union, avec 21 % des voix, auront 43 sièges. Ils auront le renfort d'une autre formation catalaniste, Esquerra Republicana, qui a été le principal interprète de la bourgeoisie nationaliste avant la guerre, et qui, réduite à la portion congrue ces dernières années, a progressé de façon notable à l'occasion de ce scrutin. Esquerra devrait avoir quatorze députés.

Une majorité de centre-droite ?

A l'inverse du Pays basque, les nationalistes n'auront pas la majorité (soixante-huit sièges) ; mais s'ils s'entendent avec l'U.C.D., hypothèse que M. Puig i Suñer envisage, avant les élections, c'est une majorité de centre-droite qui régnerait dans le futur Parlement catalan. Une telle perspective devrait rassurer M. Adolfo Suarez, qui ne souhaitait pas affronter à la fois un gouvernement anti-marxiste en Euzkadi et un pouvoir de gauche en Catalogne.

Des résultats, encore provisoires, indiquent que Convergencia et Union a fait des progrès spectaculaires par rapport aux élections du 1^{er} mars 1979, destinées à former les Cortes espagnoles.

Les deux formations nationalistes ont morcé à la fois sur l'électorat centriste et sur celui du parti socialiste. L'Union du centre démocratique de M. Suarez est reléguée à un rang presque aussi modeste qu'en 1979, avec 10 % des voix dans toute la Catalogne, et de 15 à 25 % dans les provinces les moins peuplées. Au Parlement, avec dix-huit sièges, elle occupe la quatrième position, derrière les nationalistes et le parti socialiste (vingt-trois sièges), également derrière le parti socialiste unitaire de Catalogne (P.S.U.C., communistes) qui devrait avoir vingt-cinq députés. Or, le 1^{er} mars 1979, l'U.C.D. s'était affirmé comme la deuxième force politique de la région.

A l'inverse des socialistes, qui ont obtenu créé un terrain contestable, les communistes ont maintenu et même amélioré leurs positions par rapport à l'année dernière. Ils ont démontré une fois de plus que, bon au mal, ils avaient la confiance de 18 % des Catalans. C'est un atout pour une organisation qui occupe une place originale au sein du parti communiste espagnol, en raison de sa longue implantation ouvrière, de son fonctionnement démocratique et de son attitude souvent frondeuse à l'égard de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E.

Du scrutin du 20 mars, les dirigeants du PSUC tirent la conclusion qu'un système bipartite n'est

Espagne

Les élections en Catalogne

des possible en Catalogne, car celle-ci « a fait preuve de son pluralisme politique ». Par une telle affirmation, ils entendent rejeter une éventuelle coalition entre socialistes et nationalistes, qui laisserait les communistes dans l'opposition. « Si les socialistes commettent une telle erreur, ils s'abandonneront d'avantage », dit M. Miguel Nuñez, membre du comité exécutif de l'organisation. Le PSUC plaide pour un « gouvernement d'unité », mais il est pécalement le seul à le faire, à l'exception de M. Tarradellas, qui a présidé un tel gouvernement pendant les deux ans et demi qu'a duré la Généralité provisoire.

Le maire socialiste de Barcelone, M. Narcís Serra, a affirmé, au vu des résultats, qu'il voyait mal son parti s'allier avec Convergencia et Union pour gouverner. Le secrétaire général des socialistes catalans, M. Joan Reventós, ne s'est pas prononcé. Il a attiré

né le recul de sa formation (de 29 à 22 % des voix dans la province de Barcelone, d'avantage à Gérone et à Tarragone) à la crise économique, qui favorise, a-t-il dit, « le vote de la peur ».

Une situation politique complexe

La controverse qui a animé la campagne électorale entre partis nationalistes et partis dits « excursives » ou « espagnolistes » s'est traduite, comme au Pays basque, par une sévère défaite de ces derniers. Les socialistes espèrent, non sans raison, que l'électorat ne se prononce pas de la même façon s'il s'agit de désigner un gouvernement régional ou le gouvernement central.

Foutant, on peut se demander si les centristes et les socialistes n'ont pas souffert, dans les deux élections, qui viennent de se suc-

céder, du discrédit ou de l'indifférence qui affecte de plus en plus le processus démocratique espagnol, et si une partie de leurs concitoyens n'ont pas reporté leurs espoirs sur des formations nationalistes au langage plus émotionnel et aux objectifs apparemment plus proches et plus concrets.

La répartition des forces au sein du Parlement catalan aboutit à une situation politique assez complexe. Une coalition de centre-droite entre les nationalistes et les centristes aurait l'inconvénient de rejeter la gauche dans l'opposition, alors qu'elle domine dans le monde syndical et dans beaucoup de municipalités. Inversement, comme c'est le cas à Barcelone, en alliance avec le parti de M. Puig.

Celui-ci a déjà indiqué à quelles conditions il s'allierait avec l'U.C.D. : si M. Suarez lui garantissait l'application intégrale et rapide du statut d'autonomie. Le chef du gouvernement espagnol est sans doute prêt à offrir de telles garanties. Mais la tentation sera grande pour les nationalistes de regarder dans la direction opposée et de chercher avec M. Reventós un accord qui donnerait à la Catalogne une majorité stable et conforme à son orientation politique, encore que sur de nombreux chapitres, comme l'enseignement et l'économie, les socialistes et les militants de Convergencia démocratique aient des positions souvent opposées.

Bien avant les élections, M. Tarradellas avait prédit que la Catalogne serait ingouvernable avec le statut d'autonomie qui lui a été octroyé. Mais peut-être l'honorable président se rétracte-t-il moins à la fragmentation de l'échiquier politique qu'aux conséquences de son départ, dont il ne se console pas.

CHARLES VANHECKE.

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL de l'Antiquité et de la Brocante
FOIRE à la FERRAILLE et aux JAMBONS à PARIS
PORTE DE PANTIN
14 au 23 mars
Visiter le secteur gastronomique
Organisation SONECT-tél. 202 59 70

TARIF DE NUIT
PARIS-LONDRES:
150F


Seajet met Londres à 150F de Paris. Un exploit ! Une seule condition : utiliser le premier vol pour aller et le dernier pour le retour. Entre les deux vous restez autant que vous le désirez. Le premier vol c'est 6 h à St-Lazare. Arrivé à Dieppe, après un voyage en car grand luxe, vous prenez le Boeing Seajet. Vous traversez la Manche à 3 m.

au-dessus de la mer et à 80 km/h. Puis Seajet vous emmène directement de Brighton à Victoria Station. En plein cœur de la ville. Pour le retour le dernier vol est à 16 h 30 à Londres. Alors faites plutôt Paris-Londres avec Seajet. C'est rapide et le tarif de nuit n'est vraiment pas cher. Renseignements et réservations au 742.77.91 ou auprès de votre Agent de voyages.



SEAJET
L'autre façon de s'envoler pour l'Angleterre.

Prêt à porter pour les grands (1 m 85 à 2 m 15) et les costauds...
Chemises et chaussures jusqu'au 50




berdy
86 av. Ledru-Rollin, 12-626.18.24 (Près Gare de Lyon)
79 av. des Termes, 17-574.35.13


ALFA ROMEO



ALFA ROMEO



ALFA ROMEO



DIPLOMATIE

TENSION FRANCO-BRITANNIQUE AU SEIN DE LA C.E.E.

Les entretiens de MM. Simonet et François-Poncet

Le ministre belge des affaires étrangères se prononce pour le respect par Londres des principes communautaires

M. Simonet, ministre belge des affaires étrangères, s'est entretenu jeudi 20 mars à Paris avec son collègue français, M. François-Poncet. Les pourparlers ont été pour l'essentiel consacrés à l'examen de la situation créée par les revendications britanniques à propos du budget des Neuf. Après les visites de M. François-Poncet à La Haye en compagnie de M. Barre et à Copenhague (le 20 et 21 mars), la France poursuit ainsi la préparation du conseil européen qui doit avoir lieu les 21 et 22 mars à Bruxelles. M. Simonet a également rendu visite à M. Giscard d'Estaing et à Barre avant de repartir pour Bruxelles.

L'entretien que le ministre français a eu avec M. Simonet aura probablement contribué à rassurer Paris. Le gouvernement français redoutait en effet que son différend avec Londres fut essentiellement ressenti par les autres Etats membres comme l'affrontement d'intérêts contradictoires, comme le choc de deux egoïsmes nationaux, bref, comme une affaire franco-britannique (le ton de certains éditoriaux de la presse londonienne pouvait d'ailleurs nourrir cette crainte ces jours-ci) et non comme un débat de fond sur le respect des principes communautaires. Or le chef de la diplomatie belge s'est trouvé d'accord avec son hôte pour considérer que c'est justement préoccupé par la tournure que prend la confrontation entre la Grande-Bretagne et le reste des pays membres de la Communauté. De même, M. Simonet, tout en indiquant qu'il fallait faire de maximum au conseil de Bruxelles pour qu'une rupture entre les Britanniques et la C.E.E. soit évitée, a émis le vœu — qui rejoint les préoccupations exprimées par Paris lors du conseil des ministres de mercredi — qu'une éventuelle solution à la crise ne porte pas atteinte au principe sur lequel est fondé le fonctionnement de la Communauté.

M. Simonet, en particulier, s'est déclaré hostile à toute remise en cause du système des ressources propres de la Communauté, alors qu'une telle remise en cause se fait une des conséquences implicites de la satisfaction des exigences britanniques. Il a en outre insisté sur le fait que, selon lui, tout système consistant à établir une sorte d'équilibre de principe entre ce qu'un pays verse à la Communauté et ce qu'il en reçoit rendrait sans intérêt ni objectif l'élargissement de la Communauté aux pays moins riches de l'Europe du Sud et, au-delà, son existence même.

« Un problème spécifiquement anglais »

Pour permettre aux Neuf de surmonter la crise actuelle, M. Simonet a proposé à M. François-Poncet que soit recherché à Bruxelles un arrangement qui permettrait à la fois de réduire la contribution britannique dans des proportions acceptables et de dégager quelques ressources financières nouvelles en faveur d'opérations directement profitables à la Grande-Bretagne. La réduction de la contribution britannique pourrait notamment être obtenue, a-t-il indiqué, en faisant jouer « avec générosité » les mécanismes correcteurs prévus lors du sommet de Dublin en application de l'article 235 du traité de Rome. En outre, le ministre belge a estimé, comme M. François-Poncet, que les structures de la politique agricole commune devaient être modifiées, mais que cette politique constituait un des acquis à préserver tout particulièrement. S'agissant de la proposition néerlandaise d'abaisser le montant des dépenses agricoles des Neuf de 72 % à 65 % de leur budget, M. Simonet a estimé qu'il fallait essayer d'atteindre cet objectif, mais que cela serait très difficile dans l'immédiat.

« Toute cette affaire n'est pas un différend franco-britannique mais un problème spécifiquement anglais, car les partenaires de Londres ont la volonté de trouver une solution acceptable par tous », nous a déclaré le ministre belge des affaires étrangères à l'issue de son entretien avec son homologue français. « Cette solution peut signifier pour nous payer un peu plus cher. Mais elle doit, de toute façon, rester compatible avec les principes communautaires. En outre, la pression fis-

« Mme Simon Veil, présidente de l'Assemblée parlementaire européenne, a dénoncé, jeudi 20 mars à Bonn, la « résignation à un éventuel échec » du prochain conseil européen de Bruxelles.

Au moment où naissent un peu partout dans le monde des foyers de tension, nous ne pouvons accepter sans résister que la Communauté s'enlise et se voit faussée dans une situation de crise larvée », a-t-elle déclaré à l'issue d'un déjeuner offert en son honneur par le ministre fédéral allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

Mme Thatcher réaffirme son refus radical des propositions de Paris

De notre correspondant

Londres. — Forte de l'appui unanime du cabinet qui s'était réuni dans la matinée, Mme Thatcher a confirmé, jeudi 20 mars après-midi, aux Communes la position d'extrême fermeté qu'elle entendait prendre au sommet européen de Bruxelles. Harcelé par M. Callaghan, chef de l'opposition travailliste, elle a repris la formule employée après le sommet de Dublin : « Nous sommes prêts à un compromis, mais nous avons très peu de place pour manœuvrer. » Elle ajouta : « En dernier ressort, nous aurons à envisager de suspendre nos contributions au titre de la T.V.A. » et elle ponctua sa phrase par cette remarque finale : « Que personne n'en doute. »

En même temps, Mme Thatcher a souligné qu'elle n'était pas disposée à accepter la suggestion française d'un lien entre le problème budgétaire et les autres questions litigieuses concernant le mouton, les pêches, l'énergie, questions qui, selon elle, doivent être considérées séparément, « selon leurs propres mérites ». D'autre part, elle a confirmé

sa demande d'un gel des prix de tous les produits agricoles en surplus, ajoutant qu'elle était fermement opposée à l'augmentation des prix agricoles de 7,5 % recommandée par la commission agricole de l'Assemblée de Strasbourg.

Le gouvernement britannique a donc accepté de prendre le risque d'une violation de la loi communautaire en retenant ses contributions T.V.A., quitte à les garder en réserve dans un compte à part, en vue d'une reprise ultérieure des paiements dans le cadre d'un éventuel accord de compromis sur le problème budgétaire. Mme Thatcher a le soutien de l'opposition travailliste et elle peut compter sur une démonstration d'unité nationale lors du débat des Communes de lundi. En fait, les travaillistes vont plus loin qu'elle, puisque leurs amendements se réfèrent à la nécessité d'obtenir au moins que les contributions de la Grande-Bretagne ne soient pas plus grandes que ses recettes, bref, confirment le

principe de l'équilibre global » rejeté à Dublin.

Anticipant les difficultés parlementaires lord Carrington, pour sa part, s'efforce de détendre l'atmosphère. Dans une interview à la télévision, tout en soulignant qu'aucune divergence de vue ne le sépare de Mme Thatcher, il a semblé mettre en doute le style du premier ministre.

Ce serait « une grave erreur », a-t-il dit, de spécifier à l'avance les mesures de représailles que le gouvernement serait appelé à prendre, faute de règlement équitable à Bruxelles. La non-paiement des contributions T.V.A. n'est qu'une parmi d'autres actions que le gouvernement devrait considérer, a-t-il ajouté. Mais, en maintenant un style conciliant qui contraste avec celui de Mme Thatcher, lord Carrington a souligné que les difficultés actuelles ne devraient pas mener à un retrait de la Grande-Bretagne de la Communauté.

D' son côté, M. Walter, ministre

de l'agriculture, n'a pas manqué l'occasion de s'en prendre à M. Chirac. « Accepter les règles ou abandonner la partie, a-t-il dit, c'est une bonne devise... car le seul pays en Europe qui n'accepte pas les règles est qui agit illégalement, le seul pays dans l'histoire de la Communauté qui a décidé d'ignorer la décision de la Cour de Justice et la France. » Et il ajouta : « Je dirai donc à M. Chirac : exceptez les règles ou abandonnez la partie. »

Quant au Daily Express, très fier apparemment d'avoir été critiqué par la radio française pour ses attaques déhantes contre la France et contre M. Chirac, assénait à un « pitre », il continue le débat. « Nous ne faisons que commencer et les Français à sensibler et délégués doivent s'y préparer. Bien sûr, nous devons tenir compte que leur attitude vient non pas de l'arrogance, mais d'un complexe d'infériorité. Nous savons qu'ils n'ont pas pardonné aux Anglais de les avoir libérés en 1944... »

HENRI PIERRE.

AIR INTER:
L'AVION POUR TOUS
AVEC LES
NOUVEAUX
TARIFS-SÉJOUR

SEULES CONDITIONS :
• réserver et acheter un billet "aller-retour",
• voyager sur les vols bleus désignés,
• s'engager sur des dates fixes de voyage,
• celle du retour devant être comprise entre 7 et 35 jours.

A COMPTER DU 6 AVRIL 1980
TOUT LE MONDE PEUT
BÉNÉFICIER DE CES TARIFS,

PARIS - BORDEAUX et RETOUR	500 ^F
PARIS - TOULOUSE et RETOUR	560 ^F
PARIS - LYON et RETOUR	510 ^F
PARIS - MARSEILLE et RETOUR	630 ^F
PARIS - NICE et RETOUR	680 ^F
PARIS - CORSE et RETOUR	800 ^F

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS
12, rue de Castiglione, 75001 Paris Tél. : (1) 539.25.25
et toutes Agences de voyages.

AIR INTER
L'AVION MOINS CHER

DIPLOMATIE

M. Giscard d'Estaing reçoit les lettres de créance des ambassadeurs du Liban, de la Malaisie du Rwanda et du Paraguay

Le président Valéry Giscard d'Estaing a reçu, jeudi 20 mars, à l'Élysée, les lettres de créance des ambassadeurs du Liban, de la Malaisie, du Rwanda et du Paraguay.

Répondant à M. Boutros Dibi, nouvel ambassadeur du Liban, M. Giscard d'Estaing a souligné que toute solution de la crise libanaise ne saurait intervenir sans un règlement d'ensemble du problème du Proche-Orient. « Une solution de la crise libanaise, si nécessaire à l'équilibre de la région, ne saurait être pleinement acquise aussi longtemps que le problème du Proche-Orient n'est pas résolu », a-t-il déclaré.

« Je partage, a-t-il ajouté, votre conviction, selon laquelle ce règlement pour être durable, c'est-à-dire accepté, doit être juste. C'est pourquoi il doit reposer sur la reconnaissance des deux droits fondamentaux que sont le droit à la sécurité des États et le droit à l'autodétermination des peuples. Telles sont pour la France les conditions nécessaires liées d'un règlement qui garantisse l'existence de tous les États de la région et per-

● Un nouveau commandant suprême adjoint de l'OTAN en Europe (SACEUR), le général américain Bernard Rogers, a annoncé, jeudi 20 mars, la nomination au poste de commandant suprême adjoint de l'OTAN en Europe de l'amiral allemand Günther Luthers. Cette nomination prend effet au 1^{er} avril. Luthers, 58 ans, succède au général Gerd Schmuckle (62 ans), qui prend sa retraite. L'amiral Luthers est entré dans la Bundeswehr en 1956. Depuis le 1^{er} avril 1975, il était chef d'état-major de la marine ouest-allemande.

● M. Daniel Contenay, directeur adjoint du personnel au Quai d'Orsay, succède à M. Jean-François Poncelet au poste de directeur adjoint du cabinet de M. Jean-François Poncelet. M. Contenay a été récemment nommé directeur adjoint du personnel au Commissariat à l'énergie atomique.

● Une nouvelle ambassade centrafricaine. La République centrafricaine va pouvoir construire un bâtiment d'ambassade au 28, du boulevard de Montmoyrie, dans le seizième arrondissement. Le ministre des Affaires étrangères a approuvé le nouveau plan qui sauvegarde quinze arbres existants et prévoit la plantation de douze arbres de haute tige.

mettre au peuple palestinien de déterminer son destin... (page de cinquante-huit ans, M. Boutros Dibi, docteur en droit de l'université de Paris, a enseigné les sciences politiques et économiques de 1947 à 1959 dans divers instituts et facultés libanaises. Nommé directeur général du ministère de l'Intérieur (1959-1961), il a été depuis successivement doyen de la faculté de droit de l'université libanaise (1961-1965), député permanent au parlement libanais (1965-1977) et recteur de l'université libanaise (1977-1980).

À l'adresse de M. Abdul Rahman Bin Abdul Jalal, ambassadeur de Malaisie, M. Giscard d'Estaing a indiqué que la signature, le 7 mars dernier, à Kuala Lumpur, d'un accord de coopération économique et commerciale entre la C.E.E. et l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA) « témoigne d'une volonté partagée de renforcer les relations entre ces deux ensembles ».

Il a également rappelé que le « double problème des réfugiés vietnamiens » a suscité en France « une réelle émotion ».

M. Abdul Rahman bin Abdul Jalal est né en 1928. Il entre dans la carrière diplomatique en 1957. Dernier secrétaire à l'ambassade de New-Delhi, conseiller à Canberra, il est nommé chef de protocole (1965-1968), puis secrétaire général adjoint pour les affaires politiques au ministère des affaires étrangères (1968-1969). Il est ensuite ambassadeur en Birmanie (1969-1971), haut commissaire en Inde (1971-1974), ambassadeur en Thaïlande (1974-1977) et en Chine (1977-1979).

Répondant à M. Thérèse Nyandwi, ambassadeur du Rwanda, M. Giscard d'Estaing a souligné que les rapports franco-rwandais « ne cessent de se resserrer et l'éloignement géographique qui sépare nos deux pays n'aboutit à un peu plus chaque année ».

En 1914, M. Jorges Hamuy est chirurgien et professeur à l'université d'Atenas. L'ambassadeur de France est son premier poste diplomatique. M. Hamuy est membre du parti officiel Colorado.

PROCHE-ORIENT

Iran « IL EST HORS DE QUESTION D'ANNULER LES ÉLECTIONS DANS LEUR ENSEMBLE », déclare M. Bani Sadr

Le Nouvel An iranien a été marqué, jeudi 20 mars, par un message d'apaisement de l'imam Khomeiny, qui a lancé un appel à l'unité avant le second tour des législatives et souligné l'importance du rôle du Parlement, dont dépendra le sort des otages américains de Téhéran.

L'imam Khomeiny, toujours sous surveillance médicale, a demandé que cessent « le harcèlement, les crises et règlements de comptes » à la suite du premier tour des élections, qui a suscité de nombreuses plaintes pour fraude. « On ne doit pas contester le choix du peuple et les plaintes doivent être réglées », a-t-il souligné.

Le président de la République, M. Bani Sadr, a répondu dans le même sens. « Il n'est pas question de scier les élections pour quelques problèmes isolés », a-t-il dit, précisant que « les élections ont été libres et transparentes, mais que rien n'était prévu là où elles s'étaient déroulées convenablement ».

À Washington, M. Kurt Waldheim a déclaré jeudi, au cours d'une conférence de presse, que toute tentative d'annulation de la solution de la crise iranienne par la force armée « créerait une explosion au Proche-Orient » et s'est déclaré convaincu que « la solution de la crise iranienne se mettrait d'aboutir à la libération des otages ».

Le New York Times, citant des sources diplomatiques à Paris, croit savoir que les ambassadeurs européens à Téhéran, représentant les neuf pays du Marché commun plus la Grèce, auraient re-

commandé la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran en cas d'échec des tentatives en cours en vue de libérer les otages. Les ambassadeurs, qui se seraient réunis à Téhéran, ont été chargés de préparer des rapports sur le problème des otages, souhaitant néanmoins que les États-Unis, qui ont abandonné leurs demandes de sanctions contre Téhéran, clarifient leur politique à ce sujet avant que les pays européens ne prennent une quelconque initiative. (A.F.P., Reuters.)

Un ministre des affaires étrangères se refuse à tout commentaire officiel sur une information qui ne concerne pas le seul gouvernement français, mais les neuf gouvernements de la Communauté. Dans les milieux officiels, on reconnaît cependant qu'il existe à Téhéran, comme dans d'autres capitales, des réunions des ambassadeurs de membres de la C.E.E. au cours desquelles les problèmes locaux sont étudiés. Il est exact, ajoute-t-on, qu'une réunion de ce genre a eu lieu à Téhéran au lendemain du départ de la commission chargée d'enquêter sur les crimes du chah, et qu'il n'a pas pu obtenir l'autorisation de rencontrer les otages américains. Un rapport aurait bien été rédigé par les neuf ambassadeurs. On n'a, en revanche, que ce rapport ait recommandé, comme l'écrit le New York Times, une rupture des relations diplomatiques entre les pays de la C.E.E. et l'Iran. Il ne mentionnerait, et encore sous forme d'hypothèse, que la possibilité d'un fermement des ambassadeurs des pays concernés dans le cas où aucune solution n'interviendrait dans le problème des otages.

Syrie Les communistes demandent une participation plus active au pouvoir

De notre correspondant

Beirut. — Deux réorientations importantes de la politique syrienne ont été annoncées officiellement jeudi 20 mars. L'une et l'autre risquent toutefois de demeurer théoriques.

La première concerne une participation plus active des communistes au pouvoir. Ceux-ci y sont déjà en principe depuis la mise en place du régime national progressiste et du gouvernement, et ils détiennent deux portefeuilles. Ils seraient désormais autorisés à diffuser un journal et l'accès de la fonction publique leur serait ouvert. C'est ce qu'avait réclamé leur chef au congrès du parti Baas, en décembre-janvier derniers, où il avait été admis en qualité d'observateur. Il ne faudrait cependant pas attribuer à cette mesure un impact majeur sur la vie politique en Syrie, le Baas étant très jaloux de son

pouvoir et peu enclin à le partager.

La deuxième réorientation concerne la reprise des opérations des fedayin palestiniens à partir de la ligne du front syro-irakien sur le Golan. C'est un des chefs du Fath, Abou Ayad, qui a annoncé dans une déclaration faite à Qatari. On précise à ce sujet à Damas que cette mesure « n'est pas nouvelle » et que le président Assad en a été informé à maintes reprises. Elle ne signifie pas en tout état de cause que les opérations reprendront effectivement sur une vaste échelle, d'abord parce que la présence des fedayin dans le Golan n'est pas rendue difficile, ensuite parce que cela risque de donner à Israël le prétexte d'une remise en cause de l'accord de dégelage des forces.

LUCIEN GEORGE.

LES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-ÉGYPTIENNES

Le président Sadate estime que M. Begin « s'est arrêté au milieu du chemin »

Le président Sadate a rejeté sur le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, la responsabilité des obstacles auxquels se heurtent les négociations palestiniennes. Dans une interview à la chaîne de télévision américaine NBC, publiée ce vendredi 21 mars par la presse du Caire, le chef de l'État égyptien estime que M. Begin « s'est arrêté au milieu du chemin ».

« M. Begin doit avoir le courage de reconnaître sa responsabilité devant le peuple israélien », a-t-il ajouté. Le chef de l'État égyptien a réaffirmé que les négociations n'ont pas eu de résultat « suffisant », en raison de divergences de vues sur les accords de Camp David.

Par ailleurs, dans une interview au quotidien israélien Maariv, reprise par la presse du Caire, le président Sadate se déclare convaincu que de nouvelles idées présentées par lui-même et par le premier ministre israélien contribueront à la réussite des négociations.

Le premier ministre, M. Moshe Dayan, a précisé, pour sa part, les trois « problèmes » sur lesquels butent les négociations : — Les pouvoirs qui seront confiés à l'autorité palestinienne et qui, pour l'Égypte, doivent être légitimes, judiciaires et exécutifs ; — La sécurité d'Israël, qui doit être conforme, selon M. Khalil, à la sécurité qu'on a donnée aux États-Unis aux implantations israéliennes. « Nous considérons cette politique comme contraire au droit international et au droit des peuples », a-t-il déclaré.

M. Begin a réaffirmé, jeudi,

devant un groupe d'officiers américains, membres du National War College, que « si la date du 26 mai n'était pas honorée, ce ne sera pas une tragédie ». Il a, d'autre part, affirmé qu'« il serait favorable à une collaboration stratégique défensive entre l'Égypte, les États-Unis et Israël, à condition qu'une telle initiative vienne du côté américain ou du côté égyptien ».

À Washington, le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, a souligné, jeudi, devant le Congrès, que les États-Unis demeurent fermement opposés aux implantations israéliennes dans les territoires arabes occupés. Le secrétaire d'État témoignait devant la commission des affaires étrangères du Sénat sur la politique américaine à l'égard des implantations israéliennes. La suite du vote du 1^{er} mars, par lequel le gouvernement américain avait approuvé une résolution de l'ONU condamnant les implantations israéliennes, y compris à Jérusalem. Le président Carter avait par la suite reconnu que les États-Unis avaient voté par erreur en faveur de cette résolution, au lieu de s'abstenir.

Dans les explications qu'il a fournies jeudi, le secrétaire d'État a confirmé qu'il s'agissait d'une erreur due à un « défaut de communication » entre la Maison Blanche et la délégation américaine aux Nations unies à New-York, mais il a cependant réaffirmé l'hostilité de principe des États-Unis aux implantations israéliennes. « Nous considérons cette politique comme contraire au droit international et au droit des peuples », a-t-il déclaré. Le secrétaire d'État, en réponse aux questions des sénateurs. (A.F.P.)

« Tribune juive » invite les juifs à « sanctionner » par leurs bulletins de vote la politique de la France

L'hebdomadaire Tribune juive, publié vendredi 21 mars à Strasbourg, critique vivement la politique de la France au Proche-Orient et invite les juifs de France à la « sanctionner » par leurs bulletins de vote en refusant de voter pour les candidats ayant voté à l'encontre des exigences fondamentales de la sécurité d'Israël.

Tribune juive revient sur les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens. « Ce qui a le plus choqué, c'est la duplicité dont on fait preuve le président de la République », estime l'hebdomadaire. Quant aux propos du chef de l'État sur la garantie de la sécurité d'Israël, il s'agit, écrit-il, d'une « flatterie et d'une vantance qui devient vulgaire ».

Estimant à un chiffre compris entre deux et cinq millions le nombre des juifs et des Français juifs éprouvant des sentiments de solidarité ou de sympathie envers Israël, Tribune juive souhaite que les juifs « s'interrogent avec sérieux sur le principe d'un changement de tactique, à savoir que leur bul-

letin de vote, au-delà de toute autre considération, doit constituer un bulletin susceptible de sanctionner la politique conduite au Proche-Orient par la France ».

À Paris, M. Jacques Orfanès, président de l'Organisation sioniste de France, parlant devant les députés de communautés juives de France, réunis dans les salons de l'hôtel, a souligné que « une conférence de solidarité avec l'État d'Israël », a abouti dans le même sens, affirmant : « Lorsque viendra l'année 1981, nous n'aurons pas la mémoire courte ». La réunion s'est déroulée dans un climat houleux, le public manifestant aux cris de : « Pétrole, pétrole ! », qui, selon certains des orateurs, est à la base de la nouvelle politique de M. Giscard d'Estaing. Le député U.D.F. de Paris, M. Abel Thomas, qui a affirmé qu'il ne partagerait pas l'« oppression » du public et de certains des orateurs, a déclaré que certains des orateurs, et qu'il fallait tenir compte également des « problèmes d'existence » de la France, a dû écarter son intervention devant les huées de désapprobation de la salle.

AMÉRIQUES

Canada

Les partisans de l'indépendance du Québec ont marqué des points au cours du débat référendaire

Montréal. — Par 68 voix contre 37, l'Assemblée nationale du Québec a approuvé, jeudi 20 mars, presque sans changement, le libellé de la question sur la souveraineté-association qui sera soumise par référendum aux électeurs le 15 mai au plus tôt. Au terme d'un débat de trois semaines au cours duquel les députés du parti libéral se sont affrontés sans répit, il ressort que les premiers ont très nettement pris l'avantage sur l'opposition, qui a appuyé les électeurs à voter « non » au projet gouvernemental de souveraineté-association.

Sur les quatre amendements proposés, les députés n'ont retenu que celui de l'ancien chef du parti de l'Union nationale, M. Rodrigue Biron, qui a récemment quitté son parti après avoir annoncé son intention de voter « oui » au référendum. La question posée sera donc la suivante : « Accordé-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? ».

Le projet de souveraineté-association proposé aux électeurs est résumé dans un préambule qui définit la souveraineté (donner au Québec « le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures ») et qui précise que l'association économique avec le Canada comporterait « l'utilisation de la même monnaie ». L'unique modification apparaît dans la dernière phrase du préambule, qui est mise à la forme négative pour donner un caractère plus restrictif à son contenu : « Aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre ré-

férendum ».

Rien dans ce texte n'empêcherait cependant le gouvernement québécois de modifier unilatéralement ses liens avec la Confédération canadienne si Ottawa refusait de négocier ou si les négociations n'aboutissaient pas.

Des arguments précis

Dans son discours de clôture, le premier ministre, M. René Lévesque, a lancé un appel pressant à la jeunesse à s'imprégner de ce « grand courant de solidarité » qui mènerait le Québec à sa souveraineté. S'adressant ensuite en anglais à la minorité anglophone (moins de 20 % de la population de la province), M. Lévesque a fait part de son admiration à l'égard de ceux qui auront le courage de voter « oui » au référendum (la veille, un ancien ministre libéral anglophone, M. Kevin Drummond, avait annoncé son intention de voter « oui »).

Aux autres, le premier ministre promet qu'un succès de « oui » ne changera rien dans l'immédiat. « Le Québec continuera d'être une province. Ottawa continuera d'être la capitale fédérale : nous continuerons de verser régulièrement les pensions, les allocations, l'assurance-chômage... ».

Au cours des trois semaines de débat, intégralement retransmis par une chaîne de télévision, les députés se sont affrontés en fait deux fois : une fois devant les électeurs, qu'ils ont cherché à convaincre, et une fois devant les députés, qu'ils ont cherché à convaincre. Les aspects ont été abordés, y compris les problèmes économiques, qui ont donné lieu à des échanges particulièrement vifs entre les tenants des deux partis. L'économiste libéral André Raynault et le chef du parti libéral,

M. Claude Ryan, ont posé des questions très précises au gouvernement québécois. M. Ryan entendait reorganiser les finances et l'économie d'un Québec souverain.

Imperturbable et persuasif, le ministre des finances, M. Jacques Parizeau, a répondu point par point aux questions de l'opposition. Les effets de la suppression des prestations fédérales, a-t-il déclaré, seront fortement réduits par l'abolition simultanée des dépenses dues à l'existence d'une administration fédérale dans des domaines où le Québec a déjà des services équivalents. Le départ des sièges sociaux vers d'autres provinces ? Ce phénomène, qui dure depuis des années, cessera si le Québec devient souverain, estime M. Parizeau, car les sociétés canadiennes devront alors créer des filiales à Montréal si elles veulent y développer leurs affaires.

Les sociétés nationales fédérales ? « Nous les examinerons une à une, gardons celles qui font partie de notre économie et en écarterons les autres », a-t-il déclaré. Enfin, le ministre des finances a souligné que le Québec devra de créer une monnaie si la négociation avec Ottawa échouait sur l'union monétaire.

Insatisfait des réponses de M. Parizeau, l'opposition est revenue à son thème favori, qui consiste à accuser le gouvernement de commettre une véritable « imposture intellectuelle » en faisant croire que son projet ne ferait pas éclater le Canada. Inévitablement, tous les députés libéraux ont affirmé que le véritable objectif du parti québécois était de réaliser l'indépendance

de la province et qu'il n'était pas sûr du tout que le Canada serait disposé à négocier un traité d'association économique avec un Québec indépendant. Pour M. Ryan, des négociations sur ce thème « déboucheraient inévitablement sur un cul-de-sac juridique et politique, dont l'ultime aboutissement ne pourrait être à court terme qu'une période d'extrême confusion pour le Québec et pour tout le pays, et, à long terme, l'indépendance pure et simple ou une grave humiliation pour le Québec ».

Tous s'accrochent sur la défensive, les libéraux ont donné l'impression, tout au long du débat, de ne pas avoir de cause à défendre, ni de projet à offrir. Ils ont évité de parler de leur document constitutionnel intitulé « Une nouvelle fédération canadienne », tandis que le parti québécois le citait abondamment pour en critiquer la plupart des propositions.

Faisant appel à l'histoire, les députés « péquistes » ont souvent rappelé leur profond attachement à la terre québécoise et ont dénoncé les entraves que le gouvernement fédéral a mises au développement harmonieux de la société québécoise. Sur ce plan, les discours les plus remarquables ont été ceux de M. Lévesque lui-même et du leader du gouvernement à l'Assemblée nationale, M. Claude Charbon, qui tous deux veulent dans une victoire du « oui » au référendum « un pas décisif, un pas immense pour tout un peuple dans l'affirmation de soi ». Pour sa part, M. Ryan a dénoncé l'« exercice de propagande » que constituait son discours et a dénoncé le « climat unanimiste artificiel » que le gouvernement a voulu créer autour de son projet politique.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Protestations et réserves de la communauté juive du maire de Lyon et de celui de Villeurbanne

M. Francisque Colloby, sénateur de Lyon, vient de rendre public, la veille de l'inauguration par le chef de l'État de la Foire internationale de sa ville, une déclaration dans laquelle il affirme « avoir été saisi par l'inquiétude qui se manifestait au sein de la communauté juive de Lyon quant à l'avenir d'Israël ».

M. Colloby y souligne que « Lyon, capitale de la résistance au nazisme, connaît trop le prix qu'on a payé ses victimes pour ne pas être en faveur de la survie d'Israël, terre des rescapés de l'holocauste ».

Après avoir indiqué que le président de la République a reconnu le « droit à la sécurité » d'Israël, le maire de Lyon a ajouté : « J'estime qu'il y aura toujours lieu de soutenir tous les efforts déployés en vue de parvenir à une paix juste et durable au Proche-Orient dans l'intérêt des États et des peuples qui y vivent ».

communauté face aux déclarations du président de la République dans les pays du Golfe et à la veille de sa venue à Lyon ».

Le bureau de l'Association des pharmaciens juifs de France, réuni en séance extraordinaire, a adressé au chef de l'État le télégramme suivant : « Conscients d'avoir contribué au rayonnement spirituel et scientifique de notre pays, profondément attachés à la paix et à la sécurité d'Israël, les pharmaciens juifs de France adressent au président de la République, garant désigné des valeurs morales, leur opposition à la politique définie dans la prise de position unilatérale et intolérante dans leur choix par des pas trop proches et lointains, ils estiment, et le feront savoir, que cette entrave à la marche à la paix du Proche-Orient fait fi des valeurs qui ont assuré la grandeur de notre pays ».

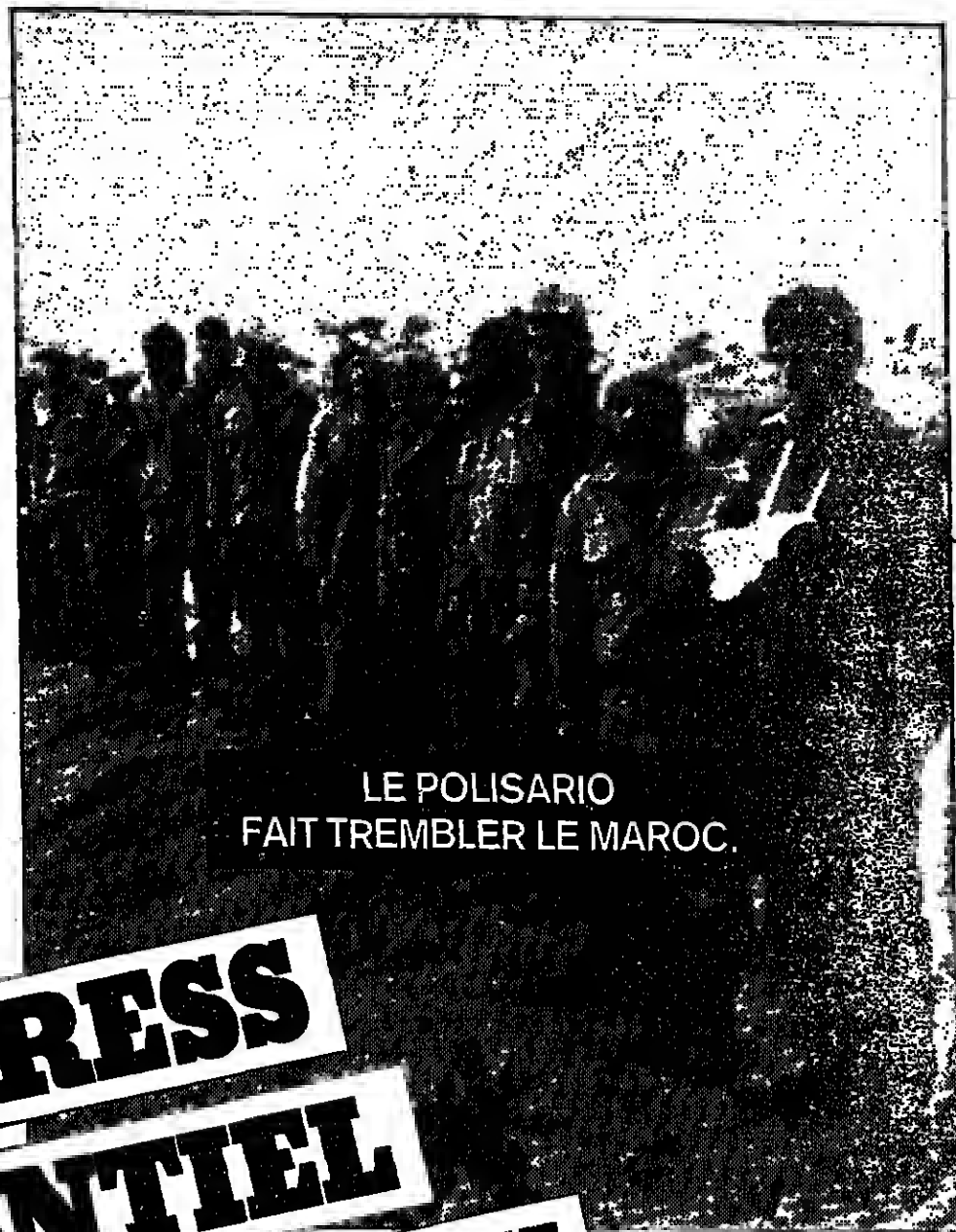
M. Charles Heron, député (P.S.) et maire de Villeurbanne, commune limitrophe de Lyon, a annoncé qu'il ne participerait pas aux cérémonies d'inauguration aux côtés du chef de l'État et du premier ministre. M. Heron entend ainsi protester contre la politique proche-orientale de M. Giscard d'Estaing, politique que le comité de coordination des communautés et organisations juives de Lyon dénonce de son côté, en soulignant « les profondes réactions qui se font sentir au sein de la

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
révisée par des lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

مكتبة ابن الأثير

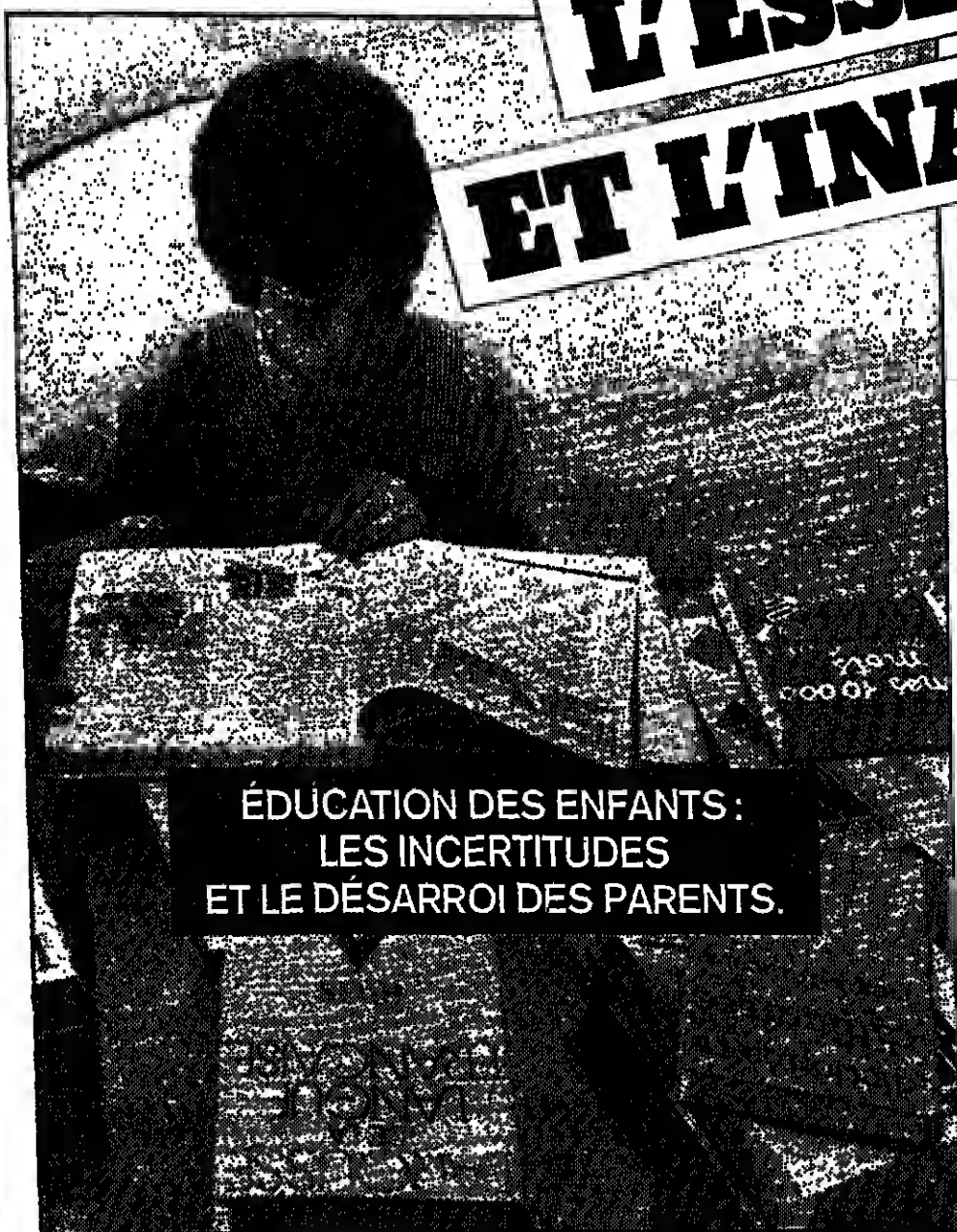


PÉTROLE ET NUCÉAIRE
RONGENT LA BRETAGNE.

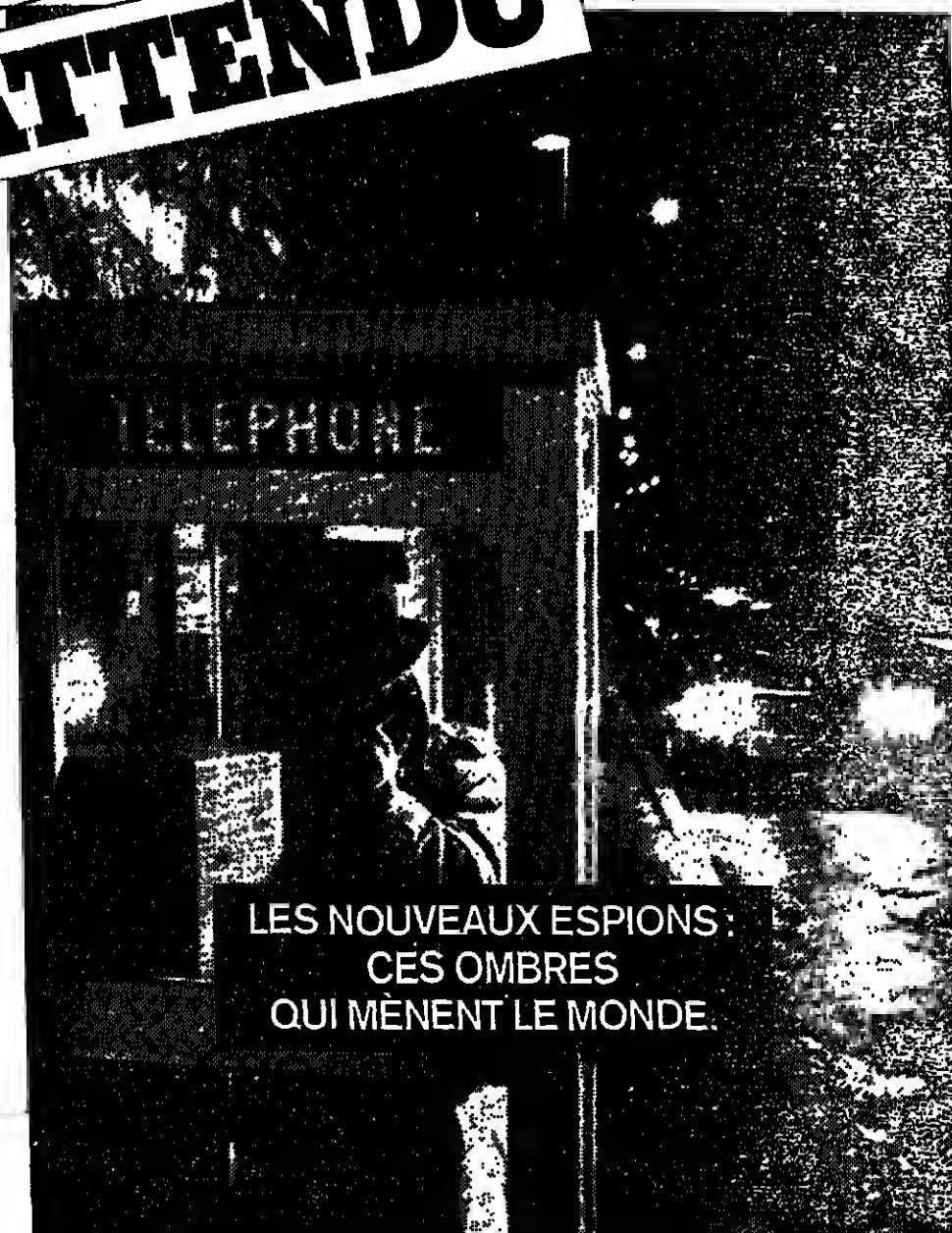


LE POLISARIO
FAIT TREMBLER LE MAROC.

L'EXPRESS L'ESSENTIEL ET L'INATTENDU



ÉDUCATION DES ENFANTS :
LES INCERTITUDES
ET LE DÉSARROI DES PARENTS.



LES NOUVEAUX ESPIONS :
CÉS OMBRES
QUI MÈNENT LE MONDE.

L'EXPRESS: LE CŒUR DE L'ESSENTIEL, LES COULEURS DE L'INATTENDU.

L'EXPRESS

CETTE SEMAINE

EN MARGE DU CONGRÈS D'ORLÉANS L'U.D.F., une et diverse

par ROLAND CAYROL et COLETTE YSMAL (*)

Le prochain congrès de l'U.D.F. se tient à Orléans les 22 et 23 mars. Qu'est-ce qu'un congrès de l'U.D.F. ? Qui donc participe à ce type de réunion ? Existe-t-elle bien, lors de ces congrès, cette confédération de partis qu'est l'U.D.F., ou bien chaque composante parti républicain, Centre des démocrates-sociaux, parti radical, adhérents directs de l'U.D.F., constitue-t-elle une entité irréductible ? A ces questions, il est possible d'apporter aujourd'hui des éléments de réponse chiffrés grâce à une enquête par questionnaire administrée lors du congrès des 16-18 février 1979, à un échantillon de quatre cent vingt-deux congressistes de l'U.D.F. (1).

A l'examen des chiffres du tableau 1, une première constatation s'impose : les délégués de l'U.D.F. sont surtout des hommes. Cela n'est guère surprenant : la prévalence masculine est un aspect bien connu de la société politique, toutes tendances confondues, et l'U.D.F. est ici à l'unisson de toutes les formations politiques françaises. A remarquer toutefois la relative singularité de ceux qu'on appellera les « giscardiens » (représentants du parti républicain et des clubs Perspectives et Réalités), par rapport à leurs alliés centristes et radicaux, même si c'est dans des proportions somme toute modestes : une femme pour trois hommes, — ils apparaissent comme les moins misogynes au sein de l'U.D.F.

Les giscardiens de stricte obédience sont aussi plus jeunes, dans l'ensemble, que leurs partenaires : 31 ans, ont moins de trente-cinq ans, contre 22 % des radicaux, 17 % seulement des C.D.S. et 22 % des adhérents directs ; seuls 6 % des giscardiens ont plus de cinquante-cinq ans, contre 21 % des radicaux et 16 % des C.D.S. Sans doute le « parti du président » a-t-il en, depuis 1974, drainé de nouveaux adhérents, législateurs du nouveau régime, et donc moins attirés par les partis plus anciens de la coalition... Il

reste qu'au total les délégués U.D.F. sont plutôt des hommes d'âge mûr : les très jeunes demeurent l'exception.

La France que représentent les formations de l'U.D.F. est d'abord celle des privilégiés. Cadres supérieurs, professions libérales, patrons de l'industrie et du commerce, composent une frange majoritaire absolue des congressistes, quelle que soit la composante considérée (51 % des radicaux, 52 % des C.D.S., 64 % même des « giscardiens », 57 % des adhérents directs).

Une France privilégiée, c'est ce que confirment les indications données par les délégués sur leurs revenus — plus de 10 000 francs par mois, disent 61 % des radicaux, 52 % des C.D.S., 41 % des giscardiens — ou sur leur niveau d'études — 66 % des radicaux ont poursuivi des études supérieures, de même que 47 % des C.D.S. et 60 % des représentants du P.R. ou des clubs Perspectives et Réalités.

La encore, il faut cependant distinguer des nuances significatives. Si les ouvriers sont quasi absents de ces rencontres U.D.F., — on sait que seuls les congrès communistes enregistrent une présence notable de délégués d'origine ouvrière, — les couches les plus populaires — l'ensemble « cadres moyens, employés, ouvriers » — sont mieux représentées au C.D.S. (23 % des délégués) que dans les autres formations (16 % des radicaux, 18 % des giscardiens). On retrouve là une tradition d'ancienne implantation démocrate-chrétienne dans les couches populaires et les classes moyennes, qui remonte au Centre démocrate et au M.R.P., et qui s'est poursuivie dans la dernière période.

Autre originalité du C.D.S. qui elle aussi renvoie aux origines démocrates-chrétiennes de la formation présidée par M. Lecanuet : les catholiques pratiquants y sont nombreux (55 %), beaucoup plus que chez les giscardiens (40 %), et, infiniment plus que chez les radicaux (19 %). Non seulement les C.D.S. se singularisent ainsi par leur pratique religieuse, mais leur orientation même au sein de l'Eglise tend à leur conférer une spécificité. Si en effet on demande aux seuls délégués catholiques au point de vue religieux ils sont plutôt favorables à la tradition ou plutôt favorables au changement, les membres du C.D.S. sont les seuls à opter majoritairement pour la tradition (80 %), contre 48 % des giscardiens et 41 % des radicaux catholiques). Les militants radicaux, eux, continuent — avec 35 % de « sans religion » — à incarner un militantisme politique laïc qui les distingue profondément de leurs partenaires, C.D.S. bien sûr, mais aussi pure giscardiens.

Du point de vue sociologique, l'U.D.F. apparaît ainsi, au total, comme une entité présentant une réelle homogénéité : il s'agit d'hommes d'âge mûr, ayant fait des études supérieures et appartenant plutôt aux catégories aisées de la population. Mais les diversités que traduisent ses composantes n'ont pas été gommées par la création de l'Union : on a bien toujours une fraction « giscardienne », plus jeune et un peu plus féminine, un radicalisme de cadres laïcs et un centrisme plus populaire, très marqué par un catholicisme pratiquant et volontiers traditionnel.

partie socialiste et au Mouvement des radicaux de gauche sont les « giscardiens » — mais les C.D.S. sont ici proches d'eux, cependant que les radicaux sont plus ouverts. Invités à noter de 0 à 10 les différents partis en fonction de leurs propres sympathies politiques, 67 % des membres du P.R. ou des clubs donnent sciemment une note égale ou inférieure à 3 au P.R. ; 97 % des C.D.S. et 87 % seulement des radicaux font de même. Le M.R.G. reçoit de telles mauvaises notes, lui aussi, de la part de 55 % des giscardiens et de 52 % des C.D.S., mais de 27 % seulement des radicaux. Ces derniers n'ont visiblement pas renoncé à une certaine sympathie pour les formations de la gauche non communiste, et d'abord pour les frères ennemis restés aux côtés de M. Crépiau.

En ce qui concerne le grand et complexe thème des personnalités politiques ayant exercé une influence sur eux, on trouve certes encore 11 % de giscardiens pour citer le général de Gaulle, mais seulement 7 % de radicaux et 1 % des centristes. Il est vrai que l'héritage des grands hommes est fort inégalement partagé à l'U.D.F. : puisque, si M. Valéry Giscard d'Estaing est cité par 41 % des « giscardiens », il n'est mentionné que par 11 % des radicaux... et 2 % des centristes.

En définitive, au sein d'une confédération anticommuniste (80 % des centristes, 78 % des giscardiens et 65 % des radicaux donnent la note zéro au P.C.F.) et d'orientation globalement conservatrice et pro-européenne, les familles composant l'U.D.F. ont conservé une assez grande spécificité, avec une droite modérée giscardienne, un radicalisme composant un centre gauchiste politique et libéral qui a rompu avec les attitudes de gauche sur la « question sociale » et un centrisme social emprunté de traditionalisme chrétien. A observer ses congressistes, l'U.D.F. constitue une entité qui existe idéologiquement et socialement. Mais qui existe comme un rassemblement de partis dont on comprend pourquoi les militants tiennent à préserver leur autonomie.

(1) Il s'agit d'une enquête, conduite dans le cadre du Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, qui porte sur l'ensemble des congrès des partis politiques dans les deux pays de la C.E.E.

Centre gauche social, centre gauche libéral et centre droit

Du point de vue des attitudes politiques, on trouve de même une orientation générale assez cohérente de l'U.D.F. mais aussi des diversités réelles d'une « famille » à l'autre. Invités à se situer eux-mêmes sur une échelle gauche-droite (voir tableau 2), les membres de l'U.D.F. se classent différemment. Ce qui permet aux giscardiens d'apparaître comme un centre modéré à tous points de vue, ne se trouvant ni à l'extrême gauche ni sur le plan social ni sur le plan libéral. L'Europe constitue le point de rencontre des deux sensibilités de centre gauche, puisque radicaux et C.D.S. s'affirment comme les plus pro-européens de l'U.D.F.

De même, en ce qui concerne la vie politique, les plus hostiles au

un centre gauche plus libéral, hostile à la socialisation de l'économie, mais ouvert à une évolution des mœurs. Le centre gauche social du C.D.S. est, lui, marqué sans doute par ses convictions religieuses, très réservées en ces domaines. On a bien deux centres gauches, de sensibilités assez différentes. Ce qui permet aux giscardiens d'apparaître comme un centre modéré à tous points de vue, ne se trouvant ni à l'extrême gauche ni sur le plan social ni sur le plan libéral. L'Europe constitue le point de rencontre des deux sensibilités de centre gauche, puisque radicaux et C.D.S. s'affirment comme les plus pro-européens de l'U.D.F.

Tableau 1. — SOCIOLOGIE D'UN CONGRÈS U.D.F. (en %)

	Parti radical	C.D.S.	P. R. et Perspectives et Réalités	Autres (1)
SEXE :				
Hommes	89	81	76	82
Femmes	11	19	24	18
ÂGE :				
Moins de 25 ans	11	5	5	12
25-34 ans	11	12	26	11
35-49 ans	30	22	39	28
50-64 ans	27	33	24	22
65 ans et plus	21	16	6	16
PROFESSION :				
Agriculteurs	—	2	2	1
Industriels, commerçants	5	18	18	2
Profes. libérales et cadres sup.	48	44	58	54
Cadres moyens	16	17	13	8
Employés	—	4	4	3
Ouvriers	—	2	1	—
Étudiants (et divers)	8	2	5	9
Femmes au foyer	—	—	5	4
Retraités	19	15	5	13
RELIGION :				
Catholiques pratiquants	19	55	40	32
Catholiques non pratiquants	27	36	23	39
Autres religions	19	4	6	10
Sans religion	35	4	11	18
Sans réponse	—	1	1	1

(1) Adhérents directs de l'U.D.F. pour l'essentiel.

Tableau 2. — L'UNIVERS POLITIQUE DES DÉLÉGUÉS U.D.F. (en %)

	Parti radical	C.D.S.	P. R. et Perspectives et Réalités	Autres
Classement sur l'axe gauche-droite :				
Se situent à gauche	5	1	—	2
Se situent au centre gauche	57	58	32	47
Se situent au centre droit	24	23	44	22
Se situent à droite	2	4	12	5
Refusent de se situer	11	14	12	23
Se déclarent tout à fait d'accord pour :				
Accroître le processus d'intégration européenne	79	78	65	66
Réduire le contrôle public sur les entreprises	51	31	51	37
Libérer l'avortement	46	37	31	32
Développer l'énergie nucléaire	49	42	58	51
Contrôler plus activement les multinationales	24	40	21	33
Réduire les inégalités de revenus	27	28	27	24
Assurer l'égalité des hommes et des femmes	51	47	41	43

C.C.A.
BORDEAUX
BOURGOGNES
CHAMPAGNES ET ALCOOLS
Demandez le TARIF
AVANT HAUSSE
Marchandises du 12 mars
jusqu'au 15 mars 1980
Prochaines hausses
à partir du 16 mars
80 BORDEAUX
60 BOURGOGNES
12 BEAUJOLAIS
25 CHAMPAGNES
150 SPIRITUEUX
(Stock env. 10 000 litres)
Representant
PRIMEURS 77
78 BORDEAUX
BOURGOGNES...
Tous centres exp. Bordeaux : Magasin principal
102, rue de Fontenay 75003 PARIS 27.50.27.
Magasin Informations Commerciales
21, rue Montparnasse 75006 PARIS
Tous les jours : 10h - 19h - 19h30 - 20h30
service à la carte

80, av. du MAINE
Centre commercial GAITE
"au pied du Sheraton"
Accès direct par M^e GAITE
Ouvert tous les jours :
10h à 20h sauf dimanche.
— PARKING ASSURÉ —
Tél. : 538.66.02
Autre accès : rue du Cdt-Mouchotte.

REAL
MEUBLES
DECORATION
CUIRINES

REAL : 11 MAGASINS EN REGION PARISIENNE
BONDY RN 3 CHATILLON RN 306 PIERREFITTE RN 1
CERGY 3 FONTAINES 25 Bd de BELLEVILLE PORTE DE BAGNOLET
CHAMPIGNY La Fourchette CRETEIL SOLEIL LES ULIS 2
ARCADE S/MARNE-LA-VALLEE

VOTRE ASSURANCE SOMMEIL AU MEILLEUR PRIX

QUALITE : La meilleure sélection chez Epoca - Duntopillo - Capital - Pirelli - Padlex - Tréca

CHOIX : Des matelas et des sommiers moelleux, souples, extra-fermes, en toutes dimensions.

SERVICES : Débaras de l'ancienne literie, facilités de paiement, livraison rapide.



logibel
LITERIE

Paris 379.73.99 / Paris 200.00.76 / JUVISY gare 921.58.34 / VINCENNES RER
117, bd Voltaire 75003 Paris 2, rue Danton 91200 395.40.14
Métro Voltaire 75019 M^o Crimée / Sortie côté Dravel / 189, rue de Fontenay

Mini à Maxi tailles. du 37 au 50 plusieurs largeurs.

Jean Thiot
Le spécialiste du pied difficile à chausser.

17, rue du Louvre 75001 (M^o Halles)
97, rue d'Alsace 75014 (M^o Alsace)
82, bd Hausmann 75008 (M^o Saint-Lazare, Havre Caumartin, Auber).



UN CADEAU à tout acheteur sur présentation de ce bon.

Le Tapis d'Orient est une valeur sûre, à condition de ne pas se tromper.

L'acheteur qui ne se trompe pas est celui qui a la chance de découvrir des pièces de qualité parmi la masse des tapis offerts sur le marché. C'est celui qui connaît un vrai spécialiste capable de lui garantir une sélection rigoureuse, de l'informer sur les signes d'une réelle qualité qui n'est pas toujours synonyme de prix élevés.

Le nouveau Place Clichy, spécialiste reconnu depuis 1836, poursuit son effort pour vous proposer des tapis artisanaux de qualité : 1 500 tapis d'Orient en exposition-vente permanente, 1 500 valeurs sûres.

Avec un vrai spécialiste "appréciez la différence"

Le Nouveau PLACE CLICHY
93, rue d'Amsterdam - Paris 8^e
Tél. 387.54.20
Agréé par le Club Découverte du Tapis d'Orient



Le Tapis d'Orient est une valeur sûre, à condition de ne pas se tromper.

UN COLLOQUE DE LA C.F.D.T.

Contrôle d'identité, fichage et « totalitarisme »

La C.F.D.T. a organisé, jeudi 20 mars à Paris, un colloque sur le thème « Identité, informatique, fichiers, libertés », au cours duquel M. Edmond Maire a exprimé le souhait qu'une « société démocratique comme la nôtre » ne se doive pas de « certains attributs du totalitarisme ». Ce colloque, auquel ont

participé une centaine de spécialistes et de militants, a été consacré au projet d'automatisation des cartes d'identité des Français et des titres de séjour des étrangers. Les participants se sont aussi inquiétés des contrôles auxquels sont soumis, sur la voie publique, un nombre croissant de Français.

Les contrôles d'identité dans les rues sont assujettis à certaines conditions légales. Ne sont autorisées que les vérifications faites par des officiers et agents de police judiciaire à la recherche de l'auteur d'une infraction « flagrante » et par les seuls officiers de police judiciaire lors d'une enquête préliminaire. Si ces vérifications, dites de police judiciaire, sont légales, il n'en est pas de même pour les contrôles d'identité dits de police administrative réalisés en vue de protéger ou de rétablir l'ordre public.

Les citoyens, a suggéré M. Robert Badinter, seraient avisés de connaître cette distinction, même s'il y a peu de chance qu'une interpellation illégale aboutisse, comme cela s'est produit récemment à Dole (Jura), à l'inculpation des policiers (le Monde du 15 mars). Il n'est qu'à circuler dans le métro parisien pour se rendre compte que cette frontière juridique ne résiste pas à la réalité. M. Henri Leclerc voit dans la multiplication des contrôles d'identité le glissement d'un état de droit vers une société où le souci de la sécurité l'emporte sur toute autre considération.

La distinction traditionnelle entre police administrative et police judiciaire s'est estompée depuis un arrêt Friedel de la Cour de cassation du 5 janvier 1979, qui déclare que les contrôles d'identité sont légaux, outre les cas de flagrant délit, et d'enquête préliminaire, lorsque les « circonstances particulières l'exigent ». Une notion qui donne lieu à des interprétations de plus en plus larges.

Rares sont les interpellés qui osent se rebeller. Le font-ils que mal leur en prend. M. Georges Guichard, secrétaire de la Fédération des personnels du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales (C.F.P.T.), se résume, pour l'affirmer, aux

conseils d'un traité de procédure pénale en usage dans les écoles de police : « Face au mysticisme du contrevenant ou au refus de ce dernier, exprimé de façon sublimement outragante, de déclarer son identité, l'agent de police judiciaire agit avec doigté. Le refus du contrevenant pourra le plus souvent être vaincu par la persuasion. Au cas contraire, l'agent de police judiciaire pourra alors, parfois, selon les circonstances de fait, et en appréciant celles-ci avec prudence, se considérer comme outragé, ce qui justifiera alors la conduite coercitive devant l'officier de police judiciaire. » Les auteurs de ce traité (1) croient cependant utile d'avertir leurs lecteurs que « la jurisprudence de l'outrage par l'attitude passive est fort mince ».

La politique de l'immigration
Un récent numéro du Bulletin d'information du ministère de l'Intérieur (le Monde du 22 février) a rappelé à quelles conditions la police pouvait procéder à des vérifications d'identité en insistant, a souligné M. Maurice Zavaro, membre du bureau national du Syndicat de la magistrature, sur la jurisprudence Friedel relative aux « circonstances particulières ». M. Zavaro voit dans ce rappel une curieuse coïncidence avec la volonté du ministère de créer des titres d'identité inaliénables et informatisés. Ce « besoin social d'identification » est, selon le Syndicat de la magistrature, à l'origine du projet de fichage des immigrés que dénonce aussi le secteur international de la C.F.D.T. et que celui-ci met en rapport avec la politique gouvernementale de limitation de l'immigration.

Les projets du ministère de l'Intérieur d'automatisation des cartes d'identité des Français et de séjour des étrangers ont déjà fait l'objet de critiques de la C.F.D.T. (le Monde du 15 février). Si M. Edmond Maire croit, néanmoins, d'y revenir, c'est qu'il lui semble que le fichage des travailleurs immigrés risque d'être utilisé comme un « banco d'essai » pour le contrôle de toute la population. Une carte d'identité inaliénable, explique le secrétaire général de la C.F.D.T., « est en fait un premier pas vers une informatisation totale de l'ensemble des documents qui concernent chaque individu ».

Cette informatisation, la C.F.D.T. n'en veut pas, explique M. Maire, pas plus qu'elle ne souhaite « qu'une société démocratique comme la nôtre se doive de certains attributs du totalitarisme en suscitant le besoin d'une identification de plus en plus rigide, donc de contrôle, donc de dépendance ». Comme il l'avait fait le 25 septembre 1979 à la semaine, « l'informaticien et la société », M. Maire a suggéré que les comités d'entreprise soient informés de la constitution, par la direction, de fichiers de personnel. A l'époque, M. Giacard d'Estalby avait demandé que l'on « réfléchisse » à ces propositions qui n'ont, jusqu'ici, pas eu de suite.

BERTRAND LE GENDRE
La C.G.T. a rencontré le 19 mars la commission nationale de l'information et des libertés. Au cours de cette rencontre, indique la C.G.T., elle a réaffirmé son opposition aux projets d'automatisation des cartes d'identité et des titres de séjour (le Monde du 17 février) « formulés par M. Bonnet et Stoléru ». La C.G.T. s'insurge contre le fait que la création de ces fichiers soit décidée par décret et estime que « des décisions d'une telle importance relèvent du travail et de la responsabilité du Parlement ».

LA JOURNÉE CONTRE LE RACISME

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui a lieu ce vendredi 21 mars, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) organise, vendredi 21 mars, à 20 h. 30, à la Bourse du travail, à Paris (20, boulevard du Temple, 3^e arrondissement), une soirée cinématographique où seront présentés des films sur la lutte contre le racisme.

Samedi 22 et dimanche 23 mars, le M.R.A.P. réunira son conseil national. Des exposés sur « l'idéologie raciste : des théories du C.R.A.C. aux préjugés quotidiens » y seront notamment présentés.

TEMOIGNAGE

LES PASSANTS

M. Alain Delattre, d'Aubenas (Ardèche), nous écrit : « Vendredi dernier, vers 11 h. 30, je me rends chez un ami lorsque des passants me font signe : je vois une jeune femme blessée à la tête, allongée sur le trottoir. Ils jettent un coup d'œil et continuent leur chemin. Je demande à un automobiliste de prévenir le centre de secours situé à 500 mètres. Il me fait comprendre que je l'emmerde et monte dans sa voiture. Je parviens à téléphoner. Les secours arrivent. La jeune femme, maintenant, se regarde le spectacle. »

Une information contre X... pour atteinte à l'intégrité de la vie privée a été ouverte mercredi 19 mars par le parquet de Paris, sur plainte de M. Philippe Bouvard, journaliste, et de son épouse. Les plaignants ont constaté, en effet, qu'une conversation qu'ils avaient eue par l'intermédiaire du radiotéléphone, placé dans la voiture de M. Bouvard, avait été interceptée et reproduite, le 27 février dernier, dans le n° 8 de l'hebdomadaire Paris-Hebdo, dans un article intitulé « Conversations secrètes ».

La deuxième Semaine de la jeunesse s'ouvre à Paris

Pour la seconde fois, la Semaine de la jeunesse, organisée par une association (1) sous le patronage du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs pour proposer aux jeunes de quinze à vingt-cinq ans rencontres et information, aura lieu à la porte de Versailles, à Paris, du samedi 22 mars au mercredi 27 avril. La première Semaine de la jeunesse avait accueilli, en décembre 1979, 250 000 personnes. Sept thèmes principaux ont été retenus pour cette manifestation : les jeunes et le monde de l'art, 2000 : les jeunes et l'information, les sports et l'aventure, les loisirs et la création, les jeunes et la qualité de la vie, les jeunes Français et le monde, les jeunes et leur avenir professionnel.

Des jeunes ou des groupes de jeunes, auteurs de réalisations dans les domaines du sport, de la musique, de l'invention ou de la protection de la nature, seront présentés et des « oeuvres de la jeunesse » seront remis le 30 mars en présence de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Des protestations

Le bureau exécutif du P.S., réuni mercredi 19 mars, a adopté une résolution qualifiant de « spectacle » et d'« illusion » la Semaine de la jeunesse. Ce texte indique notamment : « Après la Semaine du travail manuel, et celle des travailleurs immigrés, voici une nouvelle opération publicitaire. Valéry Giscard d'Estaing n'a de cesse de découper la population en tranches hebdomadaires à des fins électorales. A nouveau, le pouvoir, au mépris de la démocratie, organise le spectacle, multiplie les discours électoraux et démagogiques. Aujourd'hui, alors que les jeunes s'interrogent gravement sur leur avenir et subissent de plus en plus directement les conséquences de la politique giscardienne, il s'agit pour le pouvoir de créer encore une fois l'illusion. »

(1) L'association qui est à l'origine de cette semaine est l'Association pour la Semaine de la jeunesse, présidée par M. Pierre Magnan.

LA PAROLE D'UN MINISTRE NE VAUT PAS UN DÉCRET

(De notre correspondant.)

Rennes. — « Les réponses des ministres aux questions écrites des parlementaires » comme « les engagements du ministre de l'Intérieur sur la parité entre les personnels de la police nationale et ceux de la gendarmerie constituent seulement des déclarations d'intention ne comportant en elles-mêmes aucun effet juridique. » C'est en ces termes que le tribunal administratif de Rennes vient de rejeter les requêtes présentées par quarante-sept inspecteurs de la police nationale en retraite, qui demandaient l'annulation des arrêtés du ministre de l'Intérieur portant révision de leur pension civile de retraite. Après une réforme statutaire, ces policiers en retraite avaient été classés par rapport au grade équivalent dans la gendarmerie nationale. Sans doute, le ministre de l'Intérieur s'était engagé à plusieurs reprises à faire respecter la parité, mais ces engagements « ne constituent que des déclarations d'intention énoncées mais sans effet juridique. » — C. T.

fjords d'Islande avec votre voiture. Découvrez l'Écosse. Voyagez de Dornoch.

ETTES S.O.S. DF P. LEROY OPTICIEN



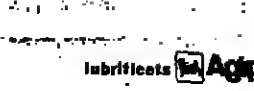
LES CHEVAUX DE FEU.



La Giulietta 1.6. C'est une voiture d'avant-garde. Sa ligne en coin, profil en lame, avant sportif, arrière tronqué, lui donne une allure résolument futuriste. Sa conception compacte en fait une belle machine. Économique. Sous son capot, un moteur 1779 cc, 4 cylindres en ligne, double arbre à cames en tête. 2 carburateurs double corps.

Roulez. La Giulietta 1.6 emporte 5 personnes avec toute la nervosité qui caractérise Alfa Romeo. 5 vitesses, 4 roues à disques, une répartition égale des masses. Elle se compose sur route, elle s'adapte à l'habitat. La Giulietta 1.6. Elle porte en elle la passion légendaire d'Alfa Romeo pour l'automobile. Existe en version 1.6.

Trois garanties Alfa Romeo : garantie totale 1 an, peinture 2 ans, moteur 2 ans ou 100 000 km. Consommation, conventionnelle : 7 l/100 km à 90 km/h, 120 km/h, 13 l/100 km à 120 km/h. 13 l/100 km à 120 km/h.



In lubrifiants Agip

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)
Dès le départ, on voit poindre deux sociétés « télématiques » : l'une où l'individu pourra en restant chez soi obtenir le maximum de renseignements qu'il devait auparavant quérir au dehors ; l'autre où il lui faudra au contraire aller à la rencontre d'autres usagers, pour s'informer efficacement. Dans le premier cas, on favorise une société introvertie, dans l'autre une société extravertie.

de groupe (radios locales, télé-
vision par câbles).

Dans la phase actuelle des choses, l'homme risque d'être moins le maître de la communication qu'une *cible passive de message* (4). Tout se passe un peu, pensent J. Pomonti et G. Métyayer, comme si le raisonnement adopté était le suivant : pourquoi chercher — en soi ou enire soi — ce qui est offert tout prêt (à consommer, à utiliser, à consommer) quand on peut le chercher, à trouver les réponses nouvelles à des questions encore informelles ? La tentation est forte de procéder à l'amalgame simpliste : technique nouvelle = solution des problèmes.

« Comment la télématique peut-elle aider à la communication sociale dans les grands ensembles urbains ? » que la DATAR a soutenu l'expérience souhaitée par la ville de Nantes. Au reste, en prenant des décisions, la municipalité qui enregistrera les questions des usagers comme les réactions du public, la municipalité veut multiplier l'écoute des besoins des citoyens tout autant que faciliter les réponses. Qui l'emportera dans l'avenir : la « vidéo-consommation » ou la « vidéo-communication » ? Certes, les deux formules peuvent coexister, mais il est probable que l'une d'elles sera engagée dans la course feront pencher la balance du côté du premier style d'installations. C'est bien ce que craignent Jacques Pomonti et Gérard Métyayer dans un rapport publié (3) sous le sigle de l'INA (Institut national de l'audio-visuel). On peut recenser en gros trois possibilités de relations « artistiques » : la communication individuelle, personnelle (téléphonie), la communication de masse (radio, télévision) : la communication

La structure de l'offre technologique est très rigide : elle suppose une mesure pas la « communication de groupe » au plan local. Or à ce niveau réside une demande pressante qui peut contrebalancer l'évolution irréversible soit vers une individualisation croissante (l'homme « coiffé » derrière ses multiples terminaux), soit vers une centralisation encore accentuée (le citoyen de plus en plus desservi et passif). En Mèze espère-t-on de nouvelles tentatives ? Elles ont été lancées en 1980 (dans la région illoise, dans le département de la Mayenne et dans l'agglomération de Melun) trois stations expérimentales (n° « réseau autonome de radios locales » que le gouvernement a décidé de mettre en place. Encore faudra-t-il savoir si les usagers seront systématiquement consultés pour l'attribution des temps d'antenne aux organismes et personnalités représentatives de la région. Car, si l'expérience de la Mèze a permis de constater la diffusion des tensions de divertissement à coloration locale, le progrès sera vraiment limité.

Contre l'atomisation sociale

C'est vers la communication « à double sens », concernant des « groupes d'intérêts communs » que les techniques et les politiques doivent évoluer pour éviter l'atomisation sociale. Les groupes peuvent être désireux d'entretenir

Enfin, la tendance à l'ethnisme s'inscrit profondément dans le tissu social français. Une fois entrés dans un centre d'insuffisance, les citoyens cherchent à se préserver des autres, à restreindre la communication.

On ne pourra précisément interdire que ces tendances lourdes que par l'orientation de la communication vers une redistribution des pouvoirs. « En d'autres termes, qu'il y ait possibilité pour tous, et non pour quelques-uns, d'injecter ses propres messages sur les modes de transmission les

MM. Jacques Pomonti et Gérard Metayer distinguent trois lignes de force « ou, si l'on veut, trois tendances dominantes de l'évolution de la société française qui expliquent cette disparité, l'urbanisation d'abord. La France comptera 83 villes de plus de 100 000 habitants en l'an 2000

On parle de plus en plus aux autres à l'aide de prothèses. La sonnerie du téléphone est moins dérangeante que celle de la porte d'entrée. Le Videotex permettra maintenant de dialoguer avec des machines, ou de recevoir des messages préfabriqués. Les techniques nouvelles peuvent aussi faire

... à l'extérieur, les moules coulés en
... et redonner, en de multi-
... points locaux, l'animation des
... petites places d'autrefois. Encore
... faut-il que les citoyens ne soient
... pas conditionnés à tourner seu-
... lement le robinet de l'informa-

La centralisation ensuite. On a le droit de s'indigner et de se récrier sur le fait qu'il est si facile de dire que la centralisation est mauvaise, mais il est si difficile de proposer autre chose. On a le droit de se récrier sur le fait qu'il est si facile de dire que la centralisation est mauvaise, mais il est si difficile de proposer autre chose.

(4) Rapport intérimaire sur les problèmes de la communication, dans la société moderne. UNESCO 1972.

Bien dormir sur un bon canapé

nous avons choisi cette semaine ce merveilleux canapé-lit « tapis-sier » au duvet, trouvant sa place dans tous les styles. Se fait en toutes dimensions.

Une boutique très spécialisée
en canapés, il s'est ouverte à
Saint-Germain-des-Près. Parmi
un grand nombre de modèles

LA GUERANDE

La Boutique du Canapé-lit
PARIS (7^e) - 90-33-32
12 bis, rue de Grenelle

L'instruction de l'administration publique, les transactions relatives au de-Bois, à Ramatuelle, ont été terminées. Après la dernière fois, la semaine dernière, l'homme de Tourneet, à qui il a donné un long récapitulatif du dossier, M. Renaud Van Ameringen, à Caen, s'apprête à passer le dossier à la chambre

[illegible]

leur réponse, quelle
apporter une
tive à une histoire
laquelle le pouvoir
refusé à voir une
lin. Avant ne
ministre à pour
arrestations, précis
Mais les "armes
int facile de les
Aujourd'hui, il
retomber compl
en demandant à
répondre à une
sur la responsabilité
sonnes dans une
riale.

Tant d'agitation, campagne politique, cause d'affaires, honnêtes croissant politiciens plus ou moins toute cette boue là : un procès en faux en écriture. L'inculpation initiale net repose sur un vieux dure dans l'acte du février 1974 de la société par la société anonyme contrôlée par M. la société Natul, Inc. Leinstein. Or, est la mort de Robert que, dans ses premières

M. Hector **contre six**

La 17^e chambre de Paris s'est prononcée le 20 mars, sur les propositions de la chambre des mises en accusation. Les conclusions de la chambre des mises en accusation ont été adoptées. Arsty, ancien diplomate, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir écrit des articles de presse publiés après son inculpation. Le fait du rapt de M. de Beveillé-Beaumont, directeur général de Fiat-France, est daté 24-25 (février).

Les juges constatant que les articles étaient « (...) d'un Sud-Américain, présumé pittoresque, mais aussi douteux, suspect et coupable, et cela en vertu de la présomption d'innocence accordée par la loi à tout accusé », M. Aristy avait bénéficié non-lieu le 17 septembre.

Sont donc condamnés :
- Pour l'Aurore, 4000 F d'amende : M. Puyalte, Jacques Bourget, lippe Bernert, auteurs d'un chèque de 1.800 F, chacun, solidement et

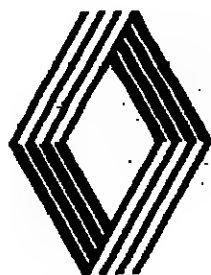
— Pour France-Sol
Winkler, directeur, &
d'amende : Mme Lestré
deley, MM. Jean-Baptiste
Renaud Vincent et Marie
auteurs d'articles

● **Un mandat d'arrêt**
abus de biens sociaux.

biens sociaux et
 faux à l'usage de
 Derafin. P.D.G. 135
 giste de forçage 135
 du secteur 133-134
 entreprises métallurgiques
 Loire s'est enfoncé
 communiqué que
 pour ne pas être
 pour une autre
 ans la C.G.P.
 trente démarches pour
 les pratiques des
 et L. et M. Claude
 tient 600 de cap
 Sambre et de
 entrées pris le com
 entreprises dans la
 à Brie-de-Gier. S
 Talandaire. S
 Rivers Denis
 Denaux Deux de
 toutes activités (S
 Denis) les deux an
 Sériat) ont été auto
 suivre provisoireme
 via... (Corrèze)

ENEZ GAGNER VOTRE LINGOT* D'OR.

***Demandez un bulletin de participation
chez votre concessionnaire.***



RENAULT

****Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac (TEG : 22,80 %).**

هكذا من الأصل

JUSTICE

ITALIE-GRECE-ITALIE

APRÈS CINQ ANS D'INSTRUCTION

Le dossier des terrains de Ramatuelle est transmis à la chambre d'accusation de Caen

L'instruction de l'affaire de « faux en écriture publique » ouverte à propos des transactions relatives au domaine du Val-de-Bois, à Ramatuelle (Var), est pratiquement terminée. Après avoir reçu une ultime fois la semaine dernière, l'un des inculpés, l'homme d'affaires Henri Tournet, à qui il a donné connaissance du long récapitulatif du dossier qu'il a établi, M. Renaud Van Ruymbeke, juge d'instruction à Caen, s'apprête à transmettre le dossier à la chambre d'accusation de

Caen qui devra se prononcer sur le renvoi éventuel de l'affaire devant une cour d'assises qui pourrait être celle de la Manche, siégeant à Coutances.

La clôture de l'instruction de l'affaire de Ramatuelle suit de quelques jours la remise au président de la République du rapport qu'il avait demandé au Conseil supérieur de la magistrature, à propos d'éventuelles « atteintes » qui auraient pu être portées à l'indépendance de M. Van

Ruymbeke, et qui concluait que le magistrat n'avait été l'objet d'aucune pression. Elle intervient également peu après les débats du procès intenté par le R.P.R. au journaliste de R.T.L. Philippe Alexandre, qui n'ont pas permis de mettre en évidence de façon formelle le rôle de certains membres de l'état-major du Rassemblement dans la mise en cause dans cette affaire de l'ancien ministre du travail Robert Boulin.

I. — Le petit bout de la lorgnette

par JAMES SARAZIN

Si le dossier de Ramatuelle est effectivement renvoyé devant une cour d'assises — un mois avant la clôture de l'instruction — un journal de Cherbourg croyait déjà savoir que le procès viendrait en juin prochain devant la cour de la Manche. — Les jurés n'auront guère à répondre qu'à une question : l'ancien notaire Gérard Gros et l'homme d'affaires Henri Tournet se sont-ils rendus coupables de faux en écriture publique à l'occasion d'une des transactions qui ont eu lieu au printemps de 1974, autour des terrains du Val-de-Bois ?

Leur réponse, quelle qu'elle soit, apportera une conclusion définitive à une histoire tragique dans laquelle le pouvoir s'est toujours refusé à voir une « affaire Boulin ». Avant de mourir, l'ancien ministre a pourtant porté des accusations précises et graves. Mais les larmes vite séchées, il fut facile de les réduire à néant. Aujourd'hui, il s'agit de faire retomber complètement le silence sur le dossier de Ramatuelle, en demandant à deux jurés de répondre à une simple question sur la responsabilité de deux personnes dans une procédure notariale.

Tant d'agitation, toute cette campagne politique, ces mises en cause d'affaires plus ou moins banales couvrant le chemin de politiciens plus ou moins impliqués, toute cette boue pour en arriver là : un procès en assises pour faux en écriture publique. L'inculpation initiale de M. Tournet repose sur un vice de procédure dans l'acte de vente, en février 1974, de terrains possédés par la société suisse Holteux (contrôlée par M. Tournet) à la société italienne du Lac de Tenststein. On est là bien loin de la mort de Robert Boulin. Il est vrai que, dans ses premiers mois, l'in-

struction menée à Caen par M. Renaud Van Ruymbeke a eu tendance à dépasser son cadre strict. L'examen du compte bancaire du ministre du travail et de la participation n'avait certainement que peu de rapport avec une fausse déclaration de servitude dans une transaction foncière entre une société de Genève et une autre de Vaduz.

Rétrospectivement, on ne peut s'empêcher de penser que la justice avait l'ambition d'aller plus loin. Et que la mort de Robert Boulin, à bout de souffle, ne pouvait pas être le dernier acte de sa vie. De rendre le geste inintelligible de l'ancien ministre encore plus inexplicable en montrant que l'instruction — menée sans faiblesse, sans indulgence et sans pressions, ainsi que l'ont établi successivement le procureur de la République de Paris et le Conseil supérieur de la magistrature — ne visait absolument pas à l'incriminer, mais simplement à confondre deux présumés « criminels en col blanc » — avec lesquels il avait tout au plus eu l'imprudence de se connaître.

Louches pratiques

L'affaire de Ramatuelle proprement dite ne sera donc traitée que par le petit bout de la lorgnette. Tout se passe comme si, non seulement on ne voulait pas lier la mort de l'ancien ministre aux « magouilles » dans lesquelles il s'est trouvé plongé, mais comme si on craignait en outre, en étalant publiquement tous les replis de l'affaire, de mettre à nu une fois de plus les louches et sales pratiques, depuis deux décennies, avec sinon l'aide du moins la caution

d'hommes politiques, permettant souvent la réalisation d'opérations fructueuses.

Pour l'homme d'affaires Henri Tournet, les terrains du Val-de-Bois, à Ramatuelle, qu'il acquiert dans les années 1964-1966, devant des « notaires de Coppi » et de Saint-Tropez, sont d'abord une très bonne affaire. Payés 1,12 F le mètre carré comme terre agricole, ces 35,5 hectares peuvent, si leur constructibilité est établie, voir leur valeur multipliée par vingt. Ce qui semble devoir être le cas puisqu'un accord préalable, valable six mois, lui est consenti le 30 août 1967 pour la construction de vingt-six villas.

Id commence-t-on de ces « magouilles » dont l'administration a le secret — que certains exploiteront plus tard contre Robert Boulin — et qui se résument en une question : le domaine du Val-de-Bois était-il, ou non, constructible ? En 1967, le principe en paraît acquis par la direction départementale de l'équipement. Pour l'administration, le projet de M. Tournet semble parfaitement compatible avec le règlement d'urbanisme et celui du groupement d'urbanisation des Maures, qui régit alors la construction dans le secteur. Par la suite, un plan d'occupation des sols (POS) est élaboré pour la commune, mais il ne sera jamais promulgué. En conséquence, le régime antérieur continue de s'appliquer.

truction de quelques maisons disséminées dans la nature, à l'image de celle de Robert Boulin, cette perspective est elle-même abandonnée par la suite, le ministre de l'environnement n'envisageant plus, en 1973, que la possibilité de construire deux maisons sur les 34 hectares et demi restants.

Evidemment ces ambiguïtés de l'administration, même si elles s'appuient sur une quelconque logique de circonstances, vont peser lourd, quelques années plus tard, dans les interprétations qui seront données. La brèche ouverte en faveur du seul Robert Boulin aura un double effet. Dans un premier temps, il devient tentant de penser, et de faire croire aux acquéreurs éventuels du Val-de-Bois, que ce qui avait été possible dans un cas pouvait l'être dans les autres — et d'agir sur Robert Boulin pour qu'il en soit ainsi. Ultime, ultérieurement, à l'heure de la suspicion et des rumeurs, malgré ses protestations quant au caractère non dérogatoire de son permis, Robert Boulin ne pourra empêcher certaines malveillances d'interpréter cette autorisation comme un passe-droit.

Prochain article :

LE POISSON ET LES REQUINS

« Site boisé »

Le 26 mai 1973, le directeur départemental de l'équipement du Var confirme à l'homme d'affaires Henri Tournet la possibilité de construire pour l'ensemble de son projet de vingt-six villas « peut recevoir un accueil favorable ». A quelques heures près, le 27 mai, même famille obtient un permis de construire, suite à une demande déposée le 26 septembre 1972 pour une maison présentée comme la première tranche des travaux envisagés depuis 1967. Sans réponse de l'administration avant le 27 février 1973, le permis deviendrait acquis automatiquement. Mais, le 28 février, une lettre recommandée par le directeur de Dragagegnan, refusant le permis pour cause de « respect du site boisé ».

Désormais, malgré la lettre favorable du mois de mai, l'administration ne voudra plus entendre parler du projet, et les interrogations de Robert Boulin, pressé par son ami Henri Tournet, se heurteront à autant de fins de non-recevoir. Avec, pourtant, une exception : le 28 octobre 1974, Robert Boulin obtient, sans dérogation, un permis pour construire, sur une parcelle du même site, sa maison après avoir favorisé de l'architecte des constructions, des directions départementales de l'équipement et de l'agriculture, et de la conférence permanente du permis de construire du Var. Mais les deux permis demandés par M. Tournet sur des parcelles mitoyennes sont refusés.

Toutes les tentatives pour relancer le projet du Val-de-Bois subissent désormais le même sort. L'administration s'expliquera en se réfugiant à nouveau derrière l'argument de la « protection des espaces boisés ». Il apparaît, d'ailleurs, que l'implantation des vingt-six maisons prévues (d'un cubage total de 10 990 mètres cubes) est trop dense et trop concentrée pour garantir la préservation du milieu naturel dans un site particulièrement sensible. D'où la rétractation préfectorale par rapport à 1967. Ce n'est d'ailleurs pas la dernière : alors que, en 1974, le préfet du Var envisage encore d'autoriser la cons-

M. Hector Aristy gagne son procès contre six journaux parisiens

La 17^e chambre correctionnelle de Paris s'est prononcée, jeudi 20 mars, sur l'incident d'information intenté par M. Hector Aristy, ancien ministre et ancien diplomate dominicain, pour des articles de presse publiés en 1977 après son incarcération dans l'affaire du rapt de M. Lucchito Bevilacqua, directeur général de Fiat-France (le Monde daté 24-25 février).

Les juges constatent que, ces articles étant « à bragues sur un Sud-Américain présenté comme un pictogramme, mais aussi comme coupable, et cela au mépris de la présomption d'innocence garantie par la loi », ils ont condamné M. Aristy à bénéficier d'un non-lieu le 17 septembre 1979.

Sont donc condamnés : — Pour l'Aurore : Mme Françoise Lasserre, alors directrice, à 4 000 F d'amende ; M. Jean-Pierre Puyal, Jacques Bourget et Philippe Bernier, auteurs d'articles, chacun à 1 500 F d'amende et chacun solidairement avec M. Lasserre à 8 000 F de dommages et intérêts ; — Pour France-Soir : M. Paul Winkler, directeur, à 4 000 F d'amende ; Mme Laurence Beaudou, M. Jean-Baptiste Erix, Renaud Vincent et Marcel Petit, auteurs d'articles, chacun à 1 500 F d'amende et chacun solidairement avec M. Winkler à 7 000 F de dommages et intérêts ; — Pour le Figaro : M. Jacques

Hersant, directeur, à 3 000 F d'amende ; M. Philippe du Tan, directeur, à 1 500 F d'amende ; M. Hersant, seul, à 4 000 F de dommages et intérêts, et solidairement avec M. du Tan, à 2 000 F de dommages et intérêts ; — Pour le Quotidien de Paris : M. Philippe Tesson, directeur, à 1 500 F d'amende ; M. Bernard Chapuis, auteur d'un article, à 1 000 F d'amende, tous deux solidairement à 4 000 F de dommages et intérêts ; — Pour l'Express : Mme Denise Servan-Schreiber, alors directrice, à 2 500 F d'amende ; M. Jean-Paul Aymer et Michel Grenillon, auteurs d'un article, chacun à 1 500 F d'amende, tous trois solidairement à 6 000 F de dommages et intérêts ; — Pour le Point : M. Olivier Chevillon, directeur, à 2 500 F d'amende ; M. Jean-Marie Fontant, auteur d'un article, à 1 500 F d'amende ; tous deux solidairement à 2 000 F de dommages et intérêts.

● Condamnation d'un ancien avocat parisien. — Ancien avocat, poursuivi pour escroquerie, abus de confiance et falsification de chèques, M. Jacques Pradeloux, cinquante-sept ans, accusé d'avoir détourné près de 3 millions de francs aux préjudices de ses clients (le Monde des 24 mai et 2 juin 1978), a été condamné, le mercredi 19 mars, par la troisième chambre correctionnelle à trente-six mois d'emprisonnement dont trente avec sursis (après six mois de détention provisoire), 10 000 francs d'amende et dix ans de privation des droits civiques.

M. Georges Fronteny, cinquante-neuf ans, son ancien secrétaire, a été condamné pour complicité à vingt-quatre mois d'emprisonnement dont dix-huit avec sursis, 10 000 francs d'amende et dix ans de privation des droits civiques. Par ailleurs, pour la première fois de son histoire, le procureur d'un membre de son barreau, le conseil de l'ordre des avocats à la cour de Paris obtient le franc de dommages-intérêts qu'il sollicitait.

● Le hold-up de la place Vendôme. — Le deuxième auteur du hold-up qui a eu lieu, le jeudi 13 mars, place Vendôme, contre une succursale de la B.N.F. (le Monde des 14 et 15 mars), et qui a été retrouvé dans une clinique parissienne, est Mouradine Barji.

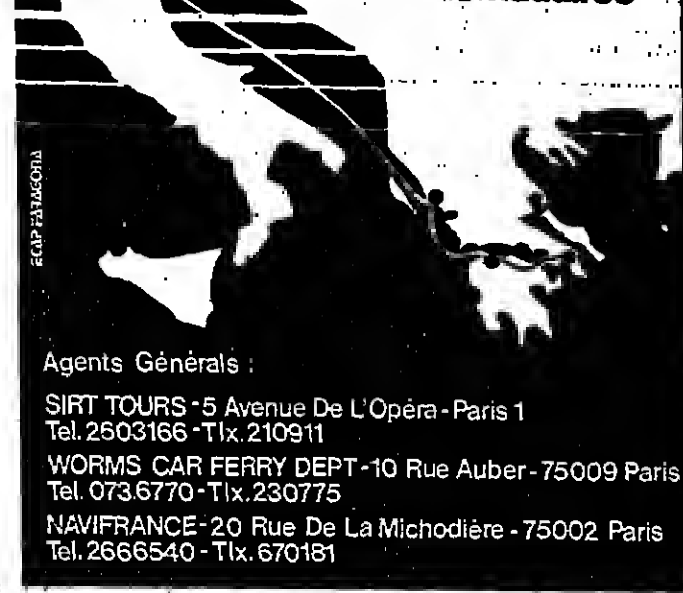
● Un mandat d'amener pour abus de biens sociaux et usage de faux a été lancé contre M. Claude Derrin, P.D.G. de la S.F.R. (Société de forage de Rive-de-Gier). La section C.G.T. de cette entreprise métallurgique de la Loire s'est étonnée dans un communiqué que « les pouvoirs publics aient attendu si longtemps pour entreprendre une action de justice alors que depuis cinq ans la C.G.T. a entrepris près de trente démarches pour dénoncer les pratiques du groupe Sambre et Loire ». M. Claude Derrin détient 65 % du capital de la S.F.R. Sambre et Loire, mais surtout il avait pris le contrôle de quatre entreprises dans la Loire : S.F.R. à Rive-de-Gier, Sefame à Tulaudière, Soria à Sorbiers, Eviers Denis à Chambon-Feugerolles. Deux de celles-ci ont cessé toute activité (Sefame et Eviers Denis), les deux autres (S.F.R. et Soria) ont été autorisées à poursuivre provisoirement leur activité. — (Corresp.)

GRECIA FERRIES

service car-ferry pour passagers avec ou sans voiture

ANCONE
IGOUMENTSA
PATRAS ou v.v.

4 départs
hebdomadaires



Agents Généralistes :
SIRT TOURS - 5 Avenue De L'Opéra - Paris 1
Tel. 2603166 - Tlx. 210911
WORMS CAR FERRY DEPT - 10 Rue Auber - 75009 Paris
Tel. 0736770 - Tlx. 230775
NAVIFRANCE - 20 Rue De La Michodière - 75002 Paris
Tel. 2665540 - Tlx. 670181

Cours d'anglais et séjours en Collèges anglais. ETE 80

DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chazy 92200 Neuilly Tel. 637-35-88

VHS

MAGNETOSCOPE CREE PAR JVC

médaille d'or
des procédés vidéo

LE STANDARD
LE PLUS RÉPANDU DANS LE MONDE
(2 200 000 APPAREILS VENDUS FIN 79)

LE VHS CRÉÉ PAR JVC

A ÉTÉ ADOPTÉ PAR LES PLUS GRANDES MARQUES EUROPÉENNES, JAPONAISES ET AMÉRICAINES.

JVC VIDEO FRANCE 64, RUE DES BINELLES 92310 SÈVRES

RÉSIDENCES-CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard 06000 NICE
Tél. (93) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

OLYMPIC

سكنا من السفر

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

LES NOUVEAUX CONQUISTADORES

V. — Le bon touriste reste à inventer

VIVENT les vacances et vive le tourisme ! « Sous l'arbre à palabres, les sages vous contournent quelques légendes en hochant gravement la tête. Ici, le sable a sept tentes différentes. Selon la légende, c'est là que le dieu Shiva épousa la déesse Parvati... Une pirogue vous attend... La plage est toujours là, tentée, ensablée, avec ses jeunes filles en pain d'épice... »

Familitez les catalogues du soleil. Admirez les affiches de ces tropiques authentiques (1). Partez visiter, dompter, manger, boire, aimer dans ces pays que l'on dit en voie de développement et qui offrent pour pas cher leurs temples, leurs épices et leur différence.

Messonges de la publicité ! Mensonges qui ne mentent pas tant par ce qu'ils promettent, mais par ce qu'ils taisent. Évoquons une image du film du Tunisien Ridha Behi, le *Soleil des hyènes* : une touriste allemande pose pour le photographe en train de faire l'aumône à un vieillard adossé à un poutrelle (le Monde du 23 septembre 1978). On la rencontre des riches Européens en villégiature et des autochtones démunis est insupportable. On la touriste polie, et pas seulement au plan moral. Son intrusion dans le monde du sous-développement équivaut à un cataclysme culturel, social, économique et politique que les gouvernements et les experts internationaux ont longtemps méconnu.

Les aéroports internationaux se sont bécotés avec l'idée que le tourisme était le meilleur moyen de rapprochement entre les peuples. Un ton en dessous, les conseillers n'hésitent pas à écrire, à l'instar de M. David Davis, longtemps responsable du secteur touristique à la Banque mondiale, que « le tourisme représente, pour les pays en voie de développement, le véritable moteur du développement, de la

Tourisme et sous-développement. Deux termes très souvent accolés parce que, dans les pays du soleil, misère et exotisme coexistent. Deux notions qui furent pourtant. Nous l'avons constaté à travers quatre reportages consacrés aux rapports complexes de l'industrie des vacances et du sous-développement (« le Monde » des loisirs » daté 23 février, 1^{er}, 3 et 15 mars).

Les « dégâts » économiques et culturels semblent assez limités dans les Caraïbes, mais inquiétants dans l'île de Sri-Lanka. Les

même Japon que le fut l'Indonésie lourde pour l'Europe » (2).

Les planificateurs n'avaient d'yeux que pour l'exemple espagnol. De 1967 à 1973, la manne touristique n'avait-elle pas financé, pour 97 % en moyenne, le déficit annuel de la balance commerciale espagnole (le Monde du 25 juin 1977) ? Pourquoi le Kenya, le Mexique, la Tunisie et l'Indonésie n'auraient-ils pas tenté de suivre une voie aussi prometteuse, afin d'obtenir les devises indispensables pour équiper leur industrie et se doter d'infrastructures de communications ?

Les hôtels internationaux, les aéroports, les restaurants et les

retombées économiques des hôtels et des villages de vacances n'atteignent pas au Mexique les records affichés officiellement. Les efforts pour promouvoir au Sénégal un tourisme « doux », pour séduire qu'ils apparaissent, restent encore marginaux.

Nous terminons aujourd'hui cette série d'articles par une approche des antidotes aux maux du tourisme. Mi-figue, mi-raïsin, les experts essaient de dépasser la dénonciation des maux de l'exotisme. Le tourisme reste une pollution, mais...

par ALAIN FAUJAS

circuits allaient créer des emplois. L'agriculture nationale versait ses productions valorisées. L'industrialisation trouvait enfin des débouchés d'importance. Les dollars, les marks, les yens et les francs dépensés par les hôtes de passage se multipliaient dans les revenus des villageois. Le décollage économique s'ensuivrait inévitablement.

Les recettes du Kenya

« Veau, vache, cochon, souve... » Comme Perrette, les gouvernements oublièrent les

contraintes économiques. Ils allèrent des chiffres triomphants d'arrivées d'étrangers et des recettes touristiques en hausse constante, confondant allègrement ces données avec le bénéfice réel du secteur touristique. Un peu comme un chef d'entreprise qui ferait passer ses recettes de l'année pour son cash-flow !

A la rigueur, on peut admettre que les 100 000 francs abandonnés à Port-au-Prince (Haïti) par

(1) Les Tiers-monde vu par les touristes : une image géographique mystifiante, Georges Casca, Centre des hautes études touristiques, Aix-en-Provence, 1978.
(2) Finances et développement, volume 5, n° 4, décembre 1968.

chaque paquebot américain représentait un gain vraiment net. En revanche, l'installation de villages de vacances nécessitait la construction de routes. L'atterrissage des avions gros porteurs oblige à prolonger les pistes. Les habitudes de consommation des touristes provoquent des importations qui vont de l'appareillage sanitaire au whisky en passant par l'eau minérale et les cartes postales. Il est rare, en effet, que le vacancier se contente des bières « indigènes » brassées à Katmandou (Népal) ou à Lomé (Togo). Il faut aussi augmenter les effectifs des douanes, de la police... Le tourisme coûte, et cher.

Ajoutons que les organisateurs de voyages, les chaînes hôtelières et les compagnies aériennes prélèvent leur part sur les séjours à forfait, laissant au pays de destination peu de choses. M. Jacques Eugénie, expert en questions d'environnement et de développement, a estimé que le Kenya peut réinvestir heureusement 75 % de ce que le touriste dépense chez lui au moment où la Gambie n'en conserve que 15 %.

(Lire la suite page 21.)

UN WEEK-END A NEW-YORK

GREENWICH-LES-SOUKS

« NEW-YORK est le paradis du shopping », affirme le Petit Guide pratique des U.S.A. Cela correspond à se savoir et il suffit de dire à ses amis qu'on va faire un tour du côté de Manhattan pour que, immédiatement, on vous demande de rapporter une règle à dessin, de la mousseline à raser, une raquette de tennis, un chapeau-challenger (pour jouer aux échecs), une potion miracle qui permet de garder bon pied bon œil après une nuit blanche, une mini-calculatrice, des diques, et, bien entendu, des jeans, des tee-shirts, des patins à roulettes.

Nous étions donc parés pour Roissy, portant allègrement deux valises vides. Après avoir consulté le chapitre « renseignements généraux » du guide qui accompagnait le billet d'avion, nous connaissions les formalités nécessaires pour entrer aux États-Unis, nous étions avertis que les produits alimentaires (même les sandwichs) étaient refoulés à la douane, nous savions tout du volage des appareils électroniques, des jours fériés, du décalage horaire, des heures d'ouverture de la poste, du prix de la bielle-chasserie et des pourboires.

« En arrivant dans le hall d'entrée, vous serez accueilli par notre représentant », affirme le guide en omettant de signaler que le transport jusqu'à l'hôtel n'est assuré que durant certains week-ends d'avril à octobre. Le reste du temps, il faut (et c'est

facile) trouver un taxi, qui, moyennant 35 \$ environ, vous amène au centre-ville. Il est 20 heures.

New-York, comme toutes les villes, se découvre à pied, d'autant que son plan est d'une grande simplicité : les rues, parallèles, perpendiculaires et numérotées par ordre, séparent la cité en « blocs ». Pour aller de Times-Square (au niveau de la 42^e Rue), à Greenwich Village, il n'y a qu'à descendre une vingtaine de « blocs » sur Broadway jusqu'à la 14^e Rue. Les adeptes de l'humanité apprennent que la plupart des vols sont à sens unique, qu'il suffit de s'engager dans la bonne direction et de grupper dans un car bien, moyennant 2 \$ (1 \$ le dimanche), pour arriver à destination.

Un plan de la ville dans une

main, le guide pratique dans l'autre, équipé de bonnes chaussures, on peut donc partir suivre le conseil donné au chapitre « New York shopping ».

La dernière des choses à faire est sans doute de se rendre systématiquement à toutes les adresses indiquées, « Unique Clothing Warehouse » (Greenwich Village) est sans doute le paradis des surpluses, on y trouve des pantalons à 60 \$, des tee-shirts à 10 \$, des vestes à 75 \$, d'énormes anoraks à capuchon fourrés à 250 \$, « Romano » (à l'angle de la 42^e Rue et de la 12^e Avenue), celui des valises, radios, livres de maison ; « Herman's », celui des articles de sport. Mais, en errant seul dans la ville, on peut profiter d'occasions « non répertoriées » (une valise rigide de taille moyenne pour 100 \$) et constituer son propre carnet d'adresses.

100 francs pour les chaussures à claquettes

On apprend ainsi que, tout au long de la 14^e Rue, on trouve dans des magasins bon marché des draps à 25 \$, des couvre-lits à 30 \$, deux paires de chaussures ou trois tee-shirts d'enfants pour 4,50 \$, qu'un peu partout, notamment sur la 5^e Avenue et aux alentours de Broadway, des boutiques vendent des radios, appareils photo, lunettes de soleil, montres... qu'on peut même y marchander et faire baisser le prix d'un harmonica de 10 dollars

ou acheter un appareil photo moins cher que la somme indiquée sur l'étiquette. Mais il y a également Jon Vie (492, avenue of the Americas) et ses merveilleuses pâtisseries, Balducci et ses fromages du monde entier, Caputo Old Douglass Street), fournisseur des gens de théâtre depuis 1887, où on trouve des chaussures à claquettes faites à la main à partir de 100 \$.

Mais lorsqu'on a suivi tous les (bons) conseils du guide : adresses indiquées, petites déjeunées copieuses dans les Coffee Shops, et non dans les chambres d'hôtel, brunch le dimanche matin, déjeuner dans les « délectables », dîner chez « Callagheers » ou au « Palm » ; qu'on a hîné dans sa chambre d'hôtel tous ses achats de la journée, une conclusion s'impose : on ne va pas à New-York faire du shopping. Après avoir investi 2 000 \$ dans un week-end, on n'est pas à 200 \$ près pour s'acheter un appareil

photo, une valise ou pour acquiescer une paire de draps qu'on peut trouver en France.

Non. On va à New-York parce qu'on est subjugué par cette énorme cité où coexistent des tours gigantesques, des maisons roses et de vieux immeubles décorés d'échelles métalliques ; parce qu'on y rencontre la population la plus hétéroclite qui soit, parce que les enfants jouent dans la rue en plein centre-ville, parce qu'il y a soixante musées, des dizaines de théâtres et de cinémas, un quartier chinois, un italien, des restaurants de tous pays, parce qu'on peut y écouter du reggae, du jazz, de la guitare, parce qu'on y rencontre au coin d'une rue un vieux danseur de claquettes qui fait son numéro, une violoniste qui joue du Mozart et l'Armée du Salut qui s'égosille au son d'une trompette.

New-York respire à pleins poumons jour et nuit et ferme rarement l'œil. Mais ses noctambules, contrairement à ceux qu'on rencontre dans nos capitales pensantes et sophistiquées, ne sont ni mores ni tristes. Chaque soir, en sortant du théâtre, d'une comédie musicale, du cinéma, ou du muséo-hall, on a honte d'aller dormir et on va errer dans Broadway qui clignote ou à Greenwich Village qui grouille. On regarde les gamins qui, dans un bruit de bombardement, malmènent diverses machines, juke-boxes et flippons. On jure des nez dans un orange juice (qui n'est pas un jus d'orange).

Dimanche, un tour de Central Park s'impose. New York tout entier se déverse dans son poumon vert. Des enfants envahissent la patinoire, un couple passe en tandem, des joggers parcourent les allées, des couples attendent leurs enfants, des patineurs valsent dans les rues, un casque sonorisé visé sur la tête, au rythme d'une musique qu'ils sont seuls à entendre. Une famille sur roulettes passe, traînant le dernier-né sur sa poussette. La 5^e Avenue est également jalonnée des plus beaux musées de New-York : le Metropolitan Museum dont les marches sont occupées par des adolescents et où on paye ce qu'on veut, le Frick Museum, et le musée Guggenheim qui mérite le détour pour son architecture étrange, quelques Cézanne (« Tout le monde n'est pas Cézanne », écrit Arago, des Picasso du début à 1950).

Dimanche, 21 h. On quitte Kennedy Airport, les marbrures lumineuses de la cité s'éloignent dans la nuit. C'est la « ville en liberté » qu'on laisse derrière soi.

* Jet'Am, 200, collins de Balzac, 92213 St-Cloud, T. 892-70-42. MARIE-CHRISTINE ROBERT.

jsf
De grandes vacances à petits prix

Vois spéciaux A.R.

NEW YORK	1.800 F
MONTREAL	2.200 F
LOS ANGELES	2.750 F
MEXICO	3.360 F
LIMA	3.350 F
BOGOTA	3.950 F

*Départ Bruxelles
Prix sous certaines conditions.

Circuits et séjours

CANADA Trans-Canada en train 23 j	6.950 F
U.S.A. Zabriskie Point (California) 10 j	5.990 F
Papoose Point (California) 24 j	6.650 F
Transamerica Point 22 j	6.900 F
MEXIQUE L'Algo et le Serpent 15 j	7.400 F
PEROU Fortet viage et Cordillera des Andes 15 j	6.480 F

Prix garantis pour toute inscription officielle avant le 31 mars 1980.

Nombreux autres séjours possibles
sur demande. Voir catalogue J.S.F.

Jeunes sans frontières

5, rue de la Banque 75002 PARIS
(Métro Boulevards) Tél. 261.33.21.
5, rue M. de la Fayette 75005 PARIS
(Métro Odéon) Tél. 325.58.35.
18, rue de la Harpe 75001 PARIS
(Métro Châtelet) Tél. 45.36.36.

Revue de la vie volcanique, dans archipel des Açores, recherche vacanciers aimant plaisirs simples pour chasser le Gaspé et oublier pollution.

R.V. agence de voyages favorite pour rencontrer catalogue Jumbo.

Ou envoyer 3 timbres 1,30 F : Jumbo, B.P. 132-07 75326 Paris Cedex 07.

Sur place, pour vous aider à improviser votre voyage, passez au relais Jumbo. Il y en a 39 dans le monde.

Jumbo
voyagez hors des hordes

Tables 80

LES TROIS COUPS DES TROIS GUIDES

Il faut souligner combien la préparation d'un guide est délicate tant est changeante la géographie gourmande. Plus que jamais peut-être. Aussi n'est-il pas rare qu'il se partitionne même tel ou tel secteur d'un guide soit déjà dépassé. La difficulté de mise à jour a conduit le Michelin, par expérience, à sortir au printemps. Et si l'on comprend, bien sûr, que chaque guide veuille être le « premier », cette course peut nuire à la précision.

La Gaull-Milieu, donc, attend, battra ses ancêtres, et de loin. C'est à son inconvénient, comme, par exemple, du laisser dans l'ère le restaurant de Paris, qui se trouve désormais à Châteaubleau. Ou de donner encore Edgard Sade au Jardin d'Edgard, alors qu'il a ouvert un nouveau restaurant depuis déjà quelques mois.

Mais, répétons-le, il est fort difficile de faire un guide et de paraître à jour. Et tous se peuvent tromper !

Le cuisinier de l'année

Donc, le Gaull-Milieu 1980, égal à lui-même, je veux dire subit en diable et d'humeur, apporte néanmoins du neuf : ne se contentant plus de 3 toques (comme le Michelin de ses 3 étoiles, il en abaisse à 4 à huit restaurants. Curieusement, ce sont huit « 4 toques rouges » et un « panaché » : 3 toques blanches, 1 rouge = à Paul Bocuse. Je ne sais si cela fera plaisir à l'inspecteur de L'Économiste, mais, personnellement, je prends cela comme un hommage à sa cuisine, à la « cuisine ».

Autre innovation : la désignation d'un cuisinier de l'année. C'est donc Alain Chapel et, également, cela me réjouit, il est des plus grands, les « Honneurs Krug », l'autre année, l'ont marqué avant nos deux compères. Et, en passant, précisons que, malgré les informations des pages pressées, il est faux, totalement faux, que Chapel s'installe au non-point des Champs-Élysées (ce qui d'empêche point que l'on verra sans doute à Paris une roûsserie Alain Chapel un jour !).

LA REYNIERE.
(Lire la suite page 25.)

la Tunisie
Parlez-en avec ceux qui la connaissent bien

24 hôtels et formules de séjour

Nous vous proposons des formules de vacances de printemps et d'été étudiées et préparées par des gens du pays.

Assurances, en pension complète (prix TTC, valables en juin, transferts et assurances inclus)

- à JERBA, 1780 F
- à FENIAN KAYAM, 1780 F
- à MONASTIR, 1940 F
- à SIDI MANSSOUR, 1940 F
- à ZARIS, 2210 F

Tunisie
COEUR DE LA MÉDITERRANÉE
MÉTÉOROLOGIE DU COEUR

Documentation gratuite sur demande

TUNISIE CONTACT

30, rue de Rivoli, 75001 Paris
☎ 296.02.25 et 296.14.23

Belgique
Les plaisirs de la table

TOURISME
HOTELS RECOMMANDÉS

Campagne

07520 LA LOUVESSE

HOTEL BEAU SITE - N.N. Site

except. 1.050 m. Qualité, Pension:

Prix modér. Déjeuner 7 F. (70) 35-47-42

19230 (Corbais) ST-PARDOUX

LA CROISILLE

HOTEL BRASSEUR - Pêche chaudière

Blanc - Tennis privé.

Côte d'Azur

06500 MENTON

HOTEL MODERNE - N.N.

Prix mod. Sans pension. Tél. 35-71-47

HOTEL ORLY - N.N. Face mer. Ouv.

en 1971. Restaurant. Bal. Caravan.

Mer

ILES ANGO-NORMANDES

ILE DE JERSEY

Le printemps est la période idéale

pour profiter pleinement de cette

petite île, véritable perle d'Europe

(20 km sur 10 km, 75.000 habitants).

Entouré à 20 km seulement des côtes

de Normandie, ce petit État indépen-

dant, rattaché à la Couronne d'An-

gletère, a ses lois propres, son gou-

vernement, sa monnaie, ses émissions

de timbres... et ses traditions tou-

jours en vigueur.

Les adorables petits ports de pêche

succèdent aux immenses plages de

sable fin. La campagne est ravissante

et fleurie. En outre la capitale Saint-

Helier, un Londres en miniature, le

shopping est roi.

Les distractions sont innombrables.

Les suberges, les pubs sont pittores-

ques et les petites pensions sympati-

ques rivalisent avec les palais de

très grande classe.

Par bateau, par hydroptère:

Saint-Martin, Granville, Portbail, Car-

terot.

Par avion: Paris-Orly Sud, grandes

villes de l'Ouest.

Un week-end, une semaine à Jer-

sey, c'est de la détente et de la beauté.

C'est le dépaysement, la détente et

une qualité de vie particulière.

Pour documentation, des couleurs,

Office National de Tourisme,

Département F 15,

JERSEY (Des Anglo-Normandes).

Suisse

CH 3565 CRANS-LES-BAINS

HOTEL ELITE - N.N. Chambres pleines

sud, tout confort, très calme. Belle

situation. Prix en mars: demi-pen-

sion 125 F. Pén. complète 135 F.

Cuisine soignée. Tél. 191/21-43-01.

Belgique

Les sports de plage

ILE DE PAQUES
POLYNÉSIE
NOUVELLE-ZÉLANDE

Deux départs:

- Du 2 août au 29 août 1983:

Prix: 14.820 F

- Du 27 septembre au 25 octobre

Prix: 16.280 F

LE TOUR DU MONDE

Escapes de deux à huit jours à
RIO-DE-JANEIRO - SANTIAGO
ILE DE PAQUES - TARTU
MOOREA - TUAMOTU - ILES
SOUS LE VENT - NOUVELLE-
ZÉLANDE - SINGAPOUR

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise, 75002 Paris

Tél.: 261-82-70

Lun. 661

APPREZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE

Cours d'allemand pour étrangers

du 7 juillet au 20 septembre 1980

pour débutants et avancés

2 sessions:

LABORATOIRE DE LANGUES

EXCURSIONS, SOIRES

Droits de scolarité d'inscription

pour 2 semaines: 5.000 F, 1.900

(env. 635 FF, change déc. 1979)

Prix forfaitaire: (inscription,

cours, chambre) pour 4 semaines

5.000 F, 1.700 FF change

décembre 1979.

Programme détaillé:

WIEN INTERNATIONALE

Hochschule

A 1010 Wien Universität.

Belgique

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

Les fêtes folkloriques

IL A NEIGÉ SUR LE DJURDJURA

Schuss sur les pentes algériennes

« VOUS allez skier dans les Aurès? », m'avait lancé, goguenard, le douanier à Marseille. Evidemment, s'embarquer pour l'Algérie avec sa paire de planches... En bien! on s'en va en Algérie! Encore faut-il vraiment le vouloir. Statistiquement, peu de chances de rencontrer un skieur. L'office du tourisme vous oriente vers Chréa (1), tout juste bonne pour la luge, tandis qu'Alger — sans vérifier — affiche complet pour ses deux hôtels d'altitude. Joins par téléphone, l'un et l'autre acceptent les réservations pour le week-end suivant et signalent 80 centimètres de neige sur le Djurdjura (Kabylie). « Le téléski marche-t-il enfin? », demande-t-on à Talaguel. « Non, toujours pas. » (A la mi-78, il semblait fin prêt.)

En ce jeudi de fin janvier, un temps splendide sur Alger, idéal pour un premier bain de mer. Mais les cimes du Djurdjura, visibles de la capitale, perdront bientôt leur neige. Sus à Tikjda, (2) et aux remontées

mécaniques promises. Qu'elles sont jolies sous le soleil, les départementales de Kabylie! Déjà, des arbres en fleur. De-ci, de-là, près d'un pressoir, des monticules d'olives luisantes. Des groupes de femmes aux robes multicolores, la tête haute, sans voile. Sur la route de Bouira à Tikjda, le chasse-neige a pu remplir récemment son office. Mais, en février 1979, après une chute de 6 mètres de neige, la station est restée huit jours isolée... et tout le personnel de l'ambassade du Canada bloqué. « C'est un bon souvenir », confie maintenant l'une des « violentes ». La route grimpait en douceur. Un premier téléski et un premier chalet, celui de la D.N.C. (entreprise du bâtiment). C'est elle qui, à Tikjda, gère les remontées mécaniques, organise des stages et loue le matériel depuis que la réforme du sport en Algérie a donné aux unités économiques la tutelle du football et autres activités sportives. Les équipements ne manquent pas. Une centaine de paires de

skis et de chaussures, toutes récentes. Pas un seul équipement de ski de fond. Dommage. Plus loin, dans la station, le vieux grand chalet des chemises — confort sommaire, ambiance sportive — et l'hôtel Djurdjura (3) — bon standing, accueil aimable — avec ses cent vingt-sept lits. A deux pas, un autre téléski. Il n'a pas fonctionné depuis un mois, mais on affirme fructueux les essais de l'après-midi. Vendredi, 8 h. 30: il marche. Peu de clients malgré un soleil à faire pâlir (ou bronzer) les adeptes du ski d'été. Là-haut d'ailleurs, un skieur évolue en maillet de bois. Détail piquant dans un pays où la pudeur est, plus qu'une vertu, une obligation. Mais si les femmes de Kabylie ne sient pas, leurs fils, eux, commencent.

Petits bolides bien assurés, quelques gamins des environs dévalent les pentes à l'envers. On les imite (mentalement). A l'arrivée des deux téléskis (1.800 mètres), une soixantaine de sportifs à peine se partagent les deux pistes et les deux « tire-

fesses ». Des jeunes Algériens, des habitués, pour l'essentiel. On entend aussi parler français, allemand, italien. Sur l'une des pistes, assez raide, les nus goudailent. Pour les autres, dans la « profonde », la pénurie conversion remplace stem et christiania. Sur la seconde piste, plus longue et sinueuse, les pierres saillantes, les arbres omniprésents intimident. Les débutants s'accrochent à une chaise rassurante, tandis que les audacieux descendent jusqu'à la route par un chemin non balisé à travers la forêt.

Pitons rocheux, cédres et pins aux branches poudrées de neige, traces aux formes torturées: le paysage ne manque pas de beauté. Les bouquins et oiseaux récemment lâchés auront-ils le temps d'apprécier? « Parc national du Djurdjura, interdiction de chasser, capturer ou vendre les oiseaux », indiquent les panneaux du ministère de l'environnement. Mais doit-on pour autant empêcher les battues de sanglier? Leur chair ravirait quelques palais et rendrait plus varié le menu du « Djurdjura ».

L'hôtel a coûté une petite fortune (on parle de 40 millions de dinars) mais, faute de promotion, il risque de n'être jamais rentabilisé. Les extensions en cours — studios et appartements — pourraient permettre d'élargir la clientèle. A en juger par la congestion automobile du vendredi, de nombreux citadins apprécient l'endroit et viennent y pique-niquer. En été, Tikjda offre une large variété de randonnées pédestres jusqu'à Talaguel (4), le lac d'altitude Goulmine, le glacier souterrain de Takouza Guerissane ou, pour les alpinistes, le massif de l'Ahouber. Escalades sans chaîne, lalla Khedidja — qui a donné son nom au pic le plus élevé (2.306 mètres) — veille sur vous, si l'on en croit les vieilles légendes kabyles.

MARTINE ROSSARD.

(1) Chréa, 1.500 mètres, à 70 kilomètres au sud d'Alger, dans l'Atlas bibien.

(2) Tikjda, 1.475 mètres, 155 kilomètres à l'est d'Alger, en grande Kabylie.

(3) Hôtel Djurdjura: pour une personne, 80 dinars la nuit et 30 dinars par repas; location du matériel: 55 dinars par jour.

(4) Talaguel (fontaine de l'eau sauvage), 1.500 mètres, 147 kilomètres à l'est d'Alger, en grande Kabylie.

TÉLÉSKIS ET FAUX-MONNAYEURS

L A resquille aux remontées mécaniques algériennes, elle envoie de beaux jours devant elle? Peut-être. A moins que les constructeurs de téléskis et de télésièges ne mettent au point un système de contrôle totalement efficace. Une récente affaire a mis en évidence des responsables de la station des Rousses (Jura). Une secrétaire du syndicat d'initiative vendait depuis cinq ans des cartes hebdomadaires d'une valeur de 215 F, valables sur les installations de la région départementale du Jura, du chemin de fer de Nyons-Saint-Cergue et de la commune des Rousses, soit une quarantaine de remontées mécaniques. Mlle Marie-Claude Berthet avait fait imprimer à Rolle (Suisse) de fausses cartes qu'elle écoulait sans difficulté, son bureau étant l'un des principaux points de vente des forfaits valables sur la station des Rousses. Selon les gendarmes, la vente de ces fausses cartes aurait rapporté à la secrétaire indolente près de 300 000 F. Elle aurait détourné seule cet argent, la fraude s'étant révélée facile et efficace. Une affaire presque similaire

avait été découverte l'hiver dernier à Pra-Loup (Alpes-de-Haute-Provence). Depuis 1973, un réseau familial de faussaires imprimait des cartes trimes-trielles d'abonnement aux remontées mécaniques, destinées à leur usage personnel et à celui de parents et amis. Deux cadres, domiciliés à Aix-en-Provence et à Avignon, étaient à l'origine de ce trafic. La découverte sur la neige d'une fausse carte, d'une valeur de 300 F, portant la photographie du bénéficiaire et un numéro de délivrance inexact, avait permis de retrouver les « faussaires de la neige ». Les exploitants de remontées mécaniques et le Syndicat national des téléphériques et téléskis tentent, depuis plusieurs années, d'endiguer la fraude, notamment en rendant certains forfaits « inviolables » grâce à une mince pellicule de plastique, ou en accrochant des cartes autocollantes à l'aurore des skieurs. Le système des tickets individuels a été supprimé dans certaines stations et remplacé par des titres à points. « Les confetti, où la différence des tickets, ne peuvent pas se recon-

dre », explique M. Jean-Charles Simland, secrétaire général du Syndicat national des téléphériques. Il reconnaît que si la fraude a beaucoup diminué ces dernières années, où elle avait été estimée à plus de 30 %, elle concerne encore 5 à 10 % des skieurs. Seule l'adoption d'un système de contrôle automatique des forfaits, qui déclenche l'accès à la remontée mécanique lorsque le titre de transport est « positif », permettrait de supprimer totalement les « erreurs humaines ». Ces nouveaux systèmes, qui sont expérimentés cette saison dans plusieurs stations, notamment à La Plagne (Savoie) et aux Gets (Haute-Savoie), présentent un double avantage pour les exploitants de remontées mécaniques: ils suppriment la fraude mais, surtout, diminuent le nombre des employés attachés à une remontée mécanique. Principaux employeurs des stations de ski, les sociétés de remontées mécaniques risquent de ne plus embaucher, des machines assurant désormais la mission de contrôle et d'assistance assignée autrefois aux perchmen.

CLAUDE FRANCLION.

L'ANGLETERRE
AVEC VOTRE VOITURE

GRATUIT PAYANT

Avec Hoverloyd, seule la voiture paie, pas les passagers (jusqu'à 5). Alors si vous voyagez à 3, 4 ou 5, cela devient super économique. Hoverloyd assure la traversée Calais-Ramsgate en 40 minutes sur coussin d'air, jusqu'à 27 fois par jour en saison.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hoverloyd Paris.

HOVERLOYD
278-75-05
24 rue de Valenciennes
75001 Paris

N'EN REVEZ PLUS... PARTEZ!

Et U.S.A., Egypte, Israël, Grèce, Indonésie, Kenya, Inde-Népal, Ceylan-Thaïlande, Norvège, etc.

Prix comprenant: voyage par avion, séjour à l'hôtel ou en centre de vacances, ou circuit découverte et visite le cas des repas. Prix au 20-2-80.

Voie à tarifs réduits ou charters

Brochure détaillée - Vacances 80 - chez votre agence voyages ou à

payscope international

6, rue de la Paix, 75002 Paris - 261-50-02

nom _____

adresse _____

ville _____ code postal _____

des prix pour aller plus loin plus longtemps

Norvège: on ne vous a pas tout dit.

Les fjords profonds, les montagnes majestueuses, les rivières bondissantes, les 50 000 lacs. Les enfants blonds, les rudes pêcheurs. L'essence pas chère, le Cap Nord et le soleil de minuit. Tout est vrai. Mais ce que l'on ne vous a peut-être pas dit, c'est que le soleil de midi n'est pas mal non plus, quand il se met à taper...

Ce que l'on ne vous a peut-être pas dit, c'est que ce « bout du monde » est très accessible quand on le prend par le bon bout.

Ce que l'on ne vous a peut-être pas dit, c'est qu'ici les gens sont aimables, qu'ils adorent s'amuser et qu'ils savent encore sourire, même aux touristes.

Demandez la brochure « La Norvège merveilleuse » qui vous dit tout sur les moyens d'accès et les formules de voyage ou de séjour, sauvages ou civilisées, que la Norvège offre à ses amis étrangers.

Semaine mondiale du tourisme - stand 11121

Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure

M _____

Adresse _____

Office National du Tourisme Norvégien
10, rue Aubert - 75009 Paris - Tél. 742-24-12

Belgique

Toutes les joies de la plage pour tous les âges et à tous les prix

Profitez d'un week-end pour décider de vos vacances

Demandez nos documentations Flandre et Littoral

Office National Belge de Tourisme (service Mo)

21, bd des Capucines, 75002 Paris. Tél. 742.41.18

Des vacances dans LE TRENTINO

c'est aussi... la santé.

Grand air absolument pur.

Ambiance idéale en toute saison pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie en ville.

Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme.

Accueil et équipements spécialisés.

PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO
Assessorato al Turismo
C.so M. Novembre, 132-1
38100 Trento - tel. 980000

OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (EN.I.T.)
21, rue de la Paix - 75002 Paris
tel. 266-66-66
ou chez votre agence de voyage.

5 NAVIRES
au départ du Pirée

Pour vos croisières aux ILES GRECQUES, TURQUIE, EGYPTE ET ISRAEL.

3, 4 ou 7 jours

Plusieurs départs par semaine

Au départ de la France, vous transportez à Athènes par ses vols spéciaux.

Départements et réservations à votre agence de voyages ou à Hellenic Cruises

Veuillez me faire parvenir la brochure:

☐ K Lines

☐ Hellenic Cruises

NOM _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Agence Générale
NAVIGATIONS
21, rue de la Michodière 75002 Paris
tel. 269.85.40

هكذا من الأصل

Le bon touriste reste à inventer

(Suite de la page 19.)

Les dégâts sociaux dus au tourisme sont innombrables. M. Gérard Francillon, dans son étude « Ball, tourisme, culture, environnement », motive comment on transforme de bons paysans en de mauvais guides et comment les jeunes Ballinais perdent le respect de leurs aïeux et des traditions en apprenant à gagner facilement de l'argent.

(3) Les tapis de Kairouan (Tunisie) sont fabriqués en fonction des goûts des touristes. La prostitution enfantine prend de l'ampleur à Mombasa (Kenya), à Port-au-Prince (Haïti) et à Bangkok (Thaïlande). L'accueil chaleureux réservé aux premiers touristes se mue en servilité ou en agressivité. Les danses rituelles se chargent en danses du ventre. Frans Fanon peut parler, à bon droit, de pays devenus « le bordel des pays civilisés ».

Enfin, les coopératives se désespèrent du contre-tourisme que représentent les troupes de touristes. En effet, certains Africains croient qu'être en vacances est un métier. Au moment où la lutte contre le sous-développement exigeait la mobilisation de toutes les énergies, l'idéal à suivre risque de devenir le tourisme caché derrière ses lunettes noires et son 24 x 36.

Certaines critiques venues des milieux de gauche représentaient ces analyses pessimistes pour condamner sans appel tout ou partie du phénomène touristique. Le bilan n'est pourtant pas aussi simple qu'il y paraît. Les 65 milliards de dollars dépensés en 1978 par les vacanciers à travers le monde ont profité, à l'évidence, à un grand nombre d'individus et de sociétés. Toutefois, empêcher les entreprises multinationales hôtelières d'investir dans un pays se révèle un mauvais calcul, car, dans ce cas, elles n'assument aucun risque. Le Club Méditerranée n'a, semble-t-il, financé à Cancun (Mexique) que le matériel de cuisine de son village. Pas de mise, pas de risque, et la possibilité de faire chanter le pays en voie de développement endetté pour accueillir les touristes. Le tour opérateur allemand Neckermann a réduit, en 1973, le nombre de ses clients en Tunisie de cinquante mille à douze mille, pour contraindre ce pays à accepter ses exigences en matière de prix.

Un autre mythe s'est dévalisé :

(3) Ball, tourisme, culture, environnement, Gérard Francillon, Universitaires d'Alger, UNESCO, 1979.



(Dessin de PLANTU.)

celui d'un tourisme « doux » ou « écotourisme ». A l'usage, on s'aperçoit que les trekkings organisés au Népal ou au Ladakh perturbent l'équilibre alimentaire et écologique de ces régions fragiles. A rebours, on prend conscience que les détestables ghettos pour touristes de la mer Noire, en Roumanie, et de Pattaya (Thaïlande) présentent l'avantage de protéger la population locale de traumatismes.

Pas trop grand

Comme dans d'autres domaines économiques et culturels, les experts et les universitaires ne procèdent donc plus par théorèmes et par anathèmes devenus hors de saison. Pour sa part, M. Georges Cazes, maître assistant à la faculté des lettres et des sciences humaines de Reims, estime qu'un système touristique reposant sur les entreprises multinationales est en train de se mettre en place. « Ce système associe des compagnies aériennes, des tours opérateurs, des banques, des sociétés hôtelières », explique-t-il. Ces groupes organisent le tourisme dans le tiers-monde en fonction des besoins d'un petit nombre de pays industrialisés et donc émetteurs. Face à cette logique, l'offre des pays en voie de développement est surabondante. La recherche se développe pour attirer les fabricants de voyages, notamment à travers des codes d'investissement ultra-favorables. Il faut comprendre ces pays : les devises ne peuvent leur venir que de l'exportation d'une matière première, de leurs travailleurs émigrés, ou, du tourisme. Malheureusement, pour réussir dans ce dernier domaine, il faut que le pays d'accueil soit déjà riche. Plus celui-ci est petit, plus son économie est vulnérable, moins

il retiendra de devises. Si le tiers-monde veut profiter enfin de son tourisme, il lui faut en modifier le style : c'est-à-dire ne plus raisonner en termes de grands hôtels et de grands complexes, mais penser à de petites unités d'accueil gérées par les habitants. Il existe beaucoup de projets de ce type en gestation au Sénégal, à Sri-Lanka, en Malaisie et au Mexique, où il est question de développer des hôtels tenus par des communautés indiennes. Jusqu'à présent les prêts de la Banque mondiale, par exemple, ont toujours été attribués aux opérations importantes telles que Cancun (Mexique) ou Puerto-Azu (Philippines).

M. François Ascher, maître assistant à l'université de Paris-VIII, pense, lui aussi, qu'il n'est possible ni de demander au tiers-monde de résoudre les problèmes de développement, ni de l'accuser de résoudre les problèmes de développement. « Il existe un discours de gauche qui propose d'épargner aux pays en voie de développement l'imitation

tion de notre société de consommation », dit-il. Ce discours est irréaliste puisque l'industrialisation et l'urbanisation font déjà partie de la vie de ces sociétés. Il n'est plus possible aujourd'hui de présenter des recettes valables pour le monde entier. En fonction de ses choix en faveur d'un certain type de développement économique, un Etat aura intérêt à développer « un tourisme de luxe ou un tourisme de masse, à miser sur les séjours ou sur les circuits, à « se pour des ghettos touristiques, pour l'accueil chez l'habitant ou pour l'enrichissement du tourisme intérieur. Ce n'est pas le tourisme qui permet le développement économique, mais celui-ci qui rend profitable le tourisme ».

Certains précautions accroissent les bénéfices touristiques du tiers-monde : d'abord pas de mono-activité, ensuite il conviendrait d'adapter l'accueil

en fonction des capacités physiques du pays et de la mentalité locale et non selon des critères européens ou américains. Tout projet devrait être l'objet d'une étude rigoureuse afin d'en maximiser les profits. Le tiers-monde doit coordonner ses politiques touristiques et prendre pied directement sur les marchés des pays développés afin de ne plus s'en laisser compter par les tours opérateurs. Le tourisme fera, un jour, partie du dialogue Nord-Sud.

Fin des certitudes

Finies les grandes certitudes ! Restent quelques convictions. Et d'abord, celle que le tourisme quel qu'il soit pollue. Comme une cimetière, comme un train de laminoirs, un village de vacances bouleverse des milliers de vies, mais plus insidieusement.

Enfin, la France n'a pas beaucoup de leçons à donner au tiers-monde. Elle a attendu 1980 pour se doter d'un instrument statistique capable d'appréhender les comptes et les bénéfices du tourisme national. D'autre part, elle connaît, sur son territoire, des problèmes de même nature que ceux de la Casamance (Sénégal) ou du Yucatan (Mexique) : le moindre développement économique du Périgord, de la Corse ou de l'Ardèche va à ces régions des afflux saisonniers de citadins en mal de nature et de dépaysement. Certes, ils ne se font pas photographier en train de donner l'âme à un berge ramproyé, mais les slogans contre les touristes risquent de les laisser penser que l'humiliation nait inévitablement de la rencontre entre un monde dit développé et une terre d'accueil supposée en friche.

ALAIN FAUJAS.

Le secrétaire de l'O.M.T. : éviter les traumatismes

Le tourisme n'est pas la panacée. M. Robert Lonati, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.), précise dans l'entretien ci-dessous à quelles conditions l'accueil des vacanciers peut, tout de même, profiter aux pays d'accueil.

« Ne croyez-vous pas qu'il faut cesser de présenter le tourisme comme un remède au sous-développement et comme le symbole du rapprochement entre les peuples ?

« Le tourisme peut représenter un apport appréciable dans l'équilibre d'une balance des paiements. Certains pays, certes nombreux, en tirent une véritable bénéfice. Toutefois, ce n'est pas notre principale préoccupation. L'O.M.T. estime que le tourisme est d'abord un phénomène social reposant sur le système des congés payés et qui, par son dynamisme, a des incidences positives au plan culturel, éducatif et politique.

« C'est vrai : le tourisme est une pollution intellectuelle et physique. Mais c'est la pollution qui est à la fois vraie et fautive. Le tourisme est un facteur de développement. « Bien sûr l'évolution de la communauté mondiale provoque l'érosion de civilisations, des

abandons de coutumes pour tendre vers un nivellement. C'est le contrepartie d'une société qui tend à devenir planétaire.

« Je suis un homme du Sud où l'on boit du pastis et où l'on joue à la pétanque. Je constate que ces comportements se retrouvent aujourd'hui à Paris, sur l'asphalte des invalides, il est impossible d'arrêter le mouvement et de refuser les communications et les échanges. Le visiteur européen en Asie est choqué, émerveillé par la civilisation qu'il découvre. Il n'est plus le même. Désormais, il accepte plus facilement les différences.

« Nous avons cependant le devoir de nous protéger contre ces chocs trop brutaux qui provoquent des traumatismes irréversibles. C'est en premier lieu aux Etats d'éviter de copier des modèles de développement qui ne leur conviennent pas.

Un lieu de coopération

« L'O.M.T. n'assume-t-elle aucune responsabilité dans l'évolution du tourisme mondial ?

« Notre organisation est essentiellement un lieu de coopération et de réflexion. Son secrétariat a pour mission de soumettre à ses membres des éléments d'études afin qu'ils situent mieux le

rôle du tourisme dans l'évolution de leurs sociétés.

« Nous voulons qu'en septembre 1980, à l'occasion de la conférence mondiale du tourisme de Manille, les Etats sortent de leur indifférence et acceptent la responsabilité politique d'une activité qui doit être essentiellement utile au bénéfice de l'homme, seul artisan de ses propres vacances.

« Il n'est pas vrai que le tourisme soit un secteur qui marche tout seul. Il y a des choix à faire en permanence. Par exemple, en cas de saturation des plages et des montagnes, convient-il d'accorder une priorité aux étrangers ou aux nationaux ? Les compagnies aériennes nationales, par exemple, se moquent de ces dilemmes à partir du moment où elles remplissent leurs appareils.

« Bien conçu et bien géré, le tourisme peut être rentable pour les pays en voie de développement. Mais il est tributaire de l'ensemble des lois économiques que certains spéculateurs ont délibérément ignoré pour tromper la bonne foi des responsables politiques.

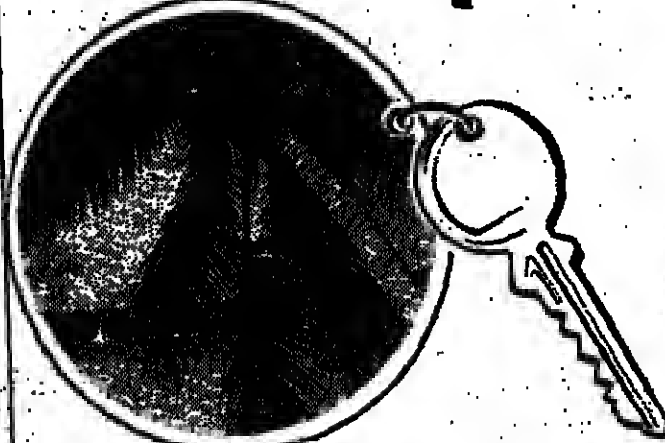
« Non, on n'arrêtera plus le tourisme, qui fait désormais partie des conditions de vie du monde du travail. »

Minibus en Albanie

Un séjour en Albanie est organisé, du 5 au 20 avril, en Albanie, par l'association Voyage et Culture. Le voyage se fera en minibus à travers la Yougoslavie et les participants pourront rencontrer sur place des personnalités de leur pays, bénéficier de leurs connaissances avec un pays très secret. Des visas ont été obtenus par l'association pour ce séjour, 3 950 F. Paris-Paris.

« Voyage et culture, 54, rue de la Hais-Vivante, 14000 Caen, téléphone 36 (31) 81-88-82.

LA CLÉ DES TROPIQUES



Vivez sans contrainte un séjour exotique. Nombreuses possibilités de location en bungalows climatisés 2, 3 ou 4 lits. Demi-pension à la demande. A partir du 21 mars : Séjours : 2 semaines Paris/Paris. Guadeloupe + Martinique : 4 260 F. Réunion : 5 700 F.



voyages vacances tourisme
5, boulevard de Vaugirard
75015 PARIS
Tél. 58.22.00
11, quai des Célestins
69002 LYON
Tél. (78) 37.83.90
82, av. du Président-Kennedy
93000 LILLE
Tél. (20) 52.26.77
20, rue de la Commanderie
54000 NANCY
Tél. (33) 27.30.25

Bon pour une brochure gratuite

Non

Adresse

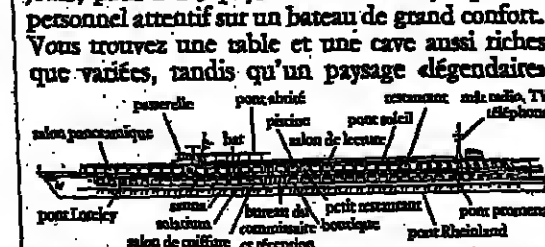
Code postal

De bons moments coulés sur le pont-soleil entre la Suisse et les Pays-Bas c'est la façon la plus douce de vivre le Rhin durant 830 km



Quelques jours de vacances chez nous, sur le Rhin, à bord de l'un de nos navires. C'est un souvenir inoubliable. Vous choisissez de 2 à 6 jours, pour 2 à 5 pays. Vous êtes choqués par un personnel attentif sur un bateau de grand confort. Vous trouvez une table et une cave aussi riches que variées, tandis qu'un paysage légendaire

défile paisiblement devant vous, loin de la folie de la vie moderne... Soyez les bienvenus sur nos croisières au cœur de l'Europe.



Veuillez me faire parvenir votre documentation gratuite sur les croisières du Rhin.

Nom

Code postal/Lieu

Retournez ce bon à : **German Rhine Line** Karl Nock

9, rue Fbg St Honoré 75008 Paris Tél. 742.52.27

Reservations dans votre agence de voyages

German Rhine Line
L'Europe au fil de l'eau, une croisière de rêve.

vacances dans
TRENTINO
la santé.

5 NAVIRES au départ du Pirée

pour vos croisières aux ILES GRECQUES, TURQUIE, EGYPTE et ISRAEL
3, 4 ou 7 jours
Plusieurs départs par semaine
Au départ de la France, vous transportera à Athènes par ses vols spéciaux.

Représentants et renseignements à votre agence de voyages ou à Hellenic Cruises
Veuillez me faire parvenir la brochure :
☐ K Lines, Hellenic Cruises.

NOM

Adresse

Code Postal

Ville

Agence Générale

21, rue de la République 75002 Paris

Tél. 262.65.40

PAYSAGES

Combat sur la Gironde Le Crotoy garde son estacade

BANCS de sable et les falaises de la Gironde. L'une d'entre elles, à hauteur de Blaye (Gironde), vient d'être rachetée pour le compte du promoteur Guy Merliu. Un projet important de douze mille lits, deux mille cinq cents logements, trois tennis, un golf et deux marinas est en cours d'élaboration. Localement bien accueilli, ce projet risque cependant de ne jamais voir le jour.

Les obstacles sont en effet assez nombreux. L'ensemble formé par l'île nouvelle et l'île Bouchaud

— elles ont fusionné depuis longtemps — couvre plusieurs centaines d'hectares sur 6 kilomètres de long, à hauteur de Blaye et de Saint-André, sur la rive droite, de Pauillac sur la rive gauche. L'actuel propriétaire de l'île est un agriculteur d'origine auvergnate qui l'a achetée, en 1972, pour 3 millions de francs. La SAFER de la Gironde avait alors servi d'intermédiaire. M. Decouzon était donc tenu, pendant quinze ans, de ne pas revendre sans une autorisation qui ne peut être obtenue que sous la promesse du maintien du caractère agricole des terres cédées. Le nouvel acquéreur se doit, à son tour, de prendre les mêmes engagements.

Si rien ne s'opposait au rachat (8 millions de francs de cette île par un autre agriculteur, mais du Calvados cette fois, M. Sénécal, la SAFER ne pouvait rester indifférente quand il apparaît que ce nouvel acheteur cachait un certain Guy Merliu. Les plans ont commencé à sortir peu après, et un certificat d'urbanisme a même été déposé le 15 février. La SAFER est restée d'autant moins indifférente qu'en Gironde il se trouve beaucoup de gens pour lui reprocher de n'avoir pas toujours servi au mieux les intérêts des agriculteurs, notamment pour l'édification de la centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis.

Un projet profitable

L'affrontement était donc inévitable entre la SAFER et le maître de Blaye, le docteur Grassillier, qui juge le projet profitable pour l'économie de sa ville : « Si la SAFER mettait opposition, ce serait scandaleux, déclare celui-ci. De toute façon, ces prétendues terres agricoles n'ont jamais pu être rentabilisées, ne serait-ce que parce qu'elles sont sur une île. »

Dans l'hypothèse la plus favorable, M. Grassillier pense que les travaux pourraient commencer en 1981. Tout serait terminé trois ou quatre ans plus tard. Si tous les obstacles administratifs sont vaincus, il ne restera plus qu'à trouver douze mille personnes pour habiter ce paradis terrestre au milieu d'un fleuve assez dangereux, boueux, fréquenté par de grands bateaux, et à quelques encablures de la centrale de Braud, dont la présence risque d'être plus dissuasive que l'hostilité de la SAFER ou de la MACA (Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte aquitaine).

PIERRE CHERRUAU.

DÉCIDÉMENT, Le Crotoy n'a pas de chance. Ce port de pêche, station balnéaire à l'embouchure de la baie de Somme, avait vu sa plage interdite à la baignade l'été dernier à cause de la pollution de l'eau (le Monde du 4 août 1979). Aujourd'hui, c'est le ministre de l'environnement, M. Michel d'Ornano, qui entame une procédure de classement de la centenaire estacade en bois. On ne peut donc plus toucher à ce qui est considéré aujourd'hui comme un pittoresque témoin du passé crotois, alors que tout était prêt pour remplacer les pontons pourries et les planches disjointes par un quai sur lequel les camions auraient pu enfin accéder et qui aurait rendu plus facile l'armement des bateaux.

Après concertation entre la commune, les pêcheurs, les services administratifs, les collectivités départementales et régionales, un projet avait été mis au point qui avait même reçu un début d'exécution dans le prolongement de l'estacade. Le maire, M. Deguine, soixante-dix ans, favorable à la majorité, lève les bras au ciel. Il ne comprend pas ce qui se passe. Il ne peut que montrer la lettre du préfet lui notifiant la décision ministérielle. Presque simultanément, il recevait l'accord de l'administration pour contracter un emprunt de 500 000 francs qui devait permettre à la commune de participer pour un tiers à l'édification du nouveau quai. On murmure au Crotoy que c'est M. Robert Mallet, recteur de l'académie de Paris, recteur fondateur de l'académie d'Amiens, candidat malheureux à l'académie française et fils d'origine, qui est intervenu de façon si extrême auprès du ministre pour « sauver l'estacade ».

Du côté des professionnels, c'est la grogne. Claude Wittocks, surnommé « le marin-cure » parce qu'il allie son sacerdoce de pêcheur en mer, s'est fait le porte-parole de ses collègues pour estimer que le projet présenté et accepté jusqu'à ces derniers jours n'avait rien d'insensé. Il devait y avoir des plantations d'arbustes, des parterres de fleurs et à la mémoire des marins disparus en mer, un monument dont la pièce maîtresse aurait été une immense

ancre de marine du dix-septième ou dix-huitième siècle qu'un pêcheur avait eu la chance un jour de ramener dans ses filets.

Pour ces hommes qui vivent de la mer, il est certain que l'ancienne estacade n'est plus utilisable : « Attachez-y trois bateaux, faites tourner les moteurs à fond et ça suffira pour emmener au milieu de la baie ce bel assemblage de bois qui fait l'admiration des touristes en été. » C'est vrai qu'elle est belle cette estacade ! Mais comment concilier la sauvegarde du patrimoine à l'ordre du jour et la réalisation d'un outil de travail efficace pour les pêcheurs ?

Le maire envisage d'interdire l'estacade aux promeneurs en raison de sa vétusté, tandis que les marins affirment qu'ils devront chercher un autre port d'attache. Dans ces conditions, conserver une estacade-musée qui ne sera fréquentée ni par les pêcheurs et leurs bateaux ni par les touristes et les curieux n'a plus qu'un intérêt très limité. C'est ce que veulent faire comprendre la municipalité et les professionnels.

MICHEL CURIE.

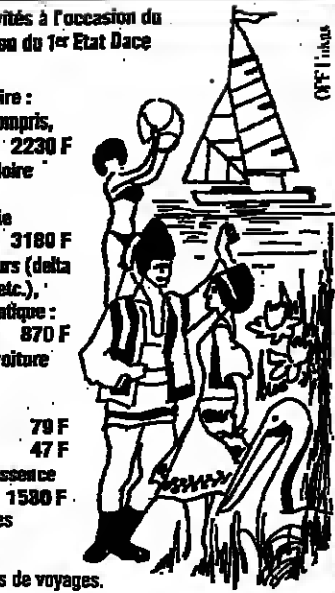
VACANCES EN TOUTE SAISON EN ROUMANIE

- Itinéraires historiques et festifs à l'occasion du 2050^e anniversaire de la Fondation du 1^{er} Etat Dace centralisé et indépendant.
- Plages ensablées de la Mer Noire : 2 semaines + la 3^e gratuite, avion compris, à partir de ... 2230 F
- Séjours santé à bord de la Mer Noire ou à Bucarest : 14 jours (voyage et cure de géologie comprise) ... 3180 F
- Circuits dans des sites enchanteurs (delta du Danube, Carpates, monastères, etc.), à la découverte d'un folklore authentique : 1 semaine, à partir de ... 870 F
- Itinéraires au volant de votre voiture et séjours pour les pêcheurs, avec essence gratuite : - coupons-hôtel ... 79 F - coupons-camping ... 47 F
- Voyage avion + voiture avec essence gratuite, 1 semaine à partir de ... 1530 F. Vols directs au départ de Paris et des principales villes de province.

Inscriptions dans toutes les agences de voyages.

Renseignement - documentation :

OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
38, avenue de l'Opéra
75002 PARIS
tél. 742.27.14 - 742.25.42



BIBLIOGRAPHIE

« Les chaînes hôtelières volontaires »

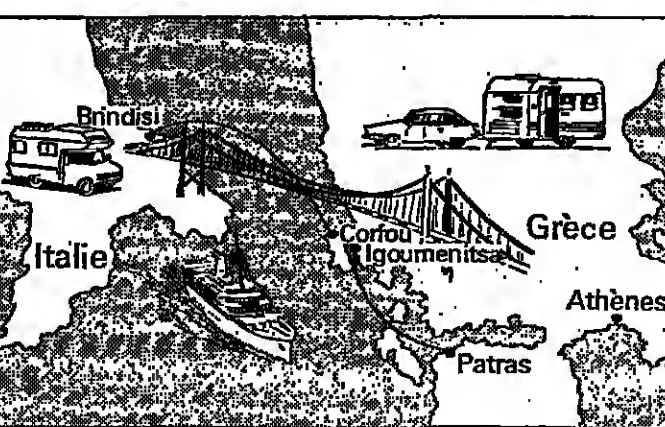
L'expression « chaîne hôtelière » désigne toute association d'hôteliers indépendants soucieux d'unir leurs efforts en matière de commercialisation. Une même image de marque recouvre ainsi un produit hôtelier homogène.

Sait-on que, à côté des groupes aux réseaux capiteux tels que Novotel, Hilton ou Mésidien, « les chaînes hôtelières volontaires » regroupent 5 600 hôtels, soit 100 000 chambres, éditent leurs guides à plus de 2 millions d'exemplaires, dont environ un tiers distribué à l'étranger, disposent d'une « staff » d'une quarantaine de permanents et d'un budget global de plus de 11,5 millions de francs. Ces constatations ont amené le Centre d'étude du commerce et de la distribution (CECOD) de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie à tenter un examen critique et un bilan de ce qui représente un phénomène économique et social particulier. Les responsables de neuf chaînes ont été soumis aux questions portant sur leur histoire, leur fonctionnement, leurs adhérents, leur localisation, etc.

Une radiographie de Châteaux et demeures de tradition, de Châteaux-hôtels indépendants et hôtelleries d'atmosphère, de France - Accueil, de France - Mapotel, d'Inter-Hôtel, de Logis de France et auberges rurales, de Petits Nids de France, de Relais du silence, et de Relais et châteaux.

* « Les Chaînes hôtelières volontaires : examen critique et bilan », 110 pages, 55 francs. CECOD (Service hôtellerie-tourisme), 2, place de la Doune, 75003 Paris. Tél. : 233.21.51.

Hellenic Mediterranean Lines et Adriatica ont construit un pont entre la Grèce et l'Italie



Partez en Grèce avec votre voiture. Plusieurs départs quotidiens de Brindisi vers Corfou, Igoumenitsa et Patras. Prix à partir de 210 F par personne et 230 F pour la voiture.

Italie - Grèce en 3 h. en hydroglisseur.

Demandez notre documentation à votre agence de voyages ou à :

- Y tour 19 r. de la Michodière 75002 Paris Tél. 742.22.84
- Worms Maritime 4 p. Bellecour 69002 Lyon Tél. 42.22.52
- C.I.T. 3/5 Bd des Capucines 75002 Paris Tél. 266.00.90
- Agence Maritime Générale 102 rue de la République 13002 Marseille Tél. 91.91.15
- Nice Maritime 2 quai Papacine 06000 Nice Tél. 55.40.04



Renseignements toutes agences de voyages : COMANAV FERRY CASABLANCA - 43 avenue des F.A.R. SNCM PARIS - 75009 - 12 rue Godot de Mauroy

DEMANDEZ NOS PROPOSITIONS CIRCUITS ET SÉJOURS

RÉSIDENCES secondaires ou principales Campagne • Mer • Montagne

COTE LANDAISE

VILLAS - FERMES - TERRAINS Catalogue gratuit AGENCE LESCA, 40170 LIT-ET-MIXE Tél. (05) 42-83-21

Propriétaire rd : 1) PRA-LOUP, pied d'un bel étang, 2) SISTERON 10 km, pleine campagne, villa avec 3 appartements, 4) 10 hectares attenants : 300 000 F - M. Henri RICHIE, 05400 VERNES, tél. (05) 48-01-31.

CORSE

Loue stud. appart. Juin/oct. Semaines à part de 300 F par pers. Possibilité charter. Loc. auto, voitures de 840 m à 11 m. Tél. : 065-85-37-38.

GASCOGNE

Maisons Campagne-Villas-Terrains

Prix avantageux - Agence MAGNE

48, av. Ténarèze, 32300 EAUZE.

ILE DE NOIRMOUTIER (VENDEE)

Appartements ou villas de qualité

Du Studio au type 5. Proche du centre ou de la plage.

Documentation sur demande à : NOIRMOUTIER IMMOBILIER 43600 LA GUERINIÈRE

Tél. : (01) 29-03-13 - 29-06-55.

UNIQUEMENT A L'HOTEL ROC BLANC (ANDORRE)

VACANCES - SANTÉ

TRAITEMENT GEROVITAL H3 ET ASLAVITAL H4

créé par le Dr ASLAN

Le troisième âge ne doit pas signifier nécessairement les infirmités de la vieillesse, il doit représenter la plénitude de la vie. GEROVITAL H3 - une formule vitale.

Maintenant, dans le Centre Thermal de l'Hôtel Roc Blanc d'Andorre, une équipe médicale spécialisée en gériatrie permet de suivre le traitement créé par le Dr Aslan, à base de GEROVITAL H3 et ASLAVITAL H4.

Services : Habitations confortables, T.V., piscine climatisée, sauna, restaurant, surveillance médicale permanente, etc.

Information : Hôtel Roc Blanc, Pl. Coprinces n° 5, LES ESCALDES Tél. 214-86 - Télec 224 Andorre.

OUVERT TOUTE L'ANNÉE.



Suisse les félicitons de tout cœur. Nous sommes toujours un faible pour quiconque savait philosopher et trouver son bonheur sur peu de place. S'il nous avait posé la question, nous lui aurions conseillé de percer une fenêtre dans son tonneau, bien sûr. Personne ne l'aurait privé de son soleil, et on en saurait davantage sur son habitation. Chez nous, c'est ainsi que cela se passe. Nous avons de nombreuses fenêtres. Elles donnent sur d'innombrables pièces.

Pour vos vacances. Vous trouverez en Suisse divertissements, sports, cures thermales, transports commodes et confortables (9000 km en train, bateau, autocar postal avec la Carte suisse de vacances), et vous verrez, en Suisse, la qualité ce n'est pas cher. Tous renseignements par votre agence de voyages et à l'Office National Suisse du Tourisme, Porte de la Suisse, 11^{ème} rue Scribe, 75009 Paris (tél. 742 45 45).

Soyez un hôte choyé en Suisse

مكتبة من الأصل

ET DU TOURISME SENSIB

Sous le nom de "Maison de la culture", il y a une maison qui cherche à être une maison de culture. Elle a une mission : elle veut être une maison de culture. Elle a une mission : elle veut être une maison de culture. Elle a une mission : elle veut être une maison de culture.

Le Musée au palm

Un ouvrage composé de 100 pages, 100 illustrations, 100 pages, 100 illustrations, 100 pages, 100 illustrations. C'est une collection de 100 pages, 100 illustrations, 100 pages, 100 illustrations. C'est une collection de 100 pages, 100 illustrations, 100 pages, 100 illustrations.

Vac en B d

Toute la Bavière en 72 p. en couleur naturelle. «Bavière-Informations» : parer vos vacances par où. Cette brochure vous donne des renseignements sur les randonnées de haute altitude, les promenades à travers la forêt, les villages pittoresques, les villes romantiques et les sites à visiter. Elle vous aide aussi à découvrir les stations thermales et les manifestations folkloriques.

Demandez de suite cette brochure afin que vos prochaines vacances soient aussi pour vous les plus agréables.

Office National Allemand du Tourisme, 4, Place de l'Opéra, F-75002 Paris. Téléphone : 200 09 29, D-030 01 11.

MAISON

JEAN JACO, architecte, 10 - 4000 Bruges. C'est une maison de 100 m², 100 m², 100 m². C'est une maison de 100 m², 100 m², 100 m². C'est une maison de 100 m², 100 m², 100 m².

SENSIBLES

Le littoral varois par mer et merveilles

SUR tous les massifs, rochers, cônes et autres écueils, cette côte, si-à-on-assez-écrit, est même, par colonnes entières ! Nous en parlons d'autant plus réjouis de pouvoir, enfin, clamer la bonne nouvelle. De grands bois d'air se préparent à travers les falaises, calanques et forêts ouvertes sur le large. Tronçon par tronçon, le « Sentier littoral varois » est en train de s'ouvrir de Saint-Cyr à Saint-Raphaël : en comptant les lies d'Or, 420 kilomètres de côtes. « Belle promenade ! », comme disait « belle plage » le quidam égaré au Sahara.

Bien sûr, pour qui voulait s'en donner la peine, il était déjà possible de marcher longtemps, longtemps hors du goudron, et de tomber parfois sur des crues d'eau verte, incroyablement désertes au temps des agglomérations solitaires. Mais trop souvent surgissaient sur les sentiers des barrières naturelles et d'autres qui ne l'étaient pas. Certes, elles ne vont pas toutes sauter ensemble d'un seul coup de décret magique — même s'agissant de la fa-

meuse loi du 31 décembre 1976, laquelle « grève désormais les propriétés riveraines du Domaine public maritime d'une servitude destinée à assurer exclusivement le passage des piétons ».

Il faudra, ça et là, « informer » certains propriétaires, négocier, ou reporter la « servitude » un peu en retrait de la mer — mais toujours dans la nature — face à d'obstacles, et parfois tout bonnement interrompre. Qui verrait, par exemple, un agreste sentier flâner sous les grèves et herbes des chantiers navals de La Seyne, entre torpilles et missiles de l'arsenal maritime, ou simplement dans les faubourgs engorgés de Toulon ? (En mesurant puis et replis de la sentie rade où se mêlent le militaire, l'industrie, les ports et l'urbanisation, voilà déjà 49 kilomètres à soustraire du total annoncé.)

On n'aménagera pas non plus les falaises à franchir « à la puto »... Mais pour le reste, maintenant, c'est parti. Des travaux légers — et d'autres qui le sont moins — sont en cours pour

ouvrir ou baliser 180 kilomètres de nouveaux sentiers, rajoutant à la trentaine que six communes ont déjà réalisées sans attendre « la » loi. En additionnant encore 34 kilomètres pris en charge par l'Office national des forêts à Porquerolles, les 22 kilomètres assurés à Port-Cros par le parc national, les 75 kilomètres de côtes sableuses naturellement ouvertes, on peut déjà faire un bon compte : la « continuité » est en route.

Elle va bon train. La stratégie globale de cette opération choc permet d'accélérer les travaux : finie la lourde et lente infanterie des subventions, on fait donner la cavalerie des crédits d'Etat. La technique sur place appliquée par les services de l'équipement « S.N.C.F. » est rapide. Elle s'agit d'abord les tronçons libres qui sont problème juridique (terrains acquis par le département, la région, le conservatoire du littoral, etc.). On est, chez soi, on ne traîne pas. Des îlots, isolés, les « points noirs » qui vexent sur la carte et seront effacés « au nom de la loi », sans que, pour autant, le propriétaire « admis à faire valoir ses droits » par l'enquête publique soit considéré comme l'ennemi du même nom.

Reconnaissance sur le terrain

Des bastions inexpugnables pour un temps — ou jouissant d'une véritable extraterritorialité, comme telle enclave grand-ducale et luxembourgeoise — seront entourés par une subtilité manœuvrière de report de la « servitude ». Rien n'arrêtera l'assaut, même pas le fort de Brégançon, certes présidentiel et militaire, mais qui a le bon esprit de se détacher de la côte pour s'avancer dans la mer.

Sur la lancée de cet allège style offensif, nous avons opéré, en éclairons, une reconnaissance sur le terrain, à un pas de charge... tempéré par le parcours accidenté. Secteur opérationnel : la presqu'île de Giens. Bon objectif. Un catalogue, un condensé de tout le programme : 17 kilomètres de paliers qui mûrissent la peine, ça plonge à fond de crique, ça remonte entre lentilles, arborescences, bruyères hautes de 4 mètres, par-dessus eaux vertes et rochers blancs, par-dessus le grand spectacle des îlots et des lies : Petit-Ribaud, Grand-Ribaud, Porquerolles, Levant au loin. C'est somptueux. Même pour qui croyait connaître le pays comme le fond de sa poche, les découvertes s'offrent à tous les replis, lesquels ne manquent pas. Les géomètres du tracé en savent quelque chose. Avec quelques autres, un entrepreneur toulonnais, d'autre part guide de haute montagne, s'est porté volontaire pour les travaux. Compétence assurée. De même, la D.D.S. a trouvé dans son personnel l'homme idéal pour suggérer les tracés : il est vice-président du Tourisme pédestre et membre des « Excurs » toulonnais.

« Travaux légers » : débroussaillage et balisage — pour une

fois les panneaux ouverts au lieu d'interdits, — marches taillées ou boisées, nœuds passerelles et autres courantes, aux passages vertigineux. Défense d'injurier le site à coup de béton. Hélas ! A peine entrouvert, le sentier a subi d'autres injures. Quelques mètres, dites « vertes », se sont rués sur ces parcoures sous l'usage exclusif des piétons, dégradant les marais salés, écrasant sur leur passage les parfums violents du maquis, les bruits de la mer et des oiseaux (rares). Il faudra, donc, poser là des obstacles, forcément déplacés, pour dissuader.

Mais pour ces ombres (fugitives) au tableau que de lumières ! Sur les seuls 17 kilomètres de la presqu'île de Giens on en prend plein la vue... et plein les jambes. Une bonne journée de marche n'y suffit pas.

D'ouest en est, voilà ouvert dans le calcaire dénudé le passage de Port-Aïon qu'un lotissement barrait. Vers Bandol, le port privé Athènes n'en laisse pas moins passer par-dessus et par-dessous. Du Brus, montes à la « Bonne Mère » du cap Sicié, d'où l'on voit les îles, Toulon sur rade et (presque) Marseille. Au pied des falaises, en direction de La Garonne, et quand la mer est grosse, attention ! Vers Carqueiranne, au bout Rouge, des passages à escalade exigent compétence et chaussures « adhésives ». Du côté de La Croix-Valmer, promenade décontractée dans la colonie de fastueux pins, paraisols, non loin d'un parcours « très sportif ». Par-ci par-là, on

fait sauter barrières, barreaux, grillages. Au Cap-Rouge, bon exemple qu'on retrouvera à Tahiti-Saint-Tropez... les propriétés des lotissements participent à la création du sentier. (A La Madragne, un propriétaire derrière Brigitte.)

Notes nouvelles

Dans le « grand massif », jouant des terrains acquis dans les trois « grands caps » — Cap d'Or, Cap d'Audoubert, Cap d'Antarès — par le Conservatoire du littoral, voici le paradis offert par Mme Fouché. On le traverse à flanc de colline, à travers la végétation serrée des Maures, différente de celle du pays calcaire. Des schistes en porphyres — rouges sur verts — de parcoures déjà existants à d'autres traités par l'O.N.F. ou les communes, nous voilà dans l'Estérel. On y trouve quelques « poches de résistance », où des chiens furent agités. Riches. Maintenant que les vagues cernent par des chemins libres, c'est sans doute le rouge

de la honte qui monte aux rochers. Les temps ont changé. Reste aux randonneurs à déjouer des pistes nouvelles les brebis galeuses qu'on suit à leur trace de papiers gras, plastiques, tessons de bouteilles, voire incendies. « Attention ! Merveilles fragiles ! On est prié de respecter la mentalité avant d'entrer ».

Bien sûr, on peut ne pas étonner les découvertes à faire sur une côte à jamais inconnue des ménages d'autoroute, mais un topo-guide, blanchi et venté dans toutes les bonnes librairies, va vous y conduire pas à pas, avec étoiles et cotation des difficultés éventuelles.

Mais dira-t-on ? Même si les sentiers préservent admirablement, en été, des côtes des plages, choisissez une autre saison. Chemins du printemps, chemins de l'automne... où l'été traîne en novembre... Ils s'ouvrent sur une réalité trop effacée sous les chronos-Côte d'Azur : la vieille mer civilisée a parfois gardé des côtes plus qu'ailleurs sauvages.

JEAN RAMBAUD.

Le Musée de Camargue au palmarès européen

UN jury composé de spécialistes internationaux en muséologie vient de désigner le Musée de Camargue, installé au Havet Le-Pont-de-Roussy, près des Saintes-Maries-de-la-Mer (le Monde du 7 juillet 1979) « musée européen de l'année ».

Cette distinction, remportée par le Musée de Camargue devant vingt-deux candidats, a été remise récemment à Bruxelles à M. Jean-Maurice Rouquette, conservateur des musées de la ville d'Arles, par la reine Fabiola de Belgique. Le prix consistait en une somme de 3 000 livres sterling. En distinguant le Musée de Camargue, le jury semble avoir tenu à souligner son caractère d'éco-musée parfaitement intégré au site qu'il est chargé de promouvoir.

L'établissement, inauguré en juin 1979, a été réalisé en trois ans pour le somme de 2,5 millions de francs (1). L'ensemble du fonds provient de dons faits par près de soixante Camar-

guais qui ont confié quelque deux cents objets symbolisant la vie en Camargue. Le musée lui-même, qui se veut être un raccourci de l'histoire de la Camargue depuis la formation du monde, s'est installé dans une ancienne église scrupuleusement respectée dans laquelle les aménagements font corps avec l'architecture.

Divisé en plusieurs sections, le Musée de Camargue évoque tout à la fois le delta avant et après l'apparition de l'homme, avant de consacrer une partie de ses installations à l'évocation de la Camargue au temps de Frédéric Mistral. Il insiste surtout sur le besoin de protection d'une terre unique dont la survie passe par une information indispensable de son caractère et de sa fragilité.

JEAN CONTRUCCI.

(1) Le financement a été réalisé grâce aux subventions du ministère de la culture et de l'environnement, du Fonds d'investissement culturel et du conseil régional.

Vacances en Bavière de A à Z.

Toute la Bavière en 72 pages, par le texte et l'image, images en couleur naturellement, c'est ce que vous offre la brochure « Bavière-Infomations ». Pour que vous puissiez mieux préparer vos vacances, pour que vous sachiez ce qui vous attend et où. Cette brochure vous dit, où vous pouvez faire des randonnées de haute montagne, de la nautique, de grandes promenades à travers les calmes forêts et les prés celerés, où se trouvent châteaux de contes de fées, fiers châteaux forts, villes romantiques et villages propices à la rêverie. Elle vous indique aussi, où sont les villes d'écure et les stations thermales efficaces, où vous pouvez assister, en Bavière, à des fêtes et à de nombreuses manifestations folkloriques et culturelles.

Demandez de suite cette brochure afin que vos précieuses semaines de vacances soient aussi pour vous les plus belles.

Office National Allemand du Tourisme, 4, Place de l'Opéra F-75002 Paris, Tél. (1) 47 42 04 38. Landesrat der Bayerischen Touristik, Postfach 20 09 28, D-8000 München 2, Tél. (089) 59 73 47-48.

Venez en Bavière

MAISONS DE VACANCES Bretagne - Aquitaine



JEAN JACQ GmbH

Alexanderstr. 25 a

D - 4000 Düsseldorf

1.000 belles villes sélectionnées pour vous. Location à la semaine. Demandez l'envoi gratuit du catalogue à notre bureau d'information :

JEAN JACQ GmbH
16, rue du Faubourg de Pierre,
67000 STRASBOURG.
Tél. (1) 38 32-36-31. Telex 890770.

PAQUES EN VACANCES

Le C.I.D.J. met à la disposition de public et de toutes les personnes intéressées, parents, animateurs ou éducateurs, une documentation gratuite sur les activités que les jeunes peuvent pratiquer pendant les vacances de Pâques.

Le ski sous toutes ses formes : ski de piste, de fond, de randonnée, en France et à l'étranger (fiche C.I.D.J. n° 7245 - hiver et printemps).

Trois fiches nouvelles recensent les autres possibilités offertes par les grandes associations et les clubs de jeunes. La fiche C.I.D.J. n° 7-3 - mars 1980 traite des sports, tant le ski : parapente, alpinisme, haute montagne, tennis, randonnées pédestres, plongées sous-marines, voile et croisière hauturière. Ce document contient également des renseignements concernant la limite d'âge, le lieu de stage, les prix pratiqués. La fiche 7-45 - mars 1980, regroupe les propositions de séjours et de stages en France dans le domaine des arts : plastiques, de l'artisanat d'art et des travaux manuels. Le dernier document propose un public concernant les activités artistiques et culturelles (fiche n° 7-1).

Sur simple demande au Centre d'information et de documentation jeunesse, 101, quai Branly, 75740 Paris Cedex 13 : tél. 1 46 40 40. Heures d'ouverture : de 9 heures à 19 heures sans interruption, y compris le samedi.

POUR L'ANGLETERRE

CAR FERRIES

Sealink

AÉROGLISSEURS

Seaspeed



A bord des car-ferrys Sealink vous êtes à l'aise dans les salons ou au bar. Votre voiture trouve sa place dans les vastes garages du navire.

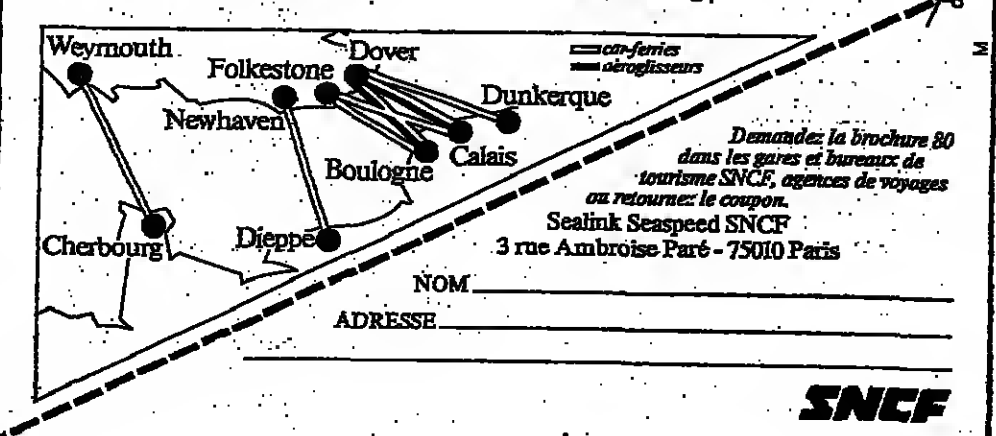
La boutique "hors taxes" vous offre à des prix avantageux : cognac, parfums, cigarettes, whisky...

A bord des aéroglisseurs géants Seaspeed pour passagers et voitures, des hélices vendent des produits "hors taxes" pendant le "vol" d'une 1/2 heure environ.

Des tarifs réduits sont offerts à tous pour les petits séjours en Angleterre de 24 heures à 5 jours ainsi qu'au 3^e âge et pour les caravanes.

Enfin, depuis le 1^{er} mars, sur les car-ferrys, les voitures et camping-cars de plus de 4,30 m ne paient que pour 4,30 m. Profitez-en.

Pour vos traversées, vous pouvez choisir détente ou vitesse : 7 lignes de car-ferrys et 2 lignes d'aéroglisseurs.



Demandez la brochure 80 dans les gares et bureaux de tourisme SNCF, agences de voyages ou retournez le coupon.

Sealink Seaspeed SNCF

3 rue Ambroise Paré - 75010 Paris

SNCF

Plaisirs de la table

LES TROIS COUPS DES TROIS GUIDES

(Suite de la page 19.)

A part cela, le Gault-Millau est comme toujours passionné, intéressant, partial (la perte de 1 des 3 toques de l'Oustau de Saumanière leur a valu, de la part du bon Raymond Thuillier, une lettre savoureuse), quelquefois gêné (ils n'ont pas osé donner de note à l'Artigny du Forum, mais, en prédisant un grand avenir. Ah ! ça, ils se mettent le fourchette dans l'œil), amusant aussi.

Le Kibber, lui aussi, a voulu changer. Gardant ses sigles descriptifs du style d'une maison (coq rouge, coq noir, marmite rouge, marmite noire — en somme ce sont les fourchettes du Michelin, mais qui dunc s'intéressent aux fourchettes Michelin ?), il y ajoute, selon la qualité culinaire, 2 ou 3 couronnes. Il ne lui reste plus qu'à cotoyer ces couronnes dans le genre de cuisine pour dégoûter les autres ! Le plaisir. Cette nouvelle présentation a le mérite d'être claire, une fois bien mise en tête. Ainsi, par exemple, si Ledoyen a 1 coq rouge et 2 couronnes (c'est bien payé !), le Marcande qui a aussi 2 couronnes n'a que 1 marmite rouge.

Mais cela permettra un petit jeu comparatif d'avec les étoiles du Michelin. Par exemple, Michelin a cette année vingt 3 étoiles et le Kibber vingt-trois 3 couronnes (mais sur ces vingt-trois, seize seulement sont les mêmes). Et encore Michelin propose soixante-dix 2 étoiles (contre quatre-vingt-trois 2 couronnes Kibber), etc. Ces 3 couronnes Kibber ne soulèveront, je pense, aucune contestation mais notez que vous y rencontrez côté à côté Thuillier (Les Baux), sanctionné par Gault-Millau et resté 3 étoiles Michelin, et Barriat, à Tours, déclassé ou plutôt déclassé l'an dernier par Michelin.

Parmi les nouveaux inscrits, le cils avec plaisir mes découvertes perlimmes : Conticini (rue Pierre-Leroux), la Ferme Saint-Simon (rue Saint-Simon), le Clos Saint-André (rue de Turin), le Repaire de Cartouche (rue Amélie), la Toque (rue de Tocqueville), Grandgousier (avenue

nue Rachel). Et en province : le Croquant (le Carnet), le Mas d'Entramont (Aix-en-Provence), la Grotte (Mornay-sur-Saône), l'Ermitage Corton (Charmoy-les-Beaunes), la Coquille (Concarneau), la Farigoule (Nîmes), la Cousbotte (L'Hermenault), et l'Escapade (Asnières), Bourrier (Neuilly), le Cadran Bleu (Boulogne-sur-Seine) pour le banlieue.

Pour le reste disons que le Bretagne, notamment, a été particulièrement étudiée par les inspecteurs du guide (je n'en dirais pas autant pour le Cils d'Azur où le distingué bien des couronnes abusives à mon avis), que le Challenge Kibber (en ai parlé déjà) a été, le Vieux Fontaine de Maisons-Laffitte qui gagne 2 couronnes sur 3 et marmite rouge (elle a aussi 2 étoiles au Michelin et 3 toques chez Gault-

Millau, une unanimité qui rassure !).

Autre nouveauté encore : des couronnes pour les restaurants de cuisines étrangères. Une pour le Timagd, une pour le Vieux Berlin, et, enfin, une au Cha-teaubriand et au Conti (cette cuisine italienne qui leur vaut d'être choisis par le jury du prix Marco-Polo - Casanova).

Enfin, le guide a heureusement rétabli le 21^e arrondissement qui permet de donner les adresses agréables ou agréables (l'Ecluse, Corcalet, Conticini, Conticini, la Ferme Saint-Simon) ou d'y rajouter Maxie sans avoir à le classer. On voit que Michelin l'a complété et rayé et seul Gault-Millau a donné un 17 sur 3 toques. A marquer d'une pierre du même ton !

Un Michelin plus sage

A présent voici le Michelin 1980. L'an dernier, tant dans ses conseils que dans les nouvelles promues en tant que tel, le guide de la Côte d'Azur ou le distingué bien des couronnes abusives à mon avis, que le Challenge Kibber (en ai parlé déjà) a été, le Vieux Fontaine de Maisons-Laffitte qui gagne 2 couronnes sur 3 et marmite rouge (elle a aussi 2 étoiles au Michelin et 3 toques chez Gault-

Et des étoiles nouvelles : Clavel (Bordeaux), Yen (Paris), Michel Pasquet (Paris), le Petit Pré (Paris), le Violon d'Ingres (Vichy), etc. J'oublie le Bristol au moment où l'on annonce que

Des étoiles s'éteignent

On l'avait annoncé (pas moi, qui suis prudent !). On attendait le fils Blanc. Ce fut Rostang, à Rostang, à Anilhes, mérite 3 étoiles. Mais Blanc à Vannes les méritait plus encore et Michelin a eu tort de ne pas les lui donner. Cela était vingt et un 3 étoiles les

son chef va s'en aller (ce qui, à mon avis, sera pas un mal... pour le restaurant !).

Mais on a écrit surtout et on repartira de la porte de l'étoile du Ritz. Je pense en débutant qu'il était difficile d'être à l'honneur : c'est pourquoi Michelin conserve son étoile au Borvo de la rue Major (un chinois). Ignore le Ritz de la rue de la République (rue Dupleix) et l'olympie (dont au demeurant un locuteur se plaint de mal de l'accueil). Il s'agit de la cuisine de la bonne Liliane Benoit (un des meilleurs restaurants de France) et s'il inscrit en l'Aquitaine (de la rue de Dupleix) et de Christine Massie (sans l'étoile qu'elle mérite) cette main qu'elle mène à la pâte avec bonheur et réussite. Mais surtout il y a le cas de la Mère Blanc.

En conclusion et si l'on peut dire que le Gault-Millau (30 F) est à acheter pour ses humeurs, on peut bien constater que le Kibber (45 F) est de plus en plus solide, efficace, précis... un challenge pour ce Michelin (30 F) qui tâte ses humeurs sans se laisser aller et comme il, se veut renouveler, deux couronnes s'opposent sans vaincre ses vieilles habitudes.

LA REYNIERE.

Philatélie

N° 1629

FRANCE : Lutte contre le tabagisme.

FRANCE

Avec des timbres

Le tabac

ou la santé

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

130

NATIONS-UNIES : Attention contrefaçon !

De même, le champ d'action des faussaires s'étend de plus en plus. L'administration postale des Nations unies de Genève nous fait part qu'un bloc de quatre timbres de 3 cents (Yvert, tome IV (7), n° 26, cote 70 F), émis le 25 octobre 1964, soulignant la Journée des Nations unies — représentant le Palais des Nations à Genève — ont été remis pour examen.

« Ces timbres ont été remis pour examen. Mais, comme les faux ont été réalisés en offset, alors que les originaux furent imprimés en taille-deux (Thames de La Rue, Grande-Bretagne), il est facile — à notre avis — de déceler les fautes à l'œil ou en un toucher.

Voici, tent de même, quelques éléments de visualisation supplémentaires signalés par Genève :

« Le texte de ces contrefaçons et les timbres eux-mêmes ont été imprimés en taille-deux (Thames de La Rue, Grande-Bretagne), il est facile — à notre avis — de déceler les fautes à l'œil ou en un toucher.

« Par ce communiqué, l'administration postale des Nations unies alerte les collectionneurs et les vendeurs de ces timbres. Elle n'est cependant pas en mesure de répondre favorablement aux demandes individuelles d'examen ou d'authentification de timbres dont ceux des collectionneurs ou vendeurs pourraient découvrir.

Il est mieux vain chercher à dire si une enquête est en cours, pas en affirmant, indiquer que le résultat se sera communiqué à la presse en temps voulu.

Toujours est-il qu'il serait très utile qu'une précision nous fût connue l'époque à laquelle remonte ce faux !

On se perd en conjectures : Cette falsification, fait-on, a-t-elle pour but de tromper le public ou les collectionneurs ? Ou bien est-ce un essai pour se faire la main, pour mieux réussir d'autres timbres d'une valeur plus élevée ?

Dans la première hypothèse, frauder la poste, si ce peut être l'enquête, il est vain de vouloir la punir. L'administration, et dans un esprit machinistique, j'en suis sûr, à l'agrandir, en attendant des obligations officielles qui donneront, dans ce cas, une plus-value à ces faux aux yeux des collectionneurs, puisque ce ne serait plus eux, mais la poste qui serait trompée.

Le Musée de la poste, en collaboration avec la Société d'encouragement aux métiers d'art (SEMA), organise une exposition sur le thème « la Broderie » à l'occasion de l'anniversaire du timbre « le Monde » du 8 mars 1980. Des œuvres relatives aux métiers d'art, de Toftoft, auteur du timbre, seront également exposées. Du 28 mars au 27 avril, au 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15^e, tous les jours, de 10 h à 17 h, sont (fermé le lundi de Pâques). Entrée libre.

ADALBERT VITALYOS.

Rive gauche

La Cour Saint Germain
LA PERFECTION
DANS LA SIMPLICITÉ
55, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

Tout de restaurant chinois !
Jouons d'un jeu de hasard
PONT DU CIEL
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
LE PETIT ZINC
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
LE FURSTENBERG
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
le Munich
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
le ciel de Paris
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
SON MENU SUGGESTION 100 F
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
Dîner à partir de 9 h
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
tenus de groupe sur commande
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
538.52.35
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
Parking sous la Tour
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
538.52.35
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
538.52.35
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
538.52.35
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

AGENTS-GERMANS DES PAYS TOUS LES JOURS
PAYS DE MON, PAYS FRAIS, PAYS DE PAYS
538.52.35
15, rue Saint-Germain, 75006 Paris - 328.85.88

LES PAROIS
Restaurant Bar salon de Thé
Orchestre de 12 à 15 musiciens
326, 64, 32 - 328.85.88

BRASERIE LUTITIA 544.38.10
23, rue de Sévres - Paris 6^e
1 Entrée avec fruits de mer + 1 plat + 1 dessert servis inclus
Prix moyen à la carte 75 F
NOUVEAU DECOR

G. BISCAY
Chef de cuisine de

Relais Louis XIII
gagne le concours « Grand » organisé au Grand-Palais à l'occasion du Cinquantenaire des Expositions Internationales Françaises
8, rue des Grands-Augustins
DAN 75-96
(Parking 27, rue Mazurine)

Auberge des Celtes
RESTAURANT - RÉCEPTION
Son cadre verdoyant et ses cuisines « à la carte » vous offrent une atmosphère unique
21, av. de la République - 75011 Paris
Tél : 343.88.23

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

L'Orée du Bois
Son nouveau Menu "LES TONNELLES"
FORMULE RAPIDE 58 F. BOISSONS COMPRISES
BUFFET de 40 hors-d'oeuvres à DISCRETION
PORT MAILLOT
Tél : 747.92.50

LE CORSAIRE
1, boulevard Exelmans
922-63-25
LE RESTAURANT DU XVI^e
MENU 60 F. S. - CARTE
Une formule qui vous séduira

« La côte de bœuf »
1, rue Saint-Louis - 75001 Paris
Carré d'agneau - 120 F. - 120 F. - 120 F.

CAROL et ALAIN VILLACAMPA
vous accueillent à l'Abbaye Constantine
un petit restaurant, un cadre intime,
une grande table - Spécialités de poissons.
MENU : 90 F. - 120 F.
13, rue de la République - 75002 Paris
Tél : 297.58.93 - Fermé le Dimanche.

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

LA BOURRICHE
Fruits de mer
18 bis, rue Pierre-Duval - 75017 Paris
Tél : 572.28.51

Aux Armes de la Ville
"A deux pas du Centre BEAUBOURG"
RESTAURANT brasserie
Cuisine française de tradition
Spécialités de BROCHETTES
55, rue de Valenciennes - Paris 10^e - 219 35 95 - Parking table rue Lefebvre - Hôtel de Ville

LA CRÉMAILLÈRE 1900
à MONTMARTRE - 15, PLACE DU TERTRE
POISSONS ET FRUITS DE MER TOUTE L'ANNÉE
CUISINE FRANÇAISE TRADITIONNELLE
DEJEUNERS - DINERS - 60 F. - 60 F. - 60 F. - Tous les jours jusqu'à 24 h

Dessirier 380.50.72
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

Charlot
Roi des Coquillages
12, pl. Clichy, Paris-8^e - 874-49-54 et 85 (face Wapler)
Tous les jours jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
MENU 96 F. vin, café, service compris
SPÉCIALITÉS À LA CARTE
Coquilles Saint-Jacques aux épices - Poissons à la languedocienne - Cassoulet au confit d'oie - Pilet de bœuf Grand Veneur - Soufflé aux framboises
GIBIERS DE SAISON - FRUITS DE MER
SALONS DE 10 à 50 PERSONNES - DEJEUNERS D'AFF. - DINERS
SOUPERS - Tous les jours même le DIMANCHE
122, av. de Wagram (17^e) - 227-91-68, 94-24 - Parking assés

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
MENU 96 F. vin, café, service compris
SPÉCIALITÉS À LA CAR

مَكْنَزٍ مِنَ الْأَصْلِ

DU 21 AU 31 MARS 1980

**10
GRANDS
JOURS
CITROËN**

PARTEZ SANS PAYER

Pendant 10 jours, vous pourrez choisir dans toute la gamme Citroën 1980, la Citroën neuve qui vous plaît, et partir avec elle sans verser aucun dépôt de garantie.

Votre premier loyer, vous ne le verserez qu'un mois après livraison, avec Ecoplan location longue durée, sous réserve d'acceptation du dossier. Alors ne perdez pas de temps : venez vite chez Citroën faire un essai.

Conditions offertes notamment par CLV-SOVAC. **ECOPLAN** LOCATION LONGUE DURÉE

VISA "SEXTANT" SÉRIE LIMITÉE

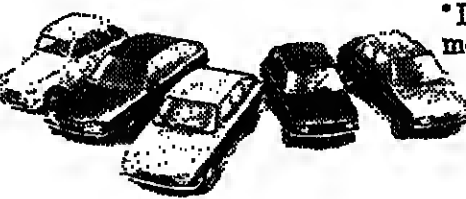
Visa "Sextant" : c'est une Visa Super faite pour l'aventure. Avec sa ligne harmonieuse, ses couleurs bleu et blanc, la Visa "Sextant" est vraiment une voiture sympathique.

La Visa "Sextant" est une série spéciale, limitée à 2000 exemplaires pour la France.



6 MOIS DE CRÉDIT GRATUIT**

Cette offre exceptionnelle est valable du 21 au 31 Mars 1980 et s'applique à toutes les voitures d'occasion* cotées à l'Argus, quelle que soit leur marque, pour un crédit supérieur ou égal à 6 mois, sous réserve d'acceptation du dossier.



* Le montant remboursé est égal à 6 fois la moyenne mensuelle des agios indiqués par le barème de la société de crédit, pour la durée totale du crédit choisi, sans assurance. Conditions de crédit offertes notamment par SOFI-SOVAC.

CRÉDIT TOTAL 36 MOIS**

Également pendant ces 10 jours, pour tout achat d'une voiture d'occasion*, vous pouvez bénéficier d'un crédit de 36 mois sans versement comptant.

* Sous réserve d'acceptation du dossier. Financement offert notamment par SOFI-SOVAC.

GS + 9**

Des GS d'occasion, des GS plus sûres et plus belles. Plus sûres, avec des plaquettes de freins neuves, une batterie neuve, un système d'allumage neuf, des pneus avant neufs.

Plus belles avec leur carrosserie personnalisée, des housses neuves sur sièges AV et AR, des bandes de protection anti-chocs.

Profitez vite de cette offre.

** Chez tous les Concessionnaires Citroën et les Agents portant le panonceau Eurocasion.

CITROËN TOTAL

CITROËN

CARNET

Décès

Le colonel

JACQUES RENARD

Nous apprenons le décès survenu le mercredi 19 mars à Nice, du colonel Jacques RENARD, grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, dont les obsèques ont lieu ce vendredi 21 mars, à 14 h. 30, au temple protestant, 21, boulevard Victor-Hugo, à Nice.

Il est né le 21 juillet 1902 à Megdebourg, en Allemagne. Jacques Renard, légionnaire d'origine allemande et naturalisé Français, s'est engagé comme légionnaire de deuxième classe, et il a fini la guerre de 1914-1918 comme colonel de la légion étrangère. Rallié dès juin 1940 à la France libre, il a participé, notamment dans les transmissions, à toutes les campagnes de la France libre et de la Libération. Capitaine à la 1^{re} division française libre, il participe aux opérations de Libye au printemps 1942 et, principalement, en juin aux combats de Bir-Hakeim, où, blessé aux yeux, il résiste les transmissions constamment détruites par le feu ennemi. C'est cette action d'héroïsme qui lui vaut le titre de héros de la Libération le 7 septembre 1942.

JEAN VERNIER

Nous apprenons le décès, survenu le mercredi 19 mars à Banary (Vaucluse), du médecin général inspecteur Jean VERNIER, dont les obsèques auront lieu, samedi 22 mars, dans la plus stricte intimité à Banary.

Il est né à Tananarive (Madagascar) le 20 janvier 1905. Jean Vernier, entré en 1925 au service de santé des armées, est médecin-chef de l'hôpital de Banary au début de 1940, et il prend la tête du ralliement, en août de la même année, de l'hôpital de Banary à la France libre. Entre 1940 et 1942, il se bat en Orient (en Syrie) et en Tunisie, au sein de l'équipe chirurgicale des Forces françaises libres, et il est affecté à l'hôpital hospitalier de la 1^{re} division française libre en Libye, en Tunisie, en Italie et en France. Il est fait, comme médecin lieutenant-colonel, compagnon de la Libération le 19 mars 1945.

Directeur local de la santé publique du Soudan en 1946, puis en Guinée en 1954, est en poste à Paris, au ministère de la Santé, en 1957, comme directeur adjoint du service de santé et, en 1959, il sera nommé directeur du service de santé, au ministère de la Santé publique et de la population.

Mme Nina Zavriev, sa sœur, M. Paroubi Bagarian, son frère, M. Jacques Zavriev, son fils, M. André Zavriev, ses neveux et leur famille, M. Michel Bagarian, son fils, ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Tamara BEGLARIAN

survenue le 20 mars 1980. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église arménienne, 15, rue Jean - Goujon, Paris (8^e), le lundi 24 mars, à 10 h. 30, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

— Privas, Occidalia, Paris. Mme et M. Francis Dumoulin, Mireille, Daniel, François, Claude, Jean-Luc et leurs enfants, M. et Mme Pierre Broué, Françoise, Catherine, Martine et Jean-Pierre, M. et Mme Michel Broué et leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme BROUÉ, née Renée Vaucluse, le 19 mars 1980, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques ont eu lieu à Privas, le 20 mars.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Henri GAZIER

De la part de ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et de toute la famille.

Selon la volonté de la défunte, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité familiale, en l'église de Laverdy, sa paroisse, le 13 mars 1980.

M. et Mme Louis Regnard, 21, rue Gley - Lussac, 73005 Paris.

Remerciements

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

— M. Jorgan Johannessen, son épouse, Ullrik, Michel et Christian, ses enfants, M. et Mme Pierre Cayotte, ses parents, Mme veuve Christian Johannessen, sa belle-mère, M. et Mme Robert Lefoulet, sa sœur et son beau-frère, François, Etienne, Catherine et Marie-Noëlle, ses neveux et nièces, Les familles Barthélemy, Grandjean, Eluiri, Deloy, Renard, Germain et Joly, Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

Anniversaires

— Il y a huit ans que M. Ernest WERNER, ancien directeur général de la Mutualité, est décédé. Ses obsèques ont eu lieu le 14 mars 1972, à 10 h. 30, au temple de la rue Saint-Georges.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

— M. Vincent Comar, ses enfants et petits-enfants, très touchés des marques de sympathie et d'amitié reçues à la suite du décès de M. Vincent COMAR, prient de bien vouloir excuser l'absence de leur présence à la cérémonie.

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAL

emp

ETABLISSEMENT FIN
travaillant dans le cadre
Régional (sur
et pratiquant près à 80
et prise de pa
recherch

ANALYSE F
specialiste révision des com
de gestion, lecture
Formation supérieure
Niveau Certificat Supérieur de
Certificat Supérieur de
Niveau plusieurs années
Travail en équipe - 2
Organisme

Entre sous le 8271
21, rue Labat, 92000-V

TIMAC
530 personnes - C.A.
BACHIER

1 RESPONSABLE COMPTA
— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

— sera chargé de l'ent
de faire fonction
— sera chargé de l'ent
de faire fonction

1977-1980 : M. Jacques Chirac présente le bilan de sa gestion à la mairie

ment, « permettrait la réalisation de 3 000 logements, dont le moitié de logements sociaux », un hôtel de ville, une école maternelle, et un parc de 16 hectares (dont 13 hectares d'un seul tenant). »

● **AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE** « L'ajout de 250 logements d'annoncer la réalisation de 250 logements de nouvelles lignes de notre politique en matière de propreté. Aujourd'hui, on peut faire figurer au tableau les résultats suivants : modernisation des collecteurs, amélioration des poubelles pour améliorer le nettoyage des trottoirs, 400 lavabes de trottoirs, 50 mendiants, aspiratrices, 100 mendiants, 100 mendiants, 100 mendiants, 100 mendiants ou seront achetés en 1970-1980 : pour économiser l'énergie et lutter contre le bruit, 45 tonnes d'ordures ménagères seront acquies d'ici à 1983. »

siennne s'explique souvent par le fait que les élus aient une compétence et une disponibilité comparables à celles de leurs interlocuteurs des services. Les dirigeants du spectacle ont été les premiers membres du Conseil d'Etat ou des préfets travaillant à plein temps sur des dossiers difficiles. C'est une situation que nous retrouverait d'ailleurs dans toutes les grandes villes de France. Le nouveau statut de la capitale n'a pas modifié le principe de la coexistence qui sépare l'administration des élus. Il n'y a plus à la mairie une séparation aussi nette entre ceux qui savent et ne parlent pas,

es fonctionnaires, et ceux qui
parient et ne savent pas, les fins ;
mais il y a encore, c'est vrai,
beaucoup d'élus qui n'ont pas le
temps ou les moyens de contrôler
rien de contre l'administration.
Les trois ans qu'a encore à couir
la nouvelle municipalité pari-
sienne permettront peut-être de
dire s'il est possible de rapprocher
des deux pouvoirs qui dirigent en
fait l'Hôtel de Ville.

JEAN PERRIN.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

LA CRISE ET LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE INDUSTRIELLE

L'Ile-de-France est-elle sacrifiée à la province ?

L'Élysée, en annonçant pour le mois de juillet une réunion sur l'avenir de l'Ile-de-France, a voulu montrer qu'il avait entendu les cris d'alarme des responsables parisiens. Ceux-ci ont-ils raison de se plaindre ?

Paris a perdu ses complexes. Il ne se sent plus responsable du « désert français ». La capitale estime avoir suffisamment fait pour revitaliser la province, et considère même parfois qu'elle s'est déjà trop sacrifiée sur l'autel de la solidarité nationale. Toutes étiologies politiques confondues, les élus parisiens ne veulent plus entendre parler de décentralisation. Pour tous, la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire) est devenue l'ennemie, rendue responsable d'avoir vidé Paris et sa région de sa richesse industrielle et accusée de persévérer dans l'erreur en voulant accentuer maintenant le « démantèlement » du territoire.

Pourtant, de Saint-Nazaire à Saint-Étienne, de Caen à Longwy, la province continue de reprocher à la capitale de tirer la couverture à elle... et à la DATAR de ne pas lui fournir des emplois indispensables pour tenter de résorber ces poches de chômage qui s'étendent comme mazout sur le paysage breton.

L'Ile-de-France — quoi que puissent en dire ses responsables — reste une région relativement privilégiée. Elle semble même mieux armée que les autres provinces françaises pour faire face aux nouvelles données économiques. Il est vrai que, dans le domaine des chiffres, il est bien difficile de se faire une idée précise. Les statistiques sont parfois contradictoires, et, depuis 1975, date du dernier recensement, la situation a sensiblement évolué, voire s'est renversée.

La population, par exemple. La région parisienne continue à connaître une croissance démographique plus forte que la moyenne nationale. 33 % de l'accroissement naturel français sont enregistrés chez elle, alors qu'elle n'accueille que 20 % de la population. C'est que les « écarts » (entre

vingt et soixante-quatre ans) sont proportionnellement plus nombreux en Ile-de-France que dans le pays tout entier (60 % au lieu de 55 %). Pourtant, depuis 1968, tous les ans, quelque 25 000 habitants émigrent de la région capitale vers la province ; le flux traditionnel s'est renversé, mais, malgré cela, la population active continuera à augmenter jusqu'en 1983 ou 1985. Il faudra donc créer de nouveaux emplois en Ile-de-France. Jusqu'en 1975, le taux de croissance des postes de travail y a été largement supérieur à ce qu'il était en province. Depuis, il n'est que de 0,5 % par an.

Le relais du « tertiaire »

Ce chiffre « cache » une chute vertigineuse des emplois industriels. Vingt-huit mille cinq cents ont disparu chaque année de 1975 à 1978. Neuf fois plus qu'en 1968 et 1975. Pour Paris-ville, le rythme n'a pas changé (moins quinze mille par an). Mais dans les trois départements de la « petite couronne », la stagnation pesée a fait place à une décroissance du même ordre, en valeur absolue, que celle de Paris. Et le « grand ensemble », qui était jusqu'alors la grande pourvoyeuse d'emplois industriels en région parisienne, n'en produit plus. Il y a là effectivement de quoi inquiéter les responsables, particulièrement les élus communistes, qui peuvent craindre que disparaissent une partie de leur électorat traditionnel. Tous n'acceptent que difficilement l'apparition de « triches » industrielles : ces hangars, ces bâtiments vides maintenant de toute activité. La chambre de commerce en a recensé un millier d'hectares. Il est vrai que partout en province les maires des petites communes rurales sont nombreux à regarder tristement les zones industrielles, créées à grands frais, désespérément désertes. La Basse-Normandie a elle seule dispose de plus de 500 hectares de terrain prêts à accueillir des industriels, alors que, l'an dernier, elle n'en a vendu que trente-trois.

Car, contrairement à certaines idées reçues, les décentralisations n'ont eu que peu d'effets sur la

« déindustrialisation » de Paris et des trois départements qui l'entourent. D'une étude de la DATAR il ressort que, de 1970 à 1974, la suppression d'emplois industriels s'explique pour 47 % par le « désarmement » vers les autres départements de la région parisienne, pour 35 % par des disparitions d'entreprises, pour 8 % par des réductions d'effectifs et seulement pour 10 % par l'impact des décentralisations.

Heureusement, les services publics, le secteur « tertiaire », en général ont comblé — et même au-delà — ce déficit. Chaque année, trente-huit mille emplois nouveaux ont été créés dans le secteur public entre 1968 et 1975 et soixante-neuf mille emplois de services de 1975 à 1978.

De quoi se plaindre donc les responsables parisiens ? Cette légère croissance des emplois, expliquée, n'a pas empêché le chômage d'augmenter. Il touchait 2,8 % de la population active en 1974 ; et plus du double (5,7 %) cinq ans plus tard. « Chez nous », peuvent répondre les provinciaux, la situation est pire.

En effet, le taux de chômage moyen pour l'ensemble du pays est passé de 2,8 % à 7,1 %. Tout au long de la crise l'écart n'a fait que se creuser... et au bénéfice de l'Ile-de-France. Nouvelle réplique des Parisiens : des provinces françaises comme Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou Languedoc-Roussillon ont connu une croissance du tertiaire plus forte que l'Ile-de-France : 3,7 % par an en moyenne au lieu de 2,25 %. Les projets de réduire le train de vie de l'Etat et l'accentuation de la décentralisation des bureaux, confirmés par le conseil de planification du 3 avril 1978, ne peuvent qu'aggraver cette situation. De plus, tous les Parisiens n'acceptent pas de gâcher du cœur cette évolution qui a fait de Paris, et maintenant de départements qui l'entourent, une région de « cols blancs ».

Une analyse plus approfondie devrait pourtant les rassurer. La crise, en « dégraisant » l'industrie « parisienne », l'a rendue plus compétitive. Elle s'est allégée dans les secteurs

de main-d'œuvre, durement concurrencés par les pays du tiers-monde, et de faible valeur ajoutée. En revanche, elle accueille 38,8 % des emplois français en construction électrique et électronique, 33,5 % de ceux de l'automobile, 30,4 % de ceux de l'énergie... toutes branches bien armées pour faire face au deuxième choc pétrolier. Résultat : avec 23 % des salariés français, la région parisienne produit près de 28 % de la valeur ajoutée nationale. C'est une situation enviable. D'autant plus que l'Ile-de-France reste — et de loin — la première région française pour la recherche, l'innovation et le tertiaire, 48 % des ingénieurs et cadres supérieurs français y travaillent.

Prise de conscience

Au-delà des chiffres, que chacun peut utiliser à son gré, le problème est surtout psychologique. En période de vaches grasses, on accepte des sacrifices que l'on refuse en temps de crise. Et celle-ci survient au moment où l'Ile-de-France commence à prendre conscience de son existence, au temps que région parisienne. M. Michel Giraud, le président du conseil régional, peut ainsi déclarer : « Après avoir fait subir à l'Ile-de-France les effets du centralisme, l'Etat se pénalise, en se soumettant à un régime de décentralisation tout aussi excessif. » Etre « région capitale » implique des devoirs, mais aussi des droits. Sur tout, ces responsables craignent qu'à force de le « ponctionner » au profit du reste du pays, le gouvernement ne le fasse tomber en dessous de la « masse critique » qui lui est indispensable pour remplir son rôle.

Pour les Parisiens, la « chance » de la France dans la concurrence européenne et internationale réside dans la puissance économique de l'Ile-de-France. Pour les provinciaux (et la DATAR), le pays respirera mieux si Paris ne garde pas le monopole des activités les plus riches et des centres de décision. Le débat ne fait que commencer...

THIERRY BRÉHIER.

Argenteuil et Bezons ont « perdu » cent cinquante entreprises depuis 1968

Depuis 1968, cent cinquante entreprises industrielles ont fermé leurs portes dans les communes d'Argenteuil et Bezons (Val-d'Oise) et, parmi elles, les Forges d'Argenteuil, Olier, Ericsson, Saurier-Duval, Thomson. D'autres entreprises ont procédé, dans le même temps, à des compressions de personnel : le Joint français, la Cellophane, les Câbles de Lyon, Ols. Au total, huit mille emplois ont disparu en dix ans sur Argenteuil et six mille à Bezons, notamment dans la branche de la métallurgie et de la mécanique générale. Aujourd'hui, Argenteuil compte trois mille chômeurs pour une population de cent cinquante mille habitants dont cinquante mille actifs, tandis qu'à Bezons le nombre de chômeurs est de mille pour une population de vingt-cinq mille trois cents habitants, dont douze mille six cent cinquante-cinq actifs.

Un exemple, parmi d'autres, de ce que l'on appelle la désindustrialisation de la banlieue parisienne. Pourtant explique M. Robert Montdargent, député et maire communiste d'Argenteuil, des possibilités de créations d'emplois existent : « Une main-d'œuvre hautement qualifiée, des moyens de formation bien adaptés, un réseau d'infrastructures, une excellente image de marque industrielle... 3 hectares de terrain sont encore disponibles dans la zone industrielle d'Argenteuil, dont le dynamisme n'est plus à démontrer puisque cent à cent vingt emplois à l'hectare ont été créés en moyenne ces quatre dernières années ». En outre, 16 hectares de friches industrielles exis-

tent dans ces communes. Provenant de cessations ou transferts d'activité, elles dévalorisent, selon les deux municipalités, le cadre de vie, alors qu'elles pourraient être réutilisées par de moyennes et petites entreprises.

C'est pourquoi le maire d'Argenteuil et celui de Bezons, lui aussi communiste, ont lancé une campagne pour « la revitalisation du tissu industriel de ce secteur des bords de Seine ». Pour rendre à leurs communes « cette tradition industrielle née après la guerre 14-18 », ils ont commandé à la SEMARG (Société d'économie mixte d'Argenteuil-Bezons) une étude sur la possibilité de « faire revenir » des industries. Cette étude devrait être prochainement soumise au fond d'aménagement urbain et à l'établissement public régional pour d'éventuelles subventions d'équipement et de réalisation. Déjà cinquante-neuf industries des deux communes ont fait connaître leurs besoins d'extension.

« Toutefois, la réussite de ce projet implique que le gouvernement et la DATAR cessent de faire obstacle aux implantations industrielles en région parisienne », a précisé M. Robert Montdargent. La liberté de localisation dans les zones prévues au plan d'occupation des sols, l'autorisation de créer des locaux industriels en blanc quel que soit le lieu d'implantation, l'exonération de la redéclaration en région parisienne : telles sont les principales revendications des deux municipalités.

JACQUELINE MEILLON.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

Mille ans plus tard.

Le P. 47 de Thai. La qualité est toujours une priorité. Une première classe de luxe avec couchettes et une salle de conférence. Une classe de grand standing, calme et feutrée, spécialement conçue pour les hommes d'affaires. Une classe économique plus intime et plus décente qu'une simple classe économique.



Après mille années de labeur, les éléphants... décrochent ! Depuis que les rois sont rois en Thaïlande, on se déplace à dos d'éléphants. Autrefois bien sûr, ils étaient l'apanage des grands dignitaires ; ils ne le sont plus car les temps ont changé et aujourd'hui tout le monde peut les utiliser.

Vous aussi si vous avez choisi de voyager sur THAI. Sur nos lignes, nul besoin d'être une somnambule pour profiter des Jumbos ! L'hospitalité est de tradition en Thaïlande et les hôtesses de notre compagnie s'occupent de chaque passager avec beaucoup d'efficacité et d'équité. C'est ce qui fait la différence sur les Jumbos de la Thai.

Les Jumbos ? Nous les connaissons mieux que quiconque en Thaïlande, depuis le temps qu'on les utilise !



THAI INTERNATIONAL - 123, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75001 PARIS - 15 ou à votre AGENT DE VOYAGES

Le Monde

économie

ÉNERGIE

JUGEANT INSUFFISANTS LES EFFORTS DES ÉTATS MEMBRES

La Commission de Bruxelles souhaite que soit élaboré un programme communautaire d'investissements énergétiques

Bruxelles (Communautés européennes). — Harmoniser progressivement les prix et la fiscalité, faciliter et accélérer la mise en œuvre de programmes d'investissements : telles sont les deux orientations qui, selon la Commission européenne, devraient être à la base de la stratégie énergétique de la Communauté au cours des années à venir. Comment dégaier les moyens d'une telle politique ? Il serait prématuré de donner une réponse, explique, dans un document préparé pour le prochain

conseil européen, la Commission, qui parmi d'autres formules, cite cependant le recours possible à une taxe communautaire sur l'énergie.

Si les chefs de gouvernement des Neuf approuvent ce programme, il pourrait alors être présenté, en vue d'une action coordonnée, aux Américains et aux Japonais lors du sommet économique occidental qui se tiendra, lui aussi, à Venise, une dizaine de jours après le conseil européen.

De notre correspondant

Le programme communautaire d'investissements conçu de manière à appuyer les programmes d'investissements nationaux et à en accélérer la réalisation. Il vise à accélérer la promotion des économies d'énergie, la substitution au pétrole du charbon et du nucléaire, dont, dit-elle, l'exploitation est vitale pour assurer nos besoins futurs, le développement de combustibles synthétiques et d'autres ressources renouvelables.

Les réflexions de la Commission partent d'une constatation élémentaire : la structure des prix et de la fiscalité de l'énergie qui varie de considérablement et parfois de manière insupportable d'un État membre à l'autre, et selon les produits, est économiquement malsaine. Afin d'essayer d'atténuer les effets inflationnistes de la hausse du prix du pétrole brut, certains États (c'est vrai en particulier de l'Italie, de l'Irlande et du Royaume-Uni) n'ont que très partiellement répercuté ces hausses successives sur les prix à la consommation et ont préféré les prendre en charge, au moins en partie, par leur budget. Cette politique, dénonce la Commission, est contraire à la nécessité de favoriser la réduction de la dépendance énergétique extérieure de la Communauté. Un des objectifs prioritaires de l'action communautaire doit être de promouvoir une meilleure répartition des prix, d'inciter les gouvernements membres qui n'ont jusqu'à présent pas agi dans ce sens à pleinement répercuter sur la consommation des augmentations de prix de l'énergie importée. Selon la Commission, le meilleur moyen d'opérer le rattrapage souhaité est de mettre en œuvre un programme d'harmonisation progressive des prix et de la fiscalité énergétique.

Seconde ligne de force du document de la Commission : la promotion de l'investissement. Au cours de la décennie 1980-1990, les États membres prévoient de dépenser 400 milliards d'ECU (1 ECU : environ 580 francs, soit 2 320 milliards de francs) en investissements énergétiques. La Commission considère que ce volume est insuffisant. En outre, les possibilités d'investir varient sensiblement d'un État membre à l'autre. La Commission estime donc souhaitable l'élaboration d'un pro-

La différence de prix de l'électricité va s'accroître entre heure creuse et heure de pointe

Electricité de France n'était pas favorable à l'arrêté, qui va être prochainement publié, qui impose une réduction des tarifs de 3 à 5 centimes par kilowatt-heure — au voisinage des chantiers de construction des centrales nucléaires. Son directeur général, M. Chevrin, l'a rappelé le 20 mars. Cette pro-

messe du président de la République n'est-elle pas un détournement du service public ? (Le Monde du 20-21 février.)

Pourtant, cette idée d'une certaine déperdition pourrait être reprise dans la réforme de la tarification qu'étudie l'entreprise. « Un tarif qui reflète les coûts les plus exactement possible, comme une horloge doit donner l'heure », souligne M. Boiteux, le président d'EDF. Avec l'évolution des moyens de production, la tarification nationale (le nucléaire satisfaisant de plus en plus la demande de base, les points étant assurés — à un coût croissant — par les centrales thermiques au fuel), la différenciation des tarifs entre heures creuses et heures de pointe devrait être accentuée, tout comme les tarifs de nuit et hivernal. Même si aucune décision n'est prise, on sent qu'EDF trouve normal que les régions exportatrices de courant paient beaucoup moins cher que les régions importatrices, du moins pour les heures et moyennes tensions (car il n'est pas question de toucher à la péréquation des usages domestiques). « Il est logique de donner un avantage aux entreprises qui nous facilitent la tâche et s'installent près des centrales », dit-on à EDF.

Un avertissement pour les Bretons de Ziguinchor ? Si la politique des événements de Bretagne n'apparaît pas à l'entreprise nationale comme réellement « antinucléaire » et qu'il n'y a pas de raisons sérieuses, le fait d'une mauvaise information. Les avantages qui découleront — pour l'usager — de la construction de centrales nucléaires sont cependant retardés. Il y a, dans EDF, annonçant une « baisse relative » du prix du kilowatt-heure grâce au nucléaire dès 1981. On parle désormais de 1982. Électricité de France a, il est vrai, énormément de difficultés à financer ce programme : son endettement cumulé approchera 90 milliards de francs à la fin 1980. Aussi M. Chevrin souligne-t-il pudiquement qu'EDF recherche avec les services du ministère de l'Économie et des Finances les « moyens convenables pour financer ces besoins considérables ». Mais il avoue aussi que « les moyens convenables » ne sont pas encore trouvés.

REMOUS SUR LE DOLLAR ET SUR L'OR

De vifs remous ont été enregistrés sur les marchés des changes, où le dollar, après avoir fléchi, en fin de semaine, devant des taux d'intérêt américains en hausse, a retrouvé au fur et à mesure que ces taux remontaient. En conséquence, le cours du dollar est passé de 4,35 F à 4,37 F contre 4,370 F mercredi et près de 4,40 F jeudi. En même temps, le cours de l'once d'or est revenu de 561 dollars à 558 dollars contre 514 dollars mercredi et 514 dollars jeudi. Par ailleurs, le lingot « perdu » 3718 F à 75 480 F, soit 537 dollars pour une once.

AGRICULTURE

L'examen des prix par l'Assemblée européenne

LA COMMISSION DES BUDGETS REJETTE LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION AGRICOLE

Le débat extraordinaire que l'Assemblée européenne doit consacrer du 21 au 26 mars à Strasbourg, à l'examen des prix agricoles risque d'être très difficile. La commission des budgets a en effet rejeté, jeudi, la proposition de la commission de l'agriculture qui suggérait d'augmenter les prix de 7,9 % pour la prochaine campagne. La commission des budgets a décidé, en revanche, de soutenir le chiffre proposé par la Commission européenne, soit 2,4 %. En décembre dernier, une large majorité de parlementaires avait rejeté le projet de budget de la C.E.E. à l'instigation de la commission des budgets, précisément parce qu'il ne prévoyait pas, selon les parlementaires, une réduction assez importante des dépenses agricoles.

D'autre part, la commission pour la protection des consommateurs est parvenue à la conclusion que même une augmentation de 2,4 % serait excessive. Elle a engagé les ministres à s'en tenir à l'objectif de réduction des dépenses. Selon la commission de cette commission, celle-ci tendrait à se voir dans la bataille de l'Assemblée de Strasbourg, la semaine prochaine.

Elle ne sera pas la seule à le faire, car l'ensemble des décisions des commissions des budgets comme celle des consommateurs risquent bien d'accroître encore la mobilisation paysanne. Strasbourg s'attendait à recevoir, le mardi 25 mars, cinq mille paysans en provenance des neuf pays de la Communauté. Il semble bien que ce chiffre sera largement dépassé et les responsables des organisations professionnelles s'insurgent de cette possibilité de la part du Palais des congrès, où devait se tenir l'Assemblée générale des manifestants, avant un défilé en ville l'après-midi, pourrait être trop petit.

P. L.

Sauf à taxer les matières grasses végétales

L'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. exigera une augmentation des ressources communautaires

De notre correspondant

Bruxelles — Le futur adhésion de l'Espagne à la Communauté pose un problème particulier pour le budget agricole de la C.E.E. Il faudra, en effet, engager des dépenses supplémentaires pour soutenir le marché espagnol de l'huile d'olive. La perception d'une taxe sur les matières grasses végétales est la solution la plus appropriée. Au cas où cette solution ne serait pas retenue par les Neuf, leur contribution financière devra sensiblement augmenter. Tel est le sens de la communication sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun agricole que la Commission européenne a transmise, jeudi 20 mars, aux États membres.

L'Espagne entraînerait alors une augmentation des versements annuels de T.V.A. que les Neuf ont décidé de plafonner à 1 % de leurs recettes nationales. Car, sur le coût supplémentaire qu'entraînerait le soutien du marché espagnol de l'huile d'olive, la Commission maintient sa promesse : les dépenses de la C.E.E. pour ce produit, passeront de 800 millions actuellement à 1,5 milliard d'ECU (de 4,6 à 8,7 milliards de francs). Après son adhésion, l'Espagne sera en effet dans l'obligation d'ouvrir ses frontières aux importations de matières grasses végétales. Si la relation des prix entre l'huile d'olive et les produits concurrents n'est pas améliorée, ajoute la Commission, la consommation espagnole risque de baisser sensiblement.

Les autres points du dossier

Sur les autres points du dossier, la Commission maintient ses positions :

● **Fruits et légumes** : la C.E.E. devrait demander à l'Espagne la fixation de contingents d'importation chez les Neuf, tout au long de la période de transition (de sept à dix ans) ;

● **Vins** : la Communauté doit distiller en début de campagne (distillation préventive) et réduire de manière significative la fiscalité sur la consommation ;

● **Pays méditerranéens** : les Neuf doivent négocier avec ces pays associés à la C.E.E. afin de trouver des compensations (d'ordre commercial, économique ou financier) à la chute prévisible de leurs exportations vers le marché communautaire.

M. S.

LE PLAN D'AIDE AUX INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

Les chambres d'agriculture s'inquiètent de certaines orientations retenues par les pouvoirs publics

Alors que le conseil des ministres adoptait le plan d'aide aux industries agro-alimentaires, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) consacrait, le 19 mars, la séance de son conseil, à l'élaboration de ses conclusions sur ce sujet. Après avoir entendu M. Debatisse, l'Assemblée s'est inquiétée de certaines des orientations et modalités retenues, ainsi que des incertitudes qui subsistent, y compris pour l'aménagement du cadre financier des entreprises, sur les moyens qui seront mis en œuvre. L'APCA considère que la priorité doit être donnée à quatre secteurs ne doit pas entraîner l'oubli des autres branches, notamment des productions

spéciales. Elle souhaite que la signature des conventions de développement ne serve pas seulement à conforter les entreprises les mieux placées et demande que l'élaboration de ces conventions s'inscrive dans un cadre régional d'agriculture. D'autre part, le comité permanent général de l'APCA a souligné dans un communiqué que « les déclarations et prises de position récentes des organisations syndicales et mutualistes de l'agriculture sur la gravité de la situation agricole sont parfaitement fondées ».

● **Deux mille producteurs en fruits et légumes**, selon les organisateurs (cinq cents selon la police) ont manifesté, jeudi 20 mars sur le Marché d'intérêt national (MIN) de Nogent (Val-de-Marne). A bord de quelque deux cents à trois cents camions et voitures, les manifestants ont tourné de 6 h 30 à 12 heures dans les rues du MIN, distribuant des tracts expliquant leurs griefs : mévente de certains produits et problèmes créés par le Marché commun. Les grossistes se sont solidarisés avec les manifestants en effectuant pas de transactions. — (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Des + sur	Des + sur	Des + sur	Des + sur
\$ E.-U.	4,3718 4,3730	-228 -199	-363 -350	-975 -885
\$ can.	3,6989 3,7045	-88 -10	-186 -30	-285 -145
Yen (100)	1,7255 1,7360	-35 -15	-48 -15	-299 -228
DM	2,3285 2,3318	+98 +128	+185 +320	+489 +579
Florin	2,1226 2,1298	+40 +61	+125 +150	+243 +300
F.R. (100)	14,3988 14,4275	-839 -820	-1460 -1350	-2263 -2263
L.S. (100)	2,4415 2,4415	-125 -125	-125 -125	+885 +925
£ (100)	4,3990 4,3975	-215 -215	-329 -450	-1533 -1390
S. (100)	9,5155 9,5330	-360 -340	-700 -560	-1785 -1530

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12/18	7/18	6/18	5/18	4/18	3/18	2/18	1/18	12/18
\$ E.-U.	16 3/4	16 1/4	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8
Yen	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
F.R. (100)	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
£ (100)	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
£ (100)	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
£ (100)	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au 15 de chacune par une grande banque de la place.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE OFFICE NATIONAL DES ALIMENTS DU BÉTAIL « SECTEUR AVICULTURE »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'O.N.A.B. - Secteur Aviculture - lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture :

— D'engrais pour poussins et œufs.

Le Cahier des Charges peut être retiré par les entreprises intéressées au Siège de l'O.N.A.B. - 25, bd Ziguinchor-Yousouf - ALGER, contre la remise d'une somme de 100 D.A.

La date limite de remise des offres est fixée au 30 mars 1980, à 16 heures.

Les soumissionnaires devront faire parvenir leurs offres à l'O.N.A.B. - Secteur Aviculture - 25, bd Ziguinchor-Yousouf - ALGER, sous double enveloppe cachetée portant la mention « Offres emballées pour poussins et œufs » et à ne pas ouvrir.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de (30) trente jours.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et entreprises étrangères et en conformité avec les dispositions de la Loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le Commerce Extérieur.

guermontprez

LES ÉTATS-UNIS MENACENT DE NE PLUS ACHETER D'ACIER EUROPÉEN

(Suite de la première page.)

Bref, ce que redoutait M. Davidson est le train de sa passer une avalanche de plaintes contre la C.E.E. qui ne peut avoir comme résultat très rapide que d'arrêter toute commande aux hauts fourneaux communautaires et comme corollaire l'abandon du T.P.M., mécanisme de protection modéré avec lequel on était habitué à vivre et qui, depuis trois ans, avait permis de maintenir à un niveau à peu près satisfaisant des ventes de produits sidérurgiques européens aux États-Unis.

Est-ce là le résultat d'un enchevêtrement malheureux ? L'administration Carter s'est trouvée, malgré elle, impuissante à contrôler ? D'aucune manière. On considère à Bruxelles que les services officiels américains ont exactement agi comme et leur intention réelle était de provoquer cette crise pour obtenir le blocage des importations en provenance de la Communauté. Ils ont refusé, en effet, au nom de la lutte contre l'inflation, de relever le « prix de déclenchement » comme le réclamaient les sidérurgistes d'Alsace-Lorraine.

Plus grave : en annonçant que le T.P.M. serait supprimé dans le cas où des plaintes seraient déposées par certains sidérurgistes américains contre l'Europe (et l'on savait que telle était l'intention de J.B. Steel), ils ont incité les sidérurgistes américains à qui n'avaient pas l'intention de suivre l'exemple de l'U.S. Steel à se contraindre à la disparition probable de ce mécanisme de régulation des importations en attaquait à leur tour pour dumping les producteurs de la C.E.E.

La première réaction de Bruxelles exprimant un vif mécontentement avait déjà été communiquée, à Washington.

PHILIPPE LEMAITRE

SI C'ETAIT OUVERT TARD, TARD, TARD?

Le Drugstorien

LE NOUVEAU RESTAURANT DE MATIGNON OUVERT JUSQU'À 1 HEURE DU MATIN. RESERVATION TEL: 359 38 70

Drugstore Publics Matignon: 1, av Matignon 75008 Paris.

DRUGSTORES PUBLICIS L'événement perpétuel.

logement

LOGEMENT

POINT DE VUE

APRÈS LES ÉLECTIONS PRUD'HOMALES

Vérité et contrevérités

DANS un récent « Point de vue » (1), M. Jean-Jacques Dupeyron (2) publiait, sous le titre « Les retombées des élections prud'homales », un texte qui tenait à la fois de réflexion du professeur et de plaidoyer pro domo.

A cette occasion, la C.S.L. a été mise en cause, et c'est en qualité de secrétaire général que j'ai sollicité du Monde la publication du présent texte.

Je commencerai par donner acte à M. Dupeyron qu'il a eu raison de souligner que les élections prud'homales ont connu un succès relatif quant au taux de participation. Il faut dire que les pouvoirs publics, en finançant une énorme campagne de presse, n'avaient pas hésité à inciter les électeurs à voter.

En revanche, sur le plan des autres points évoqués dans cet article, la vérité n'est pas ce qu'il est écrit, et je m'en explique.

La vérité, c'est que l'équipe qui, au niveau ministériel, a conçu le processus des élections prud'homales avait pour objectif de consolider le monopole syndical injuste actuel et pour ce faire on nous a demandé, nous syndicalistes indépendants, de résoudre le problème de la quadrature du cercle.

Pour mener une campagne électorale efficace, il fallait beaucoup d'argent : or, seules les organisations syndicales du monopole reçoivent des subventions nationales ou locales et bénéficient d'avantages indirects considérables, à travers leurs centres de formation syndicale. La C.S.L., malgré les insinuations douteuses et sans preuves, n'avait donc aucun moyen de faire campagne, puisqu'elle n'est pas reconnue.

En ce qui concerne le fonctionnement des bureaux de vote le 12 décembre, il fallait une organisation nationale dont, il est vrai, la C.S.L. ne dispose pas : la C.G.T. et la C.F.D.T. l'avaient, et ont pu être présentes dans tous les bureaux ; de plus, elles y ont été souvent aidées par des municipalités bien disposées à leur égard.

Dans ces conditions, il convient de freiner l'enthousiasme de ceux qui parlent d'un succès considérable : le mètre ici se défie le mètre du travail et de la participation, aussi bien que tous ses conseillers, de dire l'usage qui a été fait des cartes d'électeur distribuées sans aucun contrôle : certains en ont reçu jusqu'à quinze et, là aussi, quand on sait l'usage que peuvent faire certains des votes par correspondance ou même de la voix des citoyens décédés, il est facile d'imaginer ce que l'on peut faire avec les quinze cartes d'un camarade.

Ainsi, malgré les nombreuses irrégularités constatées sur le terrain et publiquement dénoncées, les mesures de contrôle des élections ont été d'une remarquable insuffisance, d'où le nombre restreint de contestations officielles. Or, a-t-on déjà vu des élections démocratiques sans contestation ? Que serait-il advenu si la C.S.L. avait réalisé le score initial prévu par les sondages et les sondages de 8 % ?

Mais pour donner la meilleure image du syndicalisme « officiel » et pour protéger une grande centrale réformatrice, le gouvernement et son administration ont lourdement pesé sur ces élections.

par AUGUSTE BLANC (*)

Je l'affirme parce que j'ai été moi-même l'objet de pressions inquiétantes de membres de cabinets ministériels, voulant imposer à la C.S.L. de ne pas présenter de listes : l'idée était de leur faire disparaître la C.S.L. en lui imposant de démontrer une faiblesse relative au plan national. Pour être à égalité de chances, il lui aurait fallu d'abord être reconnue représentative pour disposer des mêmes moyens d'action que les autres. Pourquoi me demander de résoudre le quadrature du cercle ?

La manœuvre est évidente quand on voit M. Dupeyron orienter que grâce aux résultats des élections prud'homales, « le discours du gouvernement est maintenant changé ». Passer du gouvernement à la C.S.L., comme le dit son ancien conseiller, que « le syndicat le plus dur est minoritaire ». Il se trompe, compte tenu, en effet, qu'il faut vraiment tout ignorer du monde du travail et n'envoyer jamais milité dans une insatiable revendication pour gloser sur

(*) Secrétaire général de la Confédération des syndicats libres.

le « dur » du syndicalisme. Un syndicaliste est dur ou alors il n'est pas un syndicaliste. Et sans manœuvrer, car ce n'est pas le genre de notre organisation, nous nous efforcerons de montrer ce qu'est un véritable syndicaliste si, par malheur, la crise qui menace l'automobile se précipite. Car la C.S.L. sait défendre les intérêts des travailleurs qui lui ont fait confiance et, sans pour autant vouloir changer le système elle le fait durement car c'est le métier d'un syndicaliste.

Mais de toutes les erreurs, la plus grave est certainement de s'imaginer que la C.F.D.T., recatégorisée, ajoutée à la C.G.C., la C.F.T.C. et F.O., participe à une majorité réformatrice.

Le ton a peut-être changé, la tactique est subtile sur le plan de l'unité d'action avec la C.G.T. mais la stratégie reste la même : l'objectif fondamental est le renversement du système pour le remplacer par l'autogestion. L'appareil tout mis en point contre le système.

N'a-t-on pas vu que la C.S.L., pour autant soit morte : vous l'imposez facilement sur l'incertitude changeant que grâce à vous vont pouvoir saisir les partenaires sociaux et vous dire : « Attention, le facteur ne sonne pas toujours deux fois... »

Manifestation des ouvriers de l'aéronautique devant R.T.L.

Quelques centaines de travailleurs de l'aéronautique ont manifesté, jeudi 20 mars, à l'appel de la C.G.T., devant la station de radio R.T.L. à Paris, pour protester contre une chronique de Philippe Alexandre diffusée la veille et faisant état d'« actes de sabotage » qui auraient été commis dans des entreprises produisant l'avion Mirage 2000 (nos

dernières éditions datées vendredi 21 mars). Autorisées à franchir un barrage de forces de l'ordre, une délégation de manifestants a été reçue par la direction de R.T.L., qui a promis de lire prochainement une mise au point sur les antennes à la demande des organisations syndicales.

Après avoir affirmé que, lors de récents mouvements de grève à la SNCF, chez Dassault-Breguet et Thomson-CSF, des plans du Mirage 2000 avaient été subtilisés ou brûlés et que des pièces du prototype avaient été détruites, le chroniqueur de R.T.L. avait avancé deux hypothèses : celle d'un « sabotage » et celle d'un « acte de sabotage » de son propre aveu, selon laquelle il se serait agi d'« actes de sabotage télécom m n d n d s d'un grand pays étranger ». Les deux hypothèses d'un « sabotage » et d'un « acte de sabotage » d'« expérimentation par la P.C.F. et la C.G.T. de nouvelles méthodes révolutionnaires ».

La C.G.C., de la métallurgie à déclarer que « les travailleurs ressentent de l'écœurement devant cette campagne qui déshonore ses auteurs (...) dans cette période où la classe politique et les services des impôts cherchent par tous les moyens à jeter le discrédit sur la C.G.T. et le parti communiste ».

Philippe Alexandre, responsable de ces propos et, de son côté, la SNECMA a tenu à préciser qu'elle n'avait constaté aucun sabotage et elle a déploré « la campagne qui met en cause la conscience professionnelle de son personnel ». On admet, en revanche, à Thomson-CSF, que des bordereaux d'ordre et des documents relatifs à la sous-traitance de certaines fabrications de série — sans rapport avec le Mirage 2000 — ont été dérobés à la fin de l'année dernière à Malakoff (Hauts-de-Seine) et à Sartrouville (Yvelines). Après une demande en rétrocession, ces documents ont été récupérés par la société en janvier dernier.

Un directeur d'entreprise « réticent » pendant deux heures. — M. Georges, directeur de la Compagnie des transports de Perpignan (Pyrénées-Orientales), a été « retenu » pendant deux heures le jeudi 20 mars par des grévistes. Après une série d'arrestés du travail survenus depuis deux mois, la société avait publié un communiqué dans la presse locale sur la situation dans l'entreprise. Cette démarche a déplu aux syndicalistes, qui ont demandé la reprise des négociations, dans la discrétion.

M. Bergeron préconise un « délai supplémentaire » pour la mission de M. Giraudat. — A l'issue d'un entretien avec M. Matheul, ministre du travail et de la participation, jeudi 20 mars, M. André Bergeron a estimé que l'octroi d'un « délai supplémentaire » à M. Giraudat pour qu'il achève sa mission sur l'aménagement du temps de travail est « inévitable ». Cette mission devait être terminée avant la fin mars, a rappelé le secrétaire général de F.O. qui estime que toute précipitation qui déboucherait sur un nouveau désaccord serait catastrophique.

A AMIENS

Durcissement d'un conflit aux Coopérateurs de Picardie

De notre correspondant

Amiens. — La grève se poursuit et même se durcit aux Coopérateurs de Picardie, où une partie du personnel (cent cinquante sur cinq cents) a arrêté le travail par solidarité avec trois employés, qui, depuis le 11 mars, sont la grève de la faim. L'un d'eux, M. Rabah Benkhedidja, a été transporté, lundi, de la salle du comité d'établissement, où il était installé avec ses camarades, au centre hospitalier, d'où il s'est enfui, mardi, pour rejoindre ses familles, parce qu'on voulait l'emmener à la suite d'une menace d'infirmité.

La coopérative étant paralysée par l'opposition des grévistes à la circulation des camions, la direction avait porté l'affaire devant le juge, demandant que les grévistes soient condamnés parce que, selon elle, ils empêchent de travailler ceux qui le désirent. Le tribunal de grande instance d'Amiens n'a pas suivi cette requête.

Dans une ordonnance de référé rendue mercredi, il demande seulement qu'un huis-clos se tienne compte si la plainte est fondée. Pour que les camions puissent circuler, la direction a alors fait arracher les grilles cadenassées par les grévistes. Mais ceux-ci continuent de s'opposer à toute circulation.

Quant aux grévistes de la faim, M. Benkhedidja a perdu 9 kilos et il est menacé d'infarctus cardiaque. Les deux autres grévistes de la faim ont perdu entre 7 et 8 kilos et souffrent de déshydratation.

Le conflit a commencé début janvier. A la suite d'une altercation entre deux membres du personnel, MM. Dominique Moretti et Rabah Benkhedidja, la direction décide de licencier tous les deux. L'inspection du travail refuse le licenciement de M. Moretti, qui est délégué du personnel. La C.G.T. demande la réintégration de M. Benkhedidja, qui est père de onze enfants. Refus de la direction, qui souligne qu'elle ne veut pas voir se reproduire entre ouvriers des incidents qu'elle affirme être de caractère raciste. Indignation de la C.G.T., qui a pour effet la réconciliation des deux hommes. Ils entament alors ensemble une grève de la faim, accompagnée par M. Landuzzi, secrétaire du syndicat. Pour la C.G.T., la motif invoqué par la direction pour justifier deux mises à la porte n'est qu'un prétexte pour démanteler le syndicat, qui, grâce à une grève en décembre, a obtenu une revalorisation des bas salaires. Une réunion de conciliation s'est cependant tenue à Paris. Il semblait que l'on s'orientait vers une réintégration de M. Benkhedidja, mais le conflit n'est pas terminé. La direction continue à vouloir licencier M. Moretti, malgré l'avis défavorable de l'inspection du travail.

D'autre part, les syndicats des gérants des magasins de détail de la Coop menacent de démissionner si la direction ne cesse de licencier. Au dixième jour de la grève, il ne reste en effet plus approvisionnés.

MICHEL CURIE.

Chez Peugeot : recul C.G.T. et C.S.L. et aussi C.F.D.T. dans le deuxième collège

Aux élections des délégués du personnel, le 19 mars, chez Peugeot, à Sochaux, la C.G.T. et la C.S.L. remportent au profit des autres syndicats, notamment F.O., dans le premier collège, et dans le deuxième c'est la C.F.D.T. qui regresse. Alors que la participation à ce scrutin a été très importante (86,42 % dans le premier collège et 84,56 % dans le second), la SIAP-C.S.L. (Syndicat indépendant des usines Peugeot) a obtenu 1933 voix dans le collège ouvrier (11,70 %) dans le collège ouvrier (11,70 %) dans le collège ouvrier (11,70 %).

Organisation C.G.T. et C.F.D.T. sur la régularité du scrutin qui, pourtant, s'est déroulé, cette fois-ci, en présence de deux observateurs extérieurs désignés par le tribunal d'instance de Montbéliard, à la demande de la C.F.D.T. et de la C.G.T.

Premier collège. — Inscrits : 28 626. Exprimés : 23 297. Ont obtenu : C.G.T., 10 133 voix soit 43,40 % (45,63 % en 1979) ; C.F.D.T., 5 296 voix, soit 22,71 % (22,42 % en 1979) ; F.O., 2 749 voix, soit 11,70 % (8,87 % en 1979) ; C.S.L., 3 948, 12,65 % (13,77 % en 1979) ; C.F.T.C., 2 004, 8,60 % (8,53 % en 1979).

Deuxième collège. — Inscrits : 6 863. Exprimés : 6 190. Ont obtenu : C.G.C., 2 919 voix, soit 47,15 % (46,61 % en 1979) ; C.F.D.T., 1 041 voix, soit 16,81 % (18,22 % en 1979) ; F.O., 797 voix, soit 12,87 % (11,29 % en 1979) ; C.G.T., 833 voix, soit 13,46 % (10,27 % en 1979) ; C.F.T.C., 459 voix, soit 7,33 % (6,87 % en 1979) ; SIAP-C.S.L., 366 voix, soit 5,91 % (7,55 % en 1979).

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE
OFFICE NATIONAL DES ALIMENTS DU BÉTAIL
« SECTEUR AVICULTURE »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'O.N.A.S. « Secteur Aviculture » lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

— Poussins d'un jour « chair ».

— Poussins d'un jour « femelle ponte ».

Le Cahier des Charges peut être retiré par les entreprises intéressées au siège de l'O.N.A.S. - 25, bd Zighout-Youcef - ALGER, contre la remise d'une somme de 100 D.A.

La date limite de remise des offres est fixée au 30 mars 1980, à 18 heures.

Les soumissionnaires devront faire parvenir leurs offres à l'O.N.A.S. - « Secteur Aviculture » - 25, bd Zighout-Youcef - ALGER, sous double enveloppe scellée portant la mention « Offre poussins d'un jour chair » ou « poussins d'un jour femelle ponte » - « Ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de trente (30) jours.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la Loi n° 78-23 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le Commerce Extérieur.

LE MONDE
not chargé de la disposition de
les lecteurs des rubriques d'annonces
immobilières
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
qui vous rechercherez

BROCANTE DU BATIMENT
CHEMINÉES, CARRELAGES, TUILES, POUTRES, STATUES.

OPERATION
«VITRINE OUVERTE»

Pour fêter la rénovation des 3000m² d'exposition, la Brocante du Bâtiment propose une réduction exceptionnelle de 20% sur toutes ses cheminées. Moins 20% sur les prix déjà moins chers que les copies. Moins 20% sur toute la collection et sur des nouveautés comme les cheminées en marbre début de siècle et les cheminées en bois.

BROCANTE DU BATIMENT
128, QUAI DE JEMMAPES
75010 PARIS. TEL.: 203.47.51.

Ouvrez tous les jours, même le dimanche, de 8 h à 19 h sans interruption.
Marché le jeudi jusqu'à 22 h.

Font-Rouge & Associés

L'authentique moins cher que la copie.

AFFAIRES

Les représentants du mouvement coopératif sont recus à l'Élysée

Un entretien avec le président de Sony

« Les Européens ne doivent pas craindre la compétition »

Voilà quatre ans que le président de la République ne s'était pas intéressé au mouvement coopératif (1). Il l'a fait le jeudi 20 mars en invitant à déjeuner les membres du bureau du Conseil supérieur de la coopération, et quelques autres, ainsi que M. Jean-Pierre Proust, secrétaire d'Etat à la petite et moyenne industrie, qui président, par délégation du conseil, le Comité national des coopératives d'activités (production), qui préside le bureau, est metistait : - Nous avons été très sensibles à cette invitation, car elle constituait un précédent : c'est la première fois qu'un président de la République nous convie en tant que mouvement coopératif... »

M. Akio Morita est un grand voyageur. Aujourd'hui à Paris, hier à Stuttgart, demain à New York. Il a 42 ans, décentes que les 20-30 ans. Son parcourt le monde, accompagné le plus souvent de sa femme. Et ça se perçoit dans sa connaissance du Vieux et du Nouveau Monde, son adaptation à leurs us et coutumes ? Toujours aussi qu'il Ganzo, le quartier d'affaires de Tokyo, M. Morita a la réputation d'être le moins nippon des managers japonais. — Ça que lui aurait parfois tendance à lui reprocher...

D'une exigence recherchée,
 d'un vil et la propre-direct
 l'oeuvre bien souvent le point
 l'humour, l'homme porte beau
 ses cinquante-neuf ans. Le jeune
 ingénieur physique qui réparait,
 son rendement au grand jour
 l'homme, le monde, les hommes,
 des appareils de radio au
 monde d'un parti entrapés s'ait
 non chemin. Une carrière
 l'identité fiévreusement au succès
 la société qu'il fonda, il y a

an Europe.

Au resta, les ambitions de
 Sony ne sont pas exorbitantes.
 La firme, qui se veut « le Mer-
 cedes de l'électronique grand
 public », ne verra que la hausse
 de gamme et ne détiend que
 21% du marché européen.
 M. Morita se satisfait de
 quelques pour cent supplémen-
 taires au cours des prochaines
 années.

Cartes. Mais il y a les autres

Aucun problème spécifique n'a, bien sûr, été réglé au cours de cette rencontre — ils ont trop variés dans un mouvement qui regroupe des organisations aussi disparates que le Crédit agricole, les coopératives de consommateurs, des transporteurs routiers, des coopératives ouvrières de production, etc., — mais l'échange de vues a été ce qu'il est convenu d'appeler « fructueux ».

Dans ledit mouvement coopératif, on n'est qu'à moitié dupe de cet intérêt soudain. L'expérience prouve, en effet, que les pouvoirs publics, comme les hommes politiques de tous bords, n'an manifestent guère qu'à l'approche d'échéances électorales. Ainsi M. Berre avait-

il, an décembre 1977, à quelques mois des législatives, présidé pour une fois en personne une séance plénière du Conseil supérieur de la coopération ; et depuis peu les situations à ce sujet non capitalistes de l'économie se multiplient dans les discours politiques. Il y a quelques temps, c'était M. Michel Rocard qui y trouvait la preuve indubitable que l'autogestion est praticable... Plus récemment, M. Jacques Chirac, à la télé-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMINDO S.A.

Le conseil d'administration
minde S.A. société in

d'investissement, s'est
18 mars 1980 afin d'a
soutien de l'économie alg

comptes du Trésorier en novembre 1979. Il a fixé à prochain la date de l'assem

Le patrimoine de la société prend actuellement 14 millions de francs.

regres, n'tant 872 app
9 538 mètres carrés de
commerciales 950 garages

immeubles s'élève à 2 460

Sur l'ensemble de l'année
l'occupation des locaux

La vente par appartenance à l'immeuble des Claves-rouges

le déroulo da façon set
assure le flancement d

établissement de 36 logements
pour la réalisation, à Pu
avant la mise en location e

pour l'automne 1980. Cette
sécurité de la garantie de
non de blocage des loyers.

Les recettes locatives en-
tre de l'exercice 1979 se so-
nt élevées à 19 475 801,58 F contre 18 232 100,00 F en 1978.

pour l'exercice précédent, progressif de 19,80 %.

Le bénéfice de l'exercice 1978 s'élève à 555,29 F contre 134 pour 1977. L'exercice 1978 a vu

CESSATION DE GARANTIE

Avise le public, sur la demande de M. Miellet Colnard, 33, rue Georges-Ferrand, 94380 Bonneuil-sur-Marne, cessant volontairement son activité, que la garantie qui lui avait été consentie pour l'activité de transactions sur immeubles et fonds de commerce, prendra fin à l'expiration d'un délai de trois jours francs, après la publication de la présente.

_____ (Publicite) _____

**PLACEMENT DIAMANT.
OÙ S'INFORMER?**
Le Centre d'Information Union
de Diamantaires, 17 rue St-Florentin,
75008 Paris - Tél. : (1) 261.37.12, est
ouvert au public du lundi au ven-
dredi inclus de 10 h à 19 h et le
samedi de 10 h à 17 h.

... ..

TEXAS INSTRUMENTS INSTALLERA SON QUARTIER GÉNÉRAL POUR L'EUROPE A VILLENEUVE-LOUBET

J. B. Immoeblier, M. Jacques Bly

LE MONDE

chaque jour à la disposition
des rubriques d'Actualités
Immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX

**PATRIMOINE
DIAMANT**
ENTENDEMENT DES CŒURS
ET PLUS TARD

RENSEIGNEZ-VOUS :

- QUI PEUT INVESTIR DANS UN DIAMANT ?
- QUELLE PLUS VALUE PEUT-ON ESPÉRER ?
- À QUEL MOMENT DOIT-ON VENDRE ?
- QUEL EST LE POURCENTAGE DE L'ÉROSION MONÉTAIRE FACE AU DIAMANT ?
- L'ANONYMAT EST-IL LÉgal ?

**CONSEIL DIAMANTAIRE
INTERNATIONAL**
18, CHAMPS-ÉLYSÉES
75008 PARIS
723 78 20

ENVOYER VOTRE CARTE DE CE COUPON
POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION

Nom Tél.

Adresse

Code Ville

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

